

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Frank La Brasca, Jean-Jacques Marie, Roger Revuz.

Publié par Le Cercle des *Cahiers du mouvement ouvrier*
c/o Jean-Jacques Marie - Bâtiment Les Charmes
36, rue de Picpus - 75012 Paris.
Adresse mail : jj.marie@club-internet.fr
Imprimerie PELLEGRINO :
Parc de Viry - 7, rue de Ris - 91170 Viry-Châtillon

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 116 à 144 pages)

Prix du numéro : **9 euros** (+ **1,50 euro** de port)

Abonnement annuel (quatre numéros) :

- France : **32 euros** ;

- Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Abonnement de soutien 50€ euros et plus

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Chèques à l'ordre des *Cahiers du Mouvement Ouvrier*

A renvoyer à Hélène Stern, 18 rue Ferrus - 75 014 Paris

Sommaire

Illustré par des nombreuses photographies des journées de février

- **Présentation** _____ p. 5
- **Chronologie** _____ p. 8
- **Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.**
Deux combattants contre la guerre _____ p. 11
- **Tract des Mejraiontsy** _____ p. 13
(groupe inter-arrondissements lié à Trotsky) appelant les ouvrières à célébrer la Journée internationale de la femme.
- **Les journées de février racontées par :** _____ p. 15
 - Victor Kaiourov (bolchevik)
 - Alexandre Chliapnikov (bolchevik)
 - Nicolas Soukhanov (menchevik)
- **Documents** _____ p. 29
 - Registre des entreprises en grève le 24 février
 - Rapport du chef de l'Okhrana du 24 février (extrait)
 - Rapport de l'Okhrana du 25 février
 - Déclaration du général Khabalov, commandant la région militaire de Petrograd, 25 février
 - Télégramme du tsar du 25 février
 - Rapport du chef de l'Okhrana du 26 février
 - Tract du comité bolchevique de Saint-Petersbourg du 26 février
 - Télégramme du président de la Douma à Nicolas II, 26 février
 - Télégramme de Khabalov à Alexéïev, 27 février
 - Appel des mejraiontsy et du Parti socialiste-révolutionnaire aux soldats du 27 février
 - Manifeste des bolcheviks, 27 février
 - Adresse du soviet de Petrograd du 28 février
 - Communiqué des Izvestia du soviet de Petrograd, 28 février
 - Les journées des 26 et 28 février racontées par *la Pravda*
 - Ordre (Prikaz) n° 1 du soviet de Petrograd du 1^{er} mars
 - Abdication du tsar Nicolas II, 2 mars
 - Extraits des débats du comité bolchevique de Petrograd des 2 et 3 mars
 - Appel aux soldats du comité exécutif du soviet de Petrograd du 3 mars
 - *Izvestia* du soviet de Petrograd des délégués ouvriers et soldats, 3 mars
- **Eric Aunoble :** _____ p. 47
Un film vu sur Arte «Lénine, une autre histoire de la Révolution russe»
- **Rémy Janneau :** _____ p. 51
Etats-Unis 1917, impact de la guerre, écho de la révolution

- **Frank La Brasca** : _____ p. 59
 - les perles du centenaire
 - Italie et Russie 1917
- **Jean-Jacques Marie** : _____ p. 67
 - Katkov, un modèle de la conception policière de l’histoire
 - Comment Soljenitsyne caricature la révolution de février
- **Katia Dorey** : Allemagne 1917, avis de tempête _____ p. 73
- **Loïc Lebars** : l’année 1917 en France _____ p. 79
- **Jean-Guillaume Lanuque** : les nouveaux programmes d’histoire du collège, les compétences contre les connaissances _____ p. 88
- **Chronique des falsifications** _____ p. 91
- **Perles** _____ p. 93
- **Notes de lecture** : _____ p. 95

Présentation

« *Le monde changea brutalement d'horaire. Des millions d'obus destructeurs avaient été tirés au cours de la guerre mondiale. Les ingénieurs continuaient à inventer les armes les plus lourdes, les plus puissantes, les plus dévastatrices. Mais aucun obus ne fut plus dévastateur et plus décisif que ce train, avec sa cargaison des révolutionnaires les plus dangereux et les plus décidés de ce siècle, ce train qui, de la frontière suisse, fonçait alors à travers toute l'Allemagne vers Petrograd et se préparait à faire exploser l'ordre du temps* » (Stefan Zweig).

« La révolution a éclaté en Russie ! »

Le 2 (15) mars à midi, alors qu'il se prépare à partir travailler à la bibliothèque après son repas, un militant polonais entre échevelé chez Lénine et lui crie : « *Vous ne savez donc rien ? La révolution a éclaté en Russie !* » Elle s'annonçait, mais personne ne l'attendait.

L'armée russe a enrôlé sous ses drapeaux, depuis 1914, 15 millions d'hommes, dont 1,5 million sont morts, plus de 2 millions ont été blessés et mutilés, 3 millions faits prisonniers, un demi-million a déserté. Les défaites militaires, leur cortège innombrable de morts et de mutilés, la démoralisation de millions de soldats mal vêtus, mal nourris, mal chaussés, mal armés, piétinant dans la neige et la boue en attendant la retraite prochaine et le prochain massacre, l'incurie d'un état-major spécialisé dans les parades, les défilés et les prières, la corruption des cercles dirigeants pataugeant dans les bénéfices de guerre, le discrédit de la famille royale, la haine suscitée par l'arrogante impératrice d'origine allemande, éclaboussée par ses relations avec le moine intrigant et dévergondé Raspoutine, assassiné en décembre 1916, la chute de la production industrielle, la paralysie croissante des transports, qui ralentit le ravitaillement,

minent le régime. Dans les sommets eux-mêmes, certains, pour éviter la catastrophe, pensent à écarter l'impératrice, à remplacer Nicolas II par son frère Michel. Les gouvernements anglais et français eux-mêmes, qui craignent que Nicolas II, pour conjurer la catastrophe qui menace son régime, ne signe une paix séparée avec Guillaume II, favorisent plus ou moins fermement les divers projets qui mûrissent dans l'ombre des couloirs mais avortent à peine nés (à la seule exception de l'assassinat du conseiller de l'impératrice, le moine Raspoutine fin décembre 1916). Mais peut-on changer de tsar en temps de guerre sans hâter l'explosion menaçante ? Les ombres de complots avortent sur cette peur.

1916 : un peu plus de 500 000 grévistes

Dès 1915, les premières grèves et manifestations, surtout d'ouvrières, expriment le rejet croissant de la guerre et du régime par la population. Le régime répond par la répression ; il décapite toutes les organisations socialistes dont il emprisonne et ou exile la plupart des responsables. Malgré cette répression, l'année 1916 compte un peu plus de 500 000 grévistes (221 136 participants et participantes à des grèves économiques et 280 943 à des grèves politiques). Au début de 1917, la

police décapite le comité de Petrograd du Parti bolchevique et arrête même le groupe des mencheviks – partisans de la guerre et dits défensistes – pourtant désireux de faire fonctionner l'industrie de guerre malgré les obstacles multipliés par la bureaucratie tsariste !

La production agricole baisse. La crainte de la faim hante les villes où le pain se fait rare. Au début de 1917, la mécanique économique se dérègle : les prix grimpent, la spéculation se déchaîne et déchaîne les passions, l'approvisionnement de Petrograd se ralentit, les files d'attente s'allongent dans le froid glacial devant les boulangeries.

La grève des ouvrières du textile de Vyborg

Le 23 février, à l'occasion de la journée internationale des femmes, des ouvrières du textile, sans qu'aucun parti les y ait appelé, débrayent et défilent en criant « *Du pain, du pain !* ». Le lendemain, la grève s'étend, les ouvriers se répandent dans les rues de la ville ; les cosaques leur résistent mollement ; les policiers bloquent les ponts, les ouvriers déferlent sur la Neva gelée, envahissent le centre, se battent avec la police, fraternisent avec les soldats. Dans son énorme pavé, *Mars 1917*, Soljenitsyne prétend que Petrograd regorgeait alors de pain et de viande et réduit le mouvement à une mise à sac systématique des boutiques et à un gigantesque pillage organisé par des voyous.

Le 26 à midi, les ouvriers occupent le centre de la ville, ici et là des policiers installés sur les toits les mitraillent. Le soir, une compagnie du régiment Pavlovsky se mutine et tente de soulever les régiments voisins. La grève générale devient insurrectionnelle. Le lundi matin 27, ouvriers et mutins attaquent ensemble les commissariats de police. Les insurgés pillent l'arsenal, forcent les prisons, incendient le palais de justice. Pour Soljenitsyne, c'est le début de l'apocalypse : « *La ville devint la proie du pillage, des flammes et des meurtres* » (1).

Le 27 au soir se tient au siège de la Douma la séance constitutive du soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd, rassemblant des délégués élus ou désignés

en hâte dans les usines et les casernes, plus deux délégués pour chaque parti socialiste. Le soviet décide de publier un journal, les *Izvestia*, puis élit un Comité exécutif, présidé par le menchevik Tchkéidzé. Dans une salle voisine, les députés de la Douma forment un comité provisoire chargé de défendre jusqu'au bout le régime tsariste agonisant ou, si c'est impossible, d'en prendre le relais pour défendre le capitalisme russe et continuer à mener la guerre jusqu'à la victoire, en fait jusqu'à l'épuisement du pays pour répondre aux exigences du capital franco-britannique et bientôt américain.

Le paradoxe de février

Le 2 mars se constitue un gouvernement provisoire présidé par le prince Lvov, grand propriétaire terrien, qui décide de poursuivre la guerre. Le gouvernement provisoire est censé émaner de la Douma élue pour quatre ans en 1912 et dont Nicolas II a arbitrairement prorogé l'existence par décret pour éviter en pleine guerre des élections grosses d'une déroute politique. Ce même 2 mars, le tsar abdique... La monarchie s'effondre. Le 9, le synode de l'Eglise orthodoxe, que le tsar a tant engraisé, voit dans son abdication « *la volonté de Dieu* ».

Pour les mencheviks et les S-R, la révolution démocratique en cours a pour seul but de liquider les vestiges du féodalisme en Russie pour y permettre l'épanouissement du capitalisme ; il ne faut donc pas toucher à la propriété privée de la terre et des moyens de production et le pouvoir doit revenir à la bourgeoisie. Les mencheviks et les S-R majoritaires au soviet, le remettent aux fantômes de la Douma. C'est le paradoxe de février que le ministre Goutchkov exprime en disant : « *Le gouvernement provisoire n'existe qu'autant que le permet le soviet.* » L'avocat travailliste « Kerensky », proche des S-R et membre du soviet, nommé ministre de la Justice à titre personnel, donne au gouvernement la caution publique du soviet. Les ouvriers, ouvrières et soldats qui

(1) Alexandre Soljenitsyne, *Mars 1917*, tome 1, p. 498.

ont renversé la monarchie ne font en effet confiance qu'au seul soviétique dont les dirigeants soutiennent à bout de bras le gouvernement provisoire en critiquant telle ou telle de ses décisions, le contrôlent, voire le censurent. Une commission de « contact » constituée à cette fin officialise le double pouvoir, état de déséquilibre permanent, donc nécessairement provisoire. Les mencheviks et les S-R y voient un équilibre fondé sur la conciliation puis la coopération entre le soviétique et le gouvernement provisoire.

L'ordre n° 1 du soviétique, promulgué le 2 mars, le jour même de la formation du gouvernement provisoire et de l'abdication de Nicolas II, exprime cet impossible équilibre. Alors que les S-R et les mencheviks se prononcent pour la défense militaire de la Russie débarrassée du tsar et donc pour la poursuite de la guerre, l'ordre n° 1 invite les soldats à élire des comités dans toutes les unités, dont (à qui) tous les actes politiques (leur) seront soumis. Le gouvernement et l'état-major ne peuvent donc disposer librement de leurs

forces armées alors qu'un demi-million de déserteurs rôde déjà par les campagnes... La crise au sommet se dessine donc dès le premier jour d'existence du gouvernement.

Elle n'est en même temps qu'un moment d'une crise mondiale qui déchire à des degrés divers tous les pays engagés dans la guerre.

Le programme des Cahiers du mouvement ouvrier...

Outre ce n° 73, les *Cahiers du mouvement ouvrier* vont consacrer chacun des neuf prochains numéros jusqu'à juin 1919 aux divers épisodes de la révolution russe et de la révolution mondiale dont elle était une composante, en publiant à la fois des documents inaccessibles à ce jour en français, ou difficiles d'accès, et des études sur des points particuliers.

Jean-Jacques Marie



La manifestation des femmes de Petrograd le 8 mars 1917. Sur la première banderole : « Augmentation des rations pour les familles des défenseurs de la liberté et de la paix entre les peuples », sur la deuxième banderole : « Nourrissez les enfants des défenseurs de la patrie ».

Chronologie

9 janvier 1917-26 juin 1917

1917

9 janvier : manifestations de rue pour commémorer l'anniversaire du massacre du 9 janvier 1905 ou Dimanche rouge au cours duquel l'armée du tsar avait massacré près de 600 manifestants, femmes et enfants compris, venus derrière le pope Gapone déposer pacifiquement une pétition réclamant les libertés démocratiques, politiques et syndicales fondamentales et l'arrêt de la guerre avec le Japon. 150 000 ouvriers sont ce jour-là en grève à Petrograd.

14 février : ouverture de la session de la IV^e Douma. 80 000 ouvriers en grève à Petrograd.

18 février : grève dans un atelier de l'usine Poutilov.

22 février : lock-out de Poutilov.

23 février : Journée internationale des femmes. Les ouvrières du textile de l'arrondissement de Vyborg se mettent en grève malgré les conseils de prudence qui leur sont prodigués... A leur suite, d'autres grèves éclatent, dont celle des métallurgistes de l'usine Ericson de Vyborg, et débouchent sur des manifestations d'ouvrières dans les rues de Petrograd.

24 février : le patron de Poutilov décide de continuer le lock-out. Près de 200 000 ouvriers sont en grève à Petrograd.

25 février : premier jour de la grève générale : 240 000 ouvriers en grève à Petrograd.

26 février : la grève générale s'étend. Nicolas II dissout la Douma. Une compagnie du régiment des Pavlovtsy, régiment de la garde impériale, se mutine.

27 février : la grève générale se transforme en émeute. Fraternalisation entre soldats et ouvriers. Les régiments de la Garde, le régiment de Volhynie, les régiments Preobrajenski, Izmailovtsy, Semenovtsy, le régiment des Lituaniens se mutinent et fraternisent avec les ouvriers.

Première réunion du soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd.

Formation du Comité provisoire de la Douma.

28 février : premier numéro du journal des soviets, les *Izvestia*.

Grève générale à Moscou. Formation du soviet des députés ouvriers et soldats de Moscou.

Arrestation des ministres du tsar.

1^{er} mars : publication de *l'Ordre n° 1* du soviet de Petrograd.

2 mars : formation du gouvernement provisoire du prince Lvov, soutenu par le soviet. Kerenski y est ministre de la Justice. Le tsar abdique en faveur de son frère, le grand-duc Michel.

Le Comité exécutif du soviet saisit un tract des *Mejraiontsy* et des S-R de Petrograd réclamant « *Toute la terre aux paysans !* ».

3 mars : le grand-duc Michel renonce au trône.

5 mars : réparation du premier numéro de la *Pravda*.

8 mars : arrestation de Nicolas II.

12 mars : retour à Petrograd de Staline, Kamenev et Mouranov.

Abolition de la peine de mort par le gouvernement provisoire.

14 mars : Manifeste du soviet adressé « À tous les peuples du monde » et appelant à une paix « sans annexions ni indemnités ».

17 mars : le gouvernement provisoire appelle, dans une déclaration, les paysans à ne pas s'emparer arbitrairement des terres des grands propriétaires fonciers.

28 mars : ouverture de la première Conférence panrusse du Parti bolchevique (conférence des délégués à la conférence des soviets).

29 mars : ouverture de la première conférence panrusse des soviets.

31 mars : arrivée à Petrograd des socialistes français Moutet, Cachin, Lafond, et des travaillistes anglais O'Tready et Thorn qui viennent exhorter la Russie démocratique à accroître son effort de guerre.

3 avril : arrivée de Lénine à Petrograd.

4 avril : Lénine présente les *Thèses d'avril* à la conférence des bolcheviks.

7 avril : la *Pravda* publie les *Thèses d'avril* sous la seule signature de Lénine.

8 avril : décret du prince Lvov, président du gouvernement provisoire, ordonnant de réprimer par la force les troubles paysans.

11 avril : le gouvernement provisoire promulgue le décret dit de « la protection des semailles » qui garantit aux propriétaires fonciers la protection par le gouvernement de leurs terres et de leurs récoltes.

14 avril : ouverture de la Conférence des bolcheviks de Petrograd, qui adopte, le 15, la résolution présentée par Lénine sur l'attitude à l'égard du gouvernement provisoire.

Les Comités de Petrograd et de Moscou du Parti bolchevique décident d'organiser une Garde rouge.

18 avril : publication d'une note du ministre des Affaires étrangères, Milioukov, aux Alliés garantissant que la Russie mènera la guerre « jusqu'à la victoire finale ».

20-21 avril : « Journée d'avril » : meetings et manifestations où participent des soldats en armes protestant contre la note de Milioukov.

24 avril : ouverture de la Conférence panrusse des bolcheviks, dite d'avril, qui adopte les *Thèses d'avril* de Lénine.

27 avril : le prince Lvov écrit à Tchekéidzé, président du soviet de Petrograd, pour lui proposer l'entrée de représentants du soviet dans le gouvernement.

28 avril : le soviet de Vyborg décide la création d'une « garde ouvrière ».

30 avril : démission du « cadet » Goutchkov, ministre de la Guerre.

1^{er} mai : le Comité exécutif du soviet de Petrograd délègue quatre représentants auprès du gouvernement.

3 mai : démission de Milioukov, remplacé au ministère des Affaires étrangères par Terechtchenko.

4 mai : retour de Trotsky en Russie.

Ouverture du congrès des députés paysans.

5 mai : formation du premier gouvernement de coalition entre partis bourgeois et partis socialistes (deuxième gouvernement provisoire), sous la présidence du prince Lvov. Kerenski y est ministre de la Guerre.

7 mai : Conférence panrusse des mencheviks, qui accordent leur soutien au gouvernement de coalition.

Conférence des *Mejraiontsy* de Petrograd, auxquels vient d'adhérer Trotsky et qui condamnent le gouvernement de coalition.

15 mai : sur le front nord paraît le premier numéro du journal *Okopnaia Pravda* (la *Pravda* des tranchées).

3-24 juin : premier congrès panrusse des soviets.

9 juin : le Congrès des soviets interdit la manifestation organisée par les bolcheviks le 10 juin et appelle à sa propre manifestation, le 18 juin.

16 juin : ordre du jour de Kerenski à l'armée et à la flotte donnant l'ordre de l'offensive générale sur le front.

18 juin : début de l'offensive générale. 500 000 manifestants défilent à Petrograd, des dizaines de milliers à Moscou et ailleurs sur les mots d'ordre bolcheviks : « A bas les ministres capitalistes, Tout le pouvoir aux soviets. »

19 juin : manifestation patriotique perspective Nevski.

26 juin : décret du gouvernement provisoire réglant la consommation du pain.



Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht

Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, deux combattants contre la guerre

Karl Liebknecht a constamment associé le combat pour le socialisme au combat antimilitariste : le 3 août 1914, il refusa de voter les crédits de guerre, ainsi que 14 autres députés sur les 111 que comptait la députation social-démocrate du Reichstag. Mais il respectait encore la discipline du parti et il ne rendit son refus public que le 2 décembre 1914 en expliquant au Reichstag : *« Il s'agit d'une guerre impérialiste, particulièrement du côté allemand, qui a pour but des conquêtes de grand style. »*

Puis, avec le groupe clandestin Spartakus, il rendit publique son opposition. On le retrouve le 1^{er} mai 1916 au milieu d'une dizaine de milliers de manifestants sur la Potsdam Platz à Berlin, venus dire leur refus de la guerre : en habit de soldat réserviste – il a 47 ans et n'est plus mobilisable sur le front – il crie *« A bas la guerre ! A bas le gouvernement ! »*

Son statut de député du Reichstag qui lui assurait en principe l'immunité politique fut piétiné par la majorité conservatrice de l'assemblée dominée par les hobereaux prussiens qui disposèrent aussi du renfort de la social-démocratie en majorité ralliée à l'impérialisme : le député social-démocrate David se déshonora en expliquant devant la commission chargée d'examiner le cas Liebknecht qu'il était chargé de défendre : *un chien qui aboie ne mord pas !*

Karl Liebknecht fut déféré devant la justice militaire qui le condamna le 28 juin 1914 à trente mois de réclusion. Il fit appel, ce qui lui valut une sanction aggravée le 23 août : quatre ans de prison, dix ans de privation des droits civiques. Ce procès fit de lui l'homme politique le plus populaire dans les tranchées et il renforça

la détermination du groupe Spartakus.

Rosa Luxemburg mit son grand talent de polémiste et toute la force de ses convictions anti-impérialistes au service du combat de son camarade. Voici quelques extraits du tract spartakiste de l'été 1916 traduit et édité par les éditions de l'Épervier.

« En s'occupant du cas Liebknecht, le Reichstag, la majorité bourgeoise et la majorité du groupe parlementaire social-démocrate ont de loin surpassé leur propre infamie. »

C'est en accomplissant son devoir de socialiste de l'Internationale, à la manifestation du 1^{er} mai, que Liebknecht a été appréhendé par les sbires du pouvoir et livré à la justice militaire. Liebknecht est député du Reichstag, il est dispensé du service militaire afin de pouvoir exercer son mandat de représentant du peuple et, pendant les sessions du Reichstag, il n'est donc pas un soldat mais un représentant du peuple. C'était le devoir le plus élémentaire du Reichstag que de le protéger des griffes de la justice militaire comme de toute poursuite d'ordre politique. Tous les parlements du monde considèrent qu'il est impératif pour leur propre dignité de protéger leurs membres des violences des gouvernements. Il s'est passé ici quelque chose d'inouï, sans précédent dans l'histoire de tous les gouvernements : c'est le Reichstag lui-même qui a livré l'un de ses membres à la justice militaire ! [...]

Le 8 avril, il avait voulu présenter une analyse critique de l'esbroufe qu'on a fait autour du dernier emprunt de guerre allemand ! Et les attaques les plus virulentes de ce suicide parlementaire venaient, en plus, des démocrates radicaux [...]. C'est en criant à la haute trahison que

les Hulbricht et Müller Meinigen se jettent sur le premier à monter à la tribune du Reichstag pour critiquer le gouvernement. C'est en criant à la haute trahison que les Payer et Lieschling livrent l'immunité de la représentation populaire aux sabres de l'armée. Après ces hurlements libéraux, les Oertel et Heydebrand n'ont plus grand-chose à dire. Et le groupe parlementaire social-démocrate majoritaire ne dit pas un mot pour récuser ces coassements. Il est vrai que les "politiciens jusqu'au boutistes", les Scheidemann et consorts, prennent pour des traîtres à la patrie tous ceux qui tiennent les principes des sociaux-démocrates en haute estime et luttent contre l'assassinat des peuples.

Trahison ! Trahison ! Lutte de classes-trahison ! Refus du budget-trahison !

Fête du 1^{er} Mai-trahison ! Critique des emprunts du guerre-trahison ! Solidarité internationale-trahison ! Grève pour l'augmentation des salaires de misère-trahison ! Discussion publique sur les usuriers qui profitent de la vente des aliments-trahison ! Lamentation des femmes qui meurent de faim devant les magasins-trahison ! Ce qui a été dit des milliers de fois par les sociaux-démocrates dans leurs journaux, dans leurs réunions électorales, dans leurs discours au Reichstag est aujourd'hui une trahison. L'ensemble de l'action de la social-démocratie depuis un demi-siècle, qui était dirigée contre la guerre, le militarisme, la domination de classe, la solidarité de classe, l'unité nationale, les mots d'ordre patriotiques, est devenu une trahison !

Les Payer, Liesching, Hubrich et les David, Landsberg, Scheidemann ont surpassé tous les procureurs, ont fait rougir de honte les préfets de police... Gare si ces loustics avaient eu à appliquer les lois anti-socialistes de Bismarck ! Ils auraient fait enfermer tous les députés et journalistes sociaux-démocrates en maison centrale, ils auraient envoyé à la potence notre August Bebel et notre bon vieux Wilhelm Liebknecht ! La clique Scheidemann s'est permis la comédie de déposer une requête concernant l'immunité de Liebknecht, mais ils l'ont fondée en disant que son combat n'était pas dangereux, qu'on ne pouvait tout de même pas bousculer le peuple allemand dans son obéissance cadavérique ! Et de

même dans la commission du Reichstag, le social-démocrate David a dit en parlant de Liebknecht : "Un chien qui aboie ne mord pas !"

[...] Ce sont les masses du prolétariat, les masses d'un peuple mourant de faim, asservi et réduit à de la chair à canon qui doivent leur donner la réplique. Et ce faisant, il ne faudra pas oublier les paroles "de chien" du tribun de la majorité social-démocrate.

Est un chien celui qui lèche les bottes des maîtres alors que ceux-là mêmes ne lui ont exprimé leur considération pendant des décennies qu'à grands renforts de coups de pied.

Est un chien celui qui remue joyeusement la queue alors qu'il est muselé par l'état de siège et regarde les seigneurs de la dictature militaire dans les yeux en geignant doucement pour obtenir sa grâce.

Est un chien celui qui aboie à tout rompre après quelqu'un qui n'est pas là, qui est dans les fers et qui, ce faisant, rend des services supplémentaires aux potentats du moment.

Est un chien celui qui abjure, souille de bave et traîne dans ses excréments, sur ordre du gouvernement, tout le passé de son parti, tout ce qui était sacro-saint pour lui depuis une génération.

Sont et demeurent malgré tout des chiens les David, Landsberg et compagnie. Et il ne fait pas de doute qu'ils recevront de la classe ouvrière allemande le coup de pied mérité quand le jour des règlements de comptes arrivera [...].

Seule la réaction des masses, leur initiative audacieuse, l'action énergique de la lutte des classes sur toute la ligne peut nous faire regagner le droit chemin et mettre fin à l'assassinat des peuples, à la dictature militaire, à la mort lente du peuple par la famine. Et cela les masses ne le réaliseront que lorsqu'elles auront appris à se jeter corps et âmes, comme Liebknecht, dans la lutte pour les idéaux du socialisme international...

Quand des centaines de milliers, des millions de voix reprendront le cri de Liebknecht dans le Reich tout entier :

***A bas la guerre !
Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous ! »***

Tract des Mejraiontsy

Tract imprimé

Comité inter-rayon du RSDRP de Saint-Pétersbourg consacré à la Journée internationale de l'ouvrière du 23 février

Camarades ouvrières !

C'est la dixième année que les femmes de tous les pays célèbrent le 23 février, comme la journée ouvrière des femmes, le « 1^{er} mai » des femmes. Les Américaines ont été les premières à faire de ce jour celui où elles manifestent leurs forces, et, peu à peu, les femmes du monde entier les ont rejointes. Ce jour-là, il y a des réunions et des meetings pour expliquer les raisons de notre dure situation et chercher une issue. Depuis longtemps la faim pousse les femmes à l'usine, depuis longtemps des millions de femmes sont, comme les hommes, devant les machines. Nous versons notre sueur pour les patrons comme nos camarades hommes, comme eux on nous emprisonne pour avoir fait grève, comme eux nous devons lutter. Mais c'est récemment que les femmes ont rejoint la famille ouvrière, souvent elles ont encore peur, elle ne savent pas comment et quoi revendiquer. Les patrons ont profité et profitent de leur ignorance et de leur timidité. En ce jour, camarades, réfléchissons à la façon de vaincre au plus tôt notre ennemi, le capitaliste. Souvenons-nous de nos proches au front, souvenons-nous de la dure lutte par laquelle ils ont arraché aux patrons la moindre augmentation, chaque heure de repos, au gouvernement

chaque liberté. Combien d'entre eux sont morts au front, en prison et en exil pour prix de leur combat. Vous les avez remplacés à l'arrière, votre devoir est de poursuivre leur œuvre. Leur œuvre pour libérer toute l'humanité de l'exploitation et de l'esclavage. Et vous ne devez pas, camarades femmes, retenir les hommes restés à l'usine, mais vous joindre à eux dans la lutte fraternelle contre le gouvernement et les patrons, au profit de qui se mène la guerre qui a fait couler dans tous les pays tant de sang et de larmes. C'est la troisième année que s'éternise cette guerre terrible. Nos pères, nos maris, nos frères périssent. Nos proches reviennent malheureux et invalides. Le gouvernement du tsar les a envoyés au front, les a tués, blessés et ne se soucie pas de les nourrir. Il n'a cessé de verser le sang ouvrier. Il a fusillé les ouvriers le 9 janvier, le 4 avril pendant la grève sur la Léna, encore récemment à Ivanovo-Vosnessensk, Chouia, Gorlovka et Kostroma. Le sang ouvrier coule sur tous les fronts, la tsarine fait commerce du sang du peuple et vend la Russie à l'encan. On envoie les soldats sous la fusillade, presque sans armes, à une mort certaine.

Et à l'arrière, les fabricants, sous le prétexte de la guerre, voudraient faire des ouvriers leurs esclaves. Dans toutes les

viles, tout augmente terriblement, la faim frappe à chaque porte. A la campagne on raffe le dernier épi et le bétail pour la guerre. Nous faisons la queue pendant des heures. Nos enfants ont faim. Combien sont livrés à eux-mêmes, ont perdu leurs parents. Ils deviennent des sauvageons, des voyous. La faim pousse des filles, des enfants encore, sur le trottoir. Combien d'enfants travaillent au-delà de leurs forces sur des machines, du matin au soir. Partout le chagrin et les larmes. Et pas seulement en Russie, dans tous les pays les travailleurs souffrent. Récemment le gouvernement allemand a férocement réprimé une émeute de la faim à Berlin.

En France la police se déchaîne et les grévistes sont envoyés au front. Partout la guerre sème le malheur, la cherté de la vie, l'oppression de la classe ouvrière. Camarades ouvrières, pourquoi ? Pourquoi se mène cette guerre ? Avons-nous besoin de tuer des millions d'ouvriers et de paysans allemands et autrichiens ? Les ouvriers allemands, eux non plus, ne veulent pas se battre. Ce n'est pas volontairement que les nôtres partent au front, ils y sont forcés. Ce n'est pas volontairement que partent les ouvriers autrichiens, anglais, allemands. Partout on pleure à leur départ, comme ici. C'est pour l'or qui brille dans les yeux des capitalistes, pour leur profit que la guerre se mène. Les ministres, les industriels, les banquiers espèrent pêcher en eau trouble, ils s'engraissent en temps de guerre et les ouvriers et paysans font tous les sacrifices, payent pour tout.

Chères camarades femmes, allons-nous longtemps encore supporter en silence en nous défoulant de temps en temps sur les petits commerçants ? Ils ne sont pas responsables des malheurs du peuple, eux-mêmes sont ruinés. C'est le gouvernement qui est coupable, il a commencé la guerre et ne peut la finir. Il ruine le pays. C'est à cause de lui que vous êtes affamées. Les capitalistes sont coupables, c'est pour leur profit que la guerre se mène. Il est plus que temps de leur crier : Assez ! A bas le gouvernement criminel et toute sa bande de pilliers et d'assassins. Vive la paix !

L'heure du châtimeut a sonné. Depuis longtemps nous ne croyons plus aux fables des ministres et des patrons. Dans tous les pays, la colère populaire monte. Partout les ouvriers commencent à comprendre que ce n'est pas de leurs gouvernements qu'il faut attendre la fin de la guerre. Et s'ils signent un traité de paix, ils s'efforceront d'accaparer des terres étrangères, de piller d'autres pays et cela mènera à de nouvelles guerres. Les ouvriers n'ont pas besoin du bien des autres.

A bas l'autocratie !
Vive la révolution !
Vive le gouvernement révolutionnaire provisoire !
A bas la guerre !
Vive la République démocratique !
Vive la solidarité internationale du prolétariat !
Vive le POSDR uni !

1917, *Comité des Mejriontsy de Petersbourg*

GARF fonds 1741, inventaire 1, dossier 36027
publ. *Révolution prolétarienne* 1923 T. I (13)
pp. 282-284.



« L'égalité de la femme ».
Carte de Petoukhov, Petrograd, 1917

Les journées de février racontées...

...par Kaiourov

La grève des ouvrières du textile de Vyborg et les six journées de février

Les six journées de février ⁽¹⁾

1. Le 23 février

La guerre paraissait à tout le monde ne jamais devoir finir. Les organisations ouvrières étaient en partie démantelées, terriblement affaiblies par les départs au front et par l'arrestation de leurs cadres. Chaque jour nous apprenions qu'un nouveau camarade avait craqué. Nous comprenions que tout n'allait pas pour le mieux au sommet du parti et il fallait en tenir compte pour la nomination de représentants au comité de rayon ; la plupart du temps, nous y envoyions de jeunes camarades occuper les postes de direction. Les rares membres du parti qui avaient résisté menaient une lutte désespérée dans les usines et les fabriques contre les mencheviks et les S-R (2), en démasquant devant les masses leur conduite face à la bouche-rie impérialiste.

Pendant ce temps l'irritation croissait dans les masses. Le prix des produits ali-

mentaires qui augmentait follement – non pas jour par jour, mais littéralement, heure par heure – et surtout le manque de pain, profondément ressenti, renforçait cette irritation et « dégrisait » définitivement les masses de l'ivresse patriotique inspirée par les mencheviks, les S-R et autres dans les premières années de la guerre. Le mécontentement croissait et se renforçait, il semblait prêt à atteindre son point culminant. Et cela se comprenait. D'un côté la spéculation effrénée montrait « dans

(1) *Proletarskaia Revoloutsia*, n° I (13), 1923, pp. 157-171.

(2) Mencheviks : fraction de droite de la social-démocratie russe constituée en 1903 ; S-R (socialistes-révolutionnaires) : parti petit-bourgeois terroriste, très influent dans la paysannerie, créé en 1903. Les deux partis furent défensistes pendant la guerre, sauf une minorité menchevique internationaliste dirigée par Martov.

les faits » son patriotisme, de l'autre le « saute-mouton » gouvernemental et l'impuissance de la Douma contraignaient à réfléchir sérieusement au problème de la guerre. Les travailleurs discutaient de plus en plus de l'arrêt de la guerre. L'influence des bolcheviks se sentait à chaque pas.

L'appel lancé par la Douma le 14 février en vue de la création d'un ministère responsable n'avait eu absolument aucun succès. Même l'autorité, relativement réduite, des bavards de l'aile gauche de la Douma semblait définitivement et l'on sentait s'approcher l'orage. Mais comment éclaterait-il, personne ne pouvait le prévoir.

L'état d'esprit de plus en plus offensif des masses contraignit le rayon de Vyborg à prendre la décision d'interdire toute agitation pour l'appel direct à la grève et à concentrer l'attention essentiellement sur le maintien de la discipline et du sang-froid dans les manifestations à venir.

La veille de la « journée des femmes » je fus envoyé à une réunion d'ouvrières à Lesnaia : j'y définis le sens de la « journée des femmes », du mouvement féminin en général et lorsque je dus en arriver au moment présent, je m'attachai surtout à inviter les ouvrières à éviter toute manifestation partielle et à n'agir que sur les seules instructions du comité du parti (...).

Aussi quels ne furent pas mon étonnement et mon indignation lorsque le lendemain, 23 février, dans un corridor de l'usine (Erikson) le camarade Nikifor Ilitch vint m'informer que la grève avait éclaté dans plusieurs usines du textile et qu'une délégation d'ouvrières arrivait avec une résolution réclamant le soutien des métallos.

J'étais indigné par la conduite des grévistes : d'abord elles avaient manifestement ignoré les décisions du comité régional du parti, et ensuite moi-même la nuit précédente j'avais appelé les ouvrières à la retenue et à la discipline, et soudain c'était la grève. Il n'y avait à cela, semblait-il, ni but ni raison, sauf les queues pour le pain devant les boulangeries, queues qui s'étaient considérablement allongées, et qui apparurent effectivement comme ayant donné l'impulsion à la grève. Mais le fait était là, il fallait réagir d'une façon ou d'une autre. La réunion se

poursuivit avec la participation des S-R et des mencheviks ; nous adoptâmes la décision (il faut bien le dire, à contrecœur) de soutenir les ouvrières en grève, puis on adopta ma proposition qu'à partir du moment où nous décidions de nous manifester en protestant, il fallait en même temps faire descendre tous les travailleurs sans exception dans la rue et nous mettre à la tête de la grève et de la manifestation. Le camarade Ivan Joukov transmit notre résolution au comité de rayon.

Chose étonnante, ni le comité de rayon, ni les représentants des ouvriers dans les ateliers ne furent étonnés par une telle décision. Visiblement l'idée d'une manifestation avait mûri depuis longtemps déjà chez les travailleurs, mais absolument personne ne supposait ce qu'elle allait devenir. Personne ne pensait à la possibilité si proche d'une révolution.

[Le jour même donc, le 23, les ouvriers d'Erikson se mettent en grève. Au-dehors ils se heurtent aux cosaques, discutent avec eux et en retirent la certitude que « les cosaques promettent de ne pas tirer ».]

2. Le 24 février

Le matin du 24, les ouvriers d'Erikson (et aussi tous les ouvriers de Vyborg, c'est-à-dire près de 70 000) ne se rendirent pas au travail. Ils écoutèrent un rapport et, au nombre de 2 500, sortirent sur l'avenue Sampsonievski pour manifester dans les rues de Petrograd en criant : *Du pain !*

En cet endroit l'avenue est très étroite et elle semblait littéralement bouchée par la masse des ouvriers d'Erikson. Ils se formèrent en colonne avec difficulté et s'avancèrent vers le pont Liteini. A trente mètres en avant de la colonne vinrent se ranger les cosaques.

La peur nous saisit. Si les cosaques attaquaient, il n'y avait nulle part où se cacher. Les regards de chacun étaient fixés sur le même point pendant que des milliers d'ouvriers des autres usines venaient se joindre à nous...

Les officiers hurlèrent un commandement et les cosaques, sabre au poing, se lancèrent sur notre colonne désarmée et sans défense.

Le cœur des manifestants se serra, leurs yeux s'emplirent d'effroi, notre cer-

veau travaillait à toute force : rien pour se défendre, où nous enfuir ? Que resterait-il de notre colonne ?

Les yeux injectés de sang, les officiers se frayèrent un chemin avec le poitrail de leur cheval et s'enfoncèrent les premiers dans la foule ; derrière eux, sur toute la largeur de l'avenue, galopèrent les cosaques... Mais, ô joie ! les cosaques se rangèrent en file indienne et s'engagèrent dans le « trou » que les officiers venaient d'ouvrir. Quelques-uns d'entre eux souriaient et l'un d'eux fit un clin d'œil de sympathie aux ouvriers. Notre joie ne connaissait pas de bornes. De milliers de poitrines montèrent des « hourrah ! » vers les cosaques (...). La foule comptait alors 30 à 40 000 personnes.

Une seconde fois un commandement claqua et les cosaques lancèrent – de l'arrière cette fois – une nouvelle attaque contre notre colonne grossissante, et la même scène se reproduisit.

Une troisième et une quatrième fois ce fut la même chose : sur le visage des officiers on ne devinait que la peur ; les cosaques avaient l'air plus sérieux ; une lueur de joie brillait dans leurs yeux.

Les attaques ne se répétèrent plus. Les officiers en avaient compris toute l'inutilité.

Les cosaques furent rangés en ligne devant nous ; les premiers rangs des manifestants s'avancèrent jusqu'à eux et commencèrent à discuter avec eux des problèmes de la vie quotidienne. Ils insistèrent sur le caractère pacifique de nos revendications ; pendant ce temps, par les rues latérales, arrivaient sans cesse de nouveaux détachements de travailleurs. Les officiers voyant les cosaques discuter paisiblement avec les ouvriers s'efforcèrent une fois encore de barrer la route aux manifestants près de la clinique Villier ; mais cette tentative ne donna non plus aucun résultat ; les cosaques restèrent immobiles et n'empêchaient pas les manifestants de « plonger » sous les chevaux. [Un peu plus loin, sur le pont Liteini un barrage de police empêche les manifestants de passer et les charge à la nagaika.]

Nous ne pouvions penser à attaquer la police armée et les cosaques, qui occupaient, d'ailleurs, une position avancée. La foule des manifestants se

sentait mal à l'aise. Elle attendait de voir ce que ferait le groupe de tête confronté à la police et aux cosaques. Elle n'avait tout entière qu'un seul désir : manifester massivement dans les quartiers bourgeois de Petrograd ; l'attente l'énervait. A ce moment, nous vîmes arriver en courant de l'autre côté du pont des manifestants qui avaient réussi à s'infiltrer un peu plus tôt ; ils nous racontèrent qu'on avait tiré sur eux et qu'il y avait des blessés et des tués. Nous ne pouvions nous décider nous seuls à continuer plus loin. A ce moment-là quelqu'un cria : « *Sur la glace, camarades !* » La Neva gelée devint aussitôt noire de monde, comme si elle était couverte de fourmis. Je ne sais ce qui se passa ensuite sur le pont, car je traversai aussi la Neva sur la glace et me dirigeai vers la Nevski.

[*Sur la Nevski les policiers ont disparu ; les cosaques attaquent mollement. Seul un détachement de dragons à demi saouls manifeste son énergie à coups de piques sur la tête des manifestants.*]

3. Le 25 février

Les 24 et 25 février (3), je ne réussis à voir aucun camarade du comité de Petrograd et même du comité de rayon.

[*Le 25 les travailleurs d'Erikson partent sur la Nevski, drapeau rouge en tête et portant deux banderoles : A bas l'autocratie et A bas la guerre ! Un cosaque arrache le drapeau rouge que porte le fils*

(3) Le 25 février le comité bolchevique de Petrograd édite un tract, rédigé par Molotov et Chliapnikov, sur la base d'un projet d'Olminski. Il se termine par les slogans suivants (le troisième jour de la révolution) :

« *Tous sous les drapeaux rouges de la révolution !*

A bas la monarchie tsariste !

Vive la République démocratique !

Vive la journée de huit heures !

Toute la terre des grands propriétaires au peuple !

A bas la guerre !

Vive la fraternité des ouvriers du monde entier !

Vive l'Internationale socialiste ! »

Tel est le texte du tract reproduit par Chliapnikov in *L'année 1917*, tome I, p. 241. Dans les documents rassemblés par le même Chliapnikov in *Proletarskaia Revoloutsia*, n° 1, (13) 1923, le tract comporte en plus et souligne le slogan : « *Vive la grève générale panrusse !* » (p. 285).

de Kaiourov... et le lui rend discrètement lorsque l'enfant court le lui redemander. Un peu partout des orateurs harangent la foule que beaucoup d'entre eux appellent à soutenir la Douma.]

Alors la police montée fonça sur la foule et commença à taper. Les manifestants s'égayèrent dans les rues voisines à l'exception de quelques groupes qui se battaient contre les policiers ; un ouvrier de Lessner et moi, au lieu de nous enfuir, nous nous approchâmes des cosaques et nous leur dîmes :

« Frères cosaques, aidez les travailleurs dans leur lutte pour leurs revendications pacifiques : vous voyez comment les pharaons sévissent contre nous, les travailleurs affamés. Aidez-nous ! »

Les cosaques échangèrent quelques coups d'œil et, avant que nous n'ayons le temps de reculer, se lancèrent dans la bataille. Je crus d'abord qu'ils se portaient au secours de la police, mais non : lorsqu'elle vit les cosaques, la police se dispersa, poursuivie par les cosaques. Je ne pus voir ce qui se passait entre eux. Je courus vers l'entrée de la gare ; je vis un cosaque porté en triomphe : il avait abattu un commissaire de police que je vis achever à coups de pelle sous mes yeux.

Cette escarmouche entre les cosaques et la police eut une influence colossale sur l'état d'esprit des masses : « Les cosaques sont avec nous ! » Telle est la façon dont autour de moi on épilouait sur l'incident... Les cosaques avaient déjà rejoint la place qu'ils occupaient auparavant comme si de rien n'était. Les officiers s'éloignèrent un peu pour discuter. La police avait complètement disparu, mais en revanche apparurent des soldats, baïonnette au canon. Je leur demandai : « Camarades, êtes-vous venus aider la police ? » Ils me répondirent : « Circule ! » Une seconde tentative d'engager la conversation avec eux se conclut de la même façon (...).

Près de la cathédrale de Kazan surgit un détachement de la police montée qui se jeta sur la foule : une bagarre s'engagea. On entendit des cris, des bris de verre et des coups de feu. Les soldats du régiment Pavlovski tiraient sur les policiers qui fuyaient devant les manifestants.

La foule recommença à avancer en direction de la place Znamenskaïa pendant

que des soldats en armes prenaient position, bloquant toutes les rues et tous les passages. Ils se concentrèrent surtout devant Sadovaïa et autour de Gostiny Dvor.

La foule observait fiévreusement ces préparatifs, mais, saisie par l'enthousiasme, elle ne voulait pas croire que les soldats allaient tirer. La manifestation avait alors atteint des proportions énormes ; les premiers rangs poussés par la masse des manifestants s'approchaient sans cesse des soldats, et finirent par les toucher au point que les baïonnettes de la première ligne des soldats s'appuyaient sur la poitrine des manifestants ; derrière résonnaient des chansons révolutionnaires, mais devant régnait le désarroi. Les femmes, les yeux pleins de larmes, criaient aux soldats : « Camarades, enlevez vos baïonnettes, joignez-vous à nous ! » Les soldats, troublés, jetaient des regards rapides sur leurs camarades : quelques secondes encore, et les baïonnettes s'élevèrent un peu puis glissèrent sur les épaules des soldats du premier rang. Un énorme « Hourrah ! » ébranla l'air. La foule pleine d'allégresse saluait ses frères en capote grise. Les soldats se fondirent dans la masse des manifestants. On les retira vite.

A leur place apparurent deux sections de soldats d'un détachement-école, bien habillés. Ils se disposèrent en éventail, une partie le long de la Nevski devant la Douma municipale, l'autre partie sur le pont du canal Ekaterinski. Les manifestants étaient encore loin devant. Je courus examiner l'état d'esprit des nouveaux arrivants. Une quinzaine d'ouvriers et moi, nous fîmes de l'agitation dans leurs rangs. L'officier qui les commandait nous fit circuler mais nous ne nous éloignâmes pas. Nous ne pûmes pourtant pas deviner dans quel état d'esprit se trouvaient les soldats. Les manifestants s'approchaient, il fallait prendre des mesures décisives. Quelques camarades et moi d'un côté, Ivan Izmaélovitch Alexandrov de l'autre nous nous accrochâmes aux baïonnettes en cherchant à convaincre les soldats qu'ils ne devaient pas tirer. Mais nous n'entendîmes qu'une réponse : « Fous le camp !... », suivie d'un mot grossier.

Nous dûmes nous écarter. Nous leur criâmes : « Ne faites rien, camarades ! » Enfin, sur le flanc gauche, un soldat mur-

mura : « *Embarquez l'officier..* » Une dizaine d'hommes commencèrent alors à entourer l'officier qui se retourna, pour une raison que j'ignore, et, comprenant de toute évidence quelles étaient nos intentions, fit un geste de sa cravache et nous dit avec un sourire charmant : « *Ne vous inquiétez pas ; ne vous inquiétez pas !* » Cela nous fit supposer qu'ils ne tireraient pas et nous nous écartâmes.

Les manifestants étaient à quinze pas. Je distinguais déjà les drapeaux, le visage de Tchougourine qui s'avancait la poitrine découverte, celui de mon fils qui marchait à ses côtés... les culasses cliquetèrent. La trompette sonna, une salve claqua, une seconde, une troisième... Placé à côté des soldats, je regardai la direction des canons de leurs fusils : ils pointaient vers le ciel. Peut-être me trompé-je ? Je regardai la foule qui, à la première salve, s'était jetée tout entière dans la neige. Mais, voyant que tout le monde était sain et sauf, les manifestants se relevèrent rapidement et de nouveau, un « hurrah » tonitruant jaillit de milliers de poitrines... une nouvelle salve : des cris et des gémissements montent vers le ciel.

La foule, prise de panique, s'éparpilla et seuls quelques risque-tout restèrent pour emporter les tués et les blessés, soit quatorze manifestants. La manifestation était terminée (...).

4. Le 26 février

[*Le 26, la police est maîtresse de la Nevski et tire à qui mieux mieux sur la foule désarmée où l'apparition d'un char d'assaut sème la panique. Kaiourov apprendra le soir que l'équipage de ce char d'assaut était bolchevik mais que, faute de munitions, il n'a pas pu tirer sur la police. À 8 heures la Nevski est vide... Réunion du comité de rayon de Vyborg qui doit remplacer dans ses fonctions le comité de Petrograd arrêté la veille sur dénonciation d'un provocateur.*]

Nous discutâmes de la situation présente et de la conduite que nous tiendrions le lendemain. Certains camarades firent des remarques sceptiques et se demandèrent s'il ne fallait pas appeler les masses à cesser la grève.

5. Le 27 février (4)

[*La journée commence par une réunion élargie du comité de rayon de Vyborg.*]

Il y avait là environ quarante représentants des usines et des fabriques. Le camarade Choutko représentait le comité de Petrograd, le provocateur Chourkanov l'usine Aïvaz. Ce dernier régala l'assistance d'un discours enflammé, en nous appelant à continuer l'action engagée quoi qu'il se passe et à ne reculer devant rien. La majorité se prononça pour la continuation de la lutte, et il n'y eut guère d'objections là-dessus (...).

Nous nous séparâmes rapidement. Je me dirigeai vers la caserne Moskovski. De tous côtés les ouvriers assaillaient les casernes. Les soldats ne s'y opposaient pas et franchissaient l'enceinte pour se mêler aux ouvriers, les uns sans armes, mais plusieurs avec leurs fusils.

Remarquant leur désarroi je décidai de les utiliser. Je leur demandai vivement : « *Pourquoi restez-vous là ? Pourquoi ne vous joignez-vous pas à la révolution ?* » Et je leur commandai : « *À vos rangs !* » Ce mot magique fit son effet ; ils se mirent en colonne ; mais, par malheur, je ne connaissais pas les autres commandements ; ils le sentirent tout de suite et se mirent à chuchoter puis à rire de moi. Un jeune enseigne moustachu qui venait juste d'arriver me tira de ce mauvais pas. Il lança quelques commandements, les soldats se remirent en colonne et s'avancèrent vers Lesny pour faire sortir de leurs casernes les détachements de mitrailleurs et de cyclistes. Je restai avec les ouvriers.

(4) Tract des Mejraiontsy le 27 février :

« *Camarades ! Khabalov nous appelle à reprendre le travail le 28 et nous vous appelons à la grève, à la grève générale !*

Plus hardiment ! Tous pour un, un pour tous !

Vive la grève générale politique de protestation !

Gloire éternelle aux frères qui sont morts !

A bas la guerre !

A bas l'autocratie !

Vive la révolution !

Vive le Gouvernement révolutionnaire provisoire !

Vive l'Assemblée constituante !

Vive la République démocratique !

Vive la solidarité internationale du prolétariat ! »

Les soldats étaient avec nous. Les masses révolutionnaires avaient vaincu.

A minuit nous vîmes le camarade Chliapnikov qui nous informa de l'organisation d'un soviet de Petrograd des délégués ouvriers et soldats, dans lequel lui et quelques militants renommés avaient réussi à pénétrer. Cette information était à la fois réjouissante et inquiétante. Pendant trois jours c'était uniquement des chefs issus des rangs bolcheviks qui avaient dirigé la lutte de rue des masses ; nous n'avions senti absolument aucune direction de la part des organismes dirigeants du parti. Le comité de Petrograd avait été arrêté et le représentant du comité central, le camarade Chliapnikov, était incapable de donner des directives pour le lendemain. Il fallait absolument garder dans nos mains la masse des ouvriers et des

soldats et les maintenir dans un état d'esprit révolutionnaire, soumettre à notre influence la suite du cours de la révolution. Nous ne pouvions le faire étant donné le nombre extrêmement réduit de dirigeants ouvriers dans nos rangs.

6. Le 28 février

[Le 28, devant l'usine Ladrin, les officiers de deux compagnies invitent leurs soldats à rentrer tranquillement dans leurs casernes... Les soldats restent silencieux. Kaiourov intervient, propose aux soldats d'élire de nouveaux officiers. Les soldats se rallient à cette proposition et vont livrer leurs anciens officiers à la Douma.]

Pendant ce temps, dans les usines de Petrograd, se déroulaient les élections au soviet.

...par Chliapnikov

La révolution de février (1)

Au début de l'année 1917

La fin de décembre 1916 et le début de janvier furent marqués dans toute une série de districts par des grèves économiques. Le 29 décembre éclata une grève à l'italienne à Ivanovo-Voznessensk. Le 30 décembre, elle se transforma en une grève quasi générale des ouvriers du textile d'Ivanovo-Voznessensk qui réclamaient une indemnité exceptionnelle correspondant à quatre mois de salaires pour faire face à l'accroissement du coût de la vie. Les ouvriers de l'usine Sormovski présentèrent à la direction des revendications d'augmentation de salaires. A Petrograd régnait aussi une certaine inquiétude. Les ouvriers étaient agités



par les bruits qui couraient sur la fermeture temporaire d'entreprises par manque de combustible et de matières premières.

À Moscou, la situation des ouvriers n'était pas meilleure ; les conflits économiques se répétaient et prenaient assez souvent la forme de la grève. Telles étaient les conditions dans lesquelles il nous fallait mener notre travail de préparation à la grève et la manifestation du 9 janvier.

La police avait mis la main sur notre imprimerie illégale à Novaia Derevnia et avait arrêté les typographes qui

(1) *L'année 1917*, tome I, pp. 17 à 121.

imprimaient en douce le n° 4 de *la Voix du prolétaire* à l'imprimerie Altschuler, le comité de Petrograd ne put pas sortir un tract sur le 9 janvier. Seul le comité de rayon de Vyborg réussit à sortir un tract à petit nombre d'exemplaires, peu auparavant avait été édité à 2 000 exemplaires un tract en letton. Dans quelques entreprises fut diffusé un tract des Mejraiontsy (2)...

Le combat contre le tsarisme

Dès la deuxième moitié de février, le 18, éclata dans un atelier de Poutilov une grève de solidarité pour protester contre le licenciement arbitraire de plusieurs ouvriers par la direction. Dans tous les ateliers se tinrent des meetings stigmatisant l'attitude de la direction. Les ouvriers élurent une délégation qui reçut mandat d'obtenir la réintégration dans leur emploi des ouvriers licenciés.

Le directeur reçut la délégation mais refusa de faire la moindre concession, et non seulement il refusa de satisfaire les revendications présentées, mais encore il menaça de congédier tous les membres de la délégation.

Chaque jour, à dater du 18, des meetings furent organisés dans les ateliers de Poutilov, et le 21 février, un meeting pour toute l'usine qui insista sur la réintégration des ouvriers licenciés. Ce même jour les travailleurs de chantier naval de Poutilov réclamèrent une augmentation de salaires de 20 à 60 %. Pour soutenir cette revendication les ouvriers commencèrent à « faire l'italien » ; c'est-à-dire que chacun d'eux se trouvait à son poste mais sans rien faire. Le 22, les ouvriers de Poutilov se rendirent à leur travail, mais la direction décréta le lock-out.

Les ouvriers accueillirent le lock-out par la décision unanime de ne pas reculer et élurent un comité de grève. La grève économique et la grève de solidarité se transformaient en événement politique d'une importance énorme. L'arrêt de l'usine géante de 30 000 ouvriers dans une capitale imprégnée par l'état d'esprit oppositionnel des ouvriers et des soldats ne pouvait durer sans susciter l'interven-

tion dans la lutte de tout le prolétariat de Piter (3). Les ouvriers de Poutilov eux-mêmes décidèrent de se tourner vers tous les ouvriers de Piter pour leur demander leur soutien.

Dans les arrondissements ouvriers ces jours-là le pain commença à manquer ; petit à petit disparaissaient aussi les autres produits alimentaires. Dans les marchés des quartiers ouvriers les prix des produits alimentaires montaient. Cette situation pesait d'un poids particulièrement lourd sur les ouvrières dont beaucoup étaient en même temps maîtresses de maison, avaient des enfants ou d'autres personnes à charge.

La « journée des femmes » qui arrivait ou « la journée de la travailleuse » avait ainsi un thème de protestation fourni par la vie même. Les femmes organisées par notre parti exigèrent du comité de rayon de Vyborg que des meetings soient organisés le 23 février. Les thèmes à traiter par les orateurs étaient : « *La guerre, la vie chère et la situation des ouvrières* ». Le comité de Petrograd n'avait pas encore réussi à mettre sur pied une imprimerie illégale, aussi nous ne pûmes éditer de tract consacré à la « journée des femmes ». Dans la ville circulait par-ci par-là un tract des Mejraiontsy consacré à cette journée.

(2) Mejraiontsy : groupe d'anciens bolcheviks et d'anciens mencheviks constitué en 1913 à Petersbourg sur les positions « hors fractions » de Trotsky. Internationalistes pendant la guerre. Les Mejraiontsy, au nombre de 4 000 dans la capitale fusionnèrent avec les bolcheviks, en août 1917. Pour le 9 janvier (anniversaire du Dimanche Rouge de 1905) et le 23 février (Journée internationale des femmes) les Mejraiontsy publièrent un tract (alors que les bolcheviks n'eurent pas la force de le faire) qui se terminait, dans les deux cas, par les mêmes slogans :

« *A bas l'autocratie !*

Vive la révolution !

Vive le gouvernement révolutionnaire provisoire !

A bas la guerre !

Vive la République démocratique !

Vive la solidarité internationale des prolétaires !

Vive l'unité du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ! »

(3) Piter : nom familier donné à Petrograd par ses habitants.

Jeudi 23 février

[Les bolcheviks lancent le slogan : « Tous sur la Nevski. »]

Les ouvrières de Vyborg furent les premières à mettre en pratique notre décision. Les meetings se terminèrent par la décision d'arrêter le travail et d'entraîner les travailleurs à manifester. Les colonnes d'ouvrières défilèrent dans les rues de Vyborg. En cours de chemin vers Petrograd elles entraînaient ceux qui travaillaient encore puis se dirigèrent vers le centre de la ville en criant : *A bas la guerre ! et Du pain !* Il y eut par-ci par-là des heurts avec la police. Des détachements de police à cheval et à pied se concentrèrent pour empêcher les ouvriers de pénétrer dans la ville (...).

Sur le pont Liteini se tenaient d'importants détachements de police. Ils arrêtaient chaque tramway qui pénétrait dans la ville au milieu du pont ; des inspecteurs de police et des sergents de ville pénétraient dans le tramway et contrôlaient les passagers. La vérification et la classification des passagers auxquels on permettait d'entrer dans la ville se faisaient au coup d'œil. Les inspecteurs divisaient les passagers d'après l'habillement et les mains : mains d'ouvriers, vêtements d'ouvriers à la porte du tramway ! Ceux qui protestaient, ils les expulsaient eux-mêmes ou les arrêtaient. Seul le « public convenable » pouvait continuer sa route. J'étais personnellement habillé de façon assez convenable et les durillons de mes mains avaient disparu depuis un an ; aussi les policiers me laissèrent-ils poursuivre ma route et je pus entrer tranquillement dans Petrograd.

Ces mesures policières n'empêchèrent pas les ouvriers séditieux de pénétrer dans le centre, où un certain nombre de travailleurs habitaient d'ailleurs...

De Vyborg et des autres quartiers les ouvriers se rendaient à Petrograd par des chemins sur la glace, contournant les détachements de police établis sur les ponts.

Sur la perspective Nevski ce soir-là flânaient de nombreux travailleurs. Dans les rues attenantes des détachements de police étaient dissimulés. Le public habituel de la Nevski regardait avec un certain effroi mêlé de curiosité ce mouvement obscur à

ses yeux qui s'accomplissait dans le centre de la ville. Par endroits des patrouilles de sergents de ville sous la direction de commissaires ou d'officiers de police « nettoyaient » et « triaient » la foule des promeneurs. Ils en chassaient les travailleurs qui marchaient par groupes et même les isolés. Ce travail attirait les badauds et les jeunes ouvriers jouaient à cache-cache nouvelle manière avec les policiers.

Vendredi 24 février

[Des meetings sont organisés dans toutes les usines de Vyborg. Les bolcheviks poussent les ouvriers à fraterniser avec les soldats et autour des casernes s'assemblent des groupes d'ouvriers et d'ouvrières qui discutent avec les soldats. Au cours des meetings les mots d'ordre lancés sont de plus en plus politisés : A bas le gouvernement tsariste ! Vive le gouvernement révolutionnaire provisoire ! Vive l'Assemblée constituante ! Vive la journée de 8 heures ! A bas la guerre !

Le patron de Poutilov, le géant aux 30 000 ouvriers, décide de continuer de lock-outer son usine. Le comité de Petrograd propose de répondre par une grève de trois jours. Le bureau russe du comité central (composé de Chliapnikov, Molotov et Zaloutski) est partisan de la grève illimitée.]

Le soir du vendredi 24 février, toute la perspective Nevski grouillait de policiers, de cosaques et d'ouvriers. Le public élégant et pimpant qui flânait d'ordinaire le soir sur la Nevski avait disparu apeuré. Les ouvriers arrêtaient les tramways et arrachaient aux conducteurs récalcitrants leurs clés de contact. La police s'efforça de protéger les conducteurs de tramway mais ceux-ci refusèrent de travailler sous la protection de la police et retournèrent à vide au dépôt. Les magasins de produits de luxe ou d'alimentation qui travaillaient d'ordinaire jusqu'au milieu de la nuit, les restaurants, les cafés étaient tous fermés. Une atmosphère d'audace, de courage et de décision planait, mêlée au souffle lourd de la mort. Les postes isolés de sergents de ville avaient disparu. Les sergents de ville apparaissaient de temps en temps, par endroits, en groupes compacts. Les seules forces policières ne pouvaient

plus suffire à écraser le mouvement ; les cosaques avaient été appelés en renfort, et dès la soirée des pelotons de cosaques se répandirent dans les rues de la ville.

Je passai ce soir-là sur la Nevski au milieu de groupes d'ouvriers et de promeneurs traversés par des patrouilles. Parmi les promeneurs on ne voyait plus ni soldat ni officier. Les casernes avaient été manifestement mises sur le pied de guerre. Le mouvement des tramways, des fiacres et des automobiles diminuait de minute en minute. Les rues n'étaient plus traversées que par des piétons qui se rassemblaient en groupes grossissant et se transformant en foules énormes qui bloquaient tout mouvement.

L'un de ces groupes qui s'était formé sur la Nevski tout près de la Liteini s'étendit rapidement sur toute la largeur de la rue. Un agitateur se dressa au-dessus de la foule. C'était le premier meeting organisé sur la Nevski. L'orateur appela les citoyens à lutter contre le gouvernement despotique et contre tous les malheurs engendrés par la guerre.

Pendant ce discours un peloton de cosaques s'approcha au pas de la foule. La foule ne bougea pas. Seuls les gens sur les trottoirs se serrèrent contre les murs des maisons. L'orateur se tut, tout le monde attendait de voir comment les cosaques allaient se conduire. Un profond silence se fit, rythmé par le claquement des sabots ferrés. Des milliers d'yeux suivaient la lente approche des cosaques. Tout le monde paraissait donner d'instinct à cette rencontre entre les ouvriers et les cosaques un sens qui dépassait les limites du jour présent. Les cosaques constituaient la partie de l'armée la plus étrangère à la classe ouvrière et au mouvement révolutionnaire. L'intérêt général à l'égard de cette rencontre, circonstancielle mais significative, était donc compréhensible.

Je ne sais ce qui agit sur les cosaques. La tension des milliers de regards braqués sur eux, silencieux mais éloquents se communiqua-t-elle à eux ou bien fut-ce un pas conscient ? Toujours est-il que le peloton se contenta de traverser la foule d'un pas tranquille, un par un et en ordre dispersé. Peut-être fut-ce l'effet de leur volonté propre, de leur décision d'éviter la collision : ni d'un côté ni de l'autre il

n'y avait de peur. Pour beaucoup de spectateurs rangés sur les trottoirs, ce petit épisode historique apparut comme un beau geste des cosaques qui méritait un encouragement théâtral et des trottoirs s'élevèrent des cris, des bravos, des applaudissements. Dans la foule on sentit que même sous l'uniforme du cosaque battait un cœur mécontent et révolté par la politique tsariste. Des murmures s'élevèrent : « *L'armée est avec nous.* » Les ouvriers refermèrent leurs rangs, l'orateur reprit son discours sur la nécessité d'entraîner son armée dans la lutte révolutionnaire.

(...) La conduite des cosaques montrait que l'inquiétude, les réflexions et le mécontentement avaient pénétré jusque dans les casernes cosaques (...) Et des milliers d'hommes en blouse, de pionniers révolutionnaires se jetèrent avec une énergie décuplée dans la lutte, appelant les masses ouvrières et les soldats à se lancer dans le combat général contre le régime tsariste. En abandonnant la Nevski et les autres rues du centre de la ville, les ouvriers s'invitaient les uns les autres à revenir le lendemain sur la Nevski, à y amener tout le monde et en se quittant ils se criaient : « *Au revoir sur la Nevski ! A demain !* »

Dans de nombreux endroits ce jour-là se produisirent des heurts avec la police qui recourut à l'arme blanche. Beaucoup d'ouvriers furent arrêtés dans les rues ou chez eux. Mais cela n'affaiblit en rien le mouvement et n'atténua nullement l'enthousiasme et la volonté de lutte qui avaient saisi toute la démocratie prolétarienne.

Samedi 25 février

[*C'est le premier jour de la grève générale : 240 000 ouvriers font grève. Le matin le bureau russe du comité central bolchevique élabore un tract qui se termine par les slogans suivants : « Tous sous les drapeaux rouges de la révolution ! A bas la monarchie tsariste ! Vive la République démocratique ! Vive la journée de huit heures ! Toute la terre des grands propriétaires au peuple ! A bas la guerre ! Vive la fraternité des ouvriers du monde entier ! Vive l'Internationale socialiste ! » La grève générale entraîne les secteurs les moins combattifs de la classe ouvrière petrogradoise (traminois, imprimeurs,*

commis, ouvriers artisanaux). Les policiers établissent des barrages autour du centre de la ville mais les ouvriers s'infiltrèrent par milliers vers la cathédrale de Kazan, sur la Nevski, entourée de troupes. Le bureau du comité central s'oppose à l'armement des ouvriers par peur d'un incident malencontreux, mais leur enjoint d'organiser des meetings avec les soldats ou de pénétrer dans les casernes.]

Pour la première fois depuis vingt ans de réaction et de combats, Petrograd vit ce jour-là un afflux aussi massif d'ouvriers dans le centre de la ville... A l'heure du déjeuner une foule énorme était rassemblée autour de la cathédrale de Kazan. Les forces de police étaient nombreuses. Il ne manquait que l'artillerie pour que le tableau fût complet. Les policiers à cheval et les gendarmes se formaient en « ailes de moulin » sur la place et se jetaient sur la foule. L'infanterie était là aussi, sombre et mécontente. Sous la pression des policiers la foule énorme ondulait d'un endroit à l'autre, se dispersait et se rassemblait à nouveau. Les attaques furieuses de la police rencontraient souvent une résistance têtue. Sur les policiers à cheval et sur les gendarmes pleuvaient les pierres, les bouteilles, les cannes. Une fusillade confuse éclata quelque part contre la foule désarmée. Il y eut des blessés, des morts, des arrestations.

Tout en opposant la résistance la plus obstinée aux gendarmes et aux policiers, ces « peaux de bêtes à vendre » comme les appelaient les ouvriers, ces derniers évitaient constamment les heurts avec les soldats. Ils s'efforçaient de se rapprocher des fantassins. Plusieurs fois, au commandement de leurs officiers, les soldats mirent le fusil à l'épaule pour disperser la foule mais les femmes s'accrochaient aux canons de leurs armes, un tel vacarme de cris s'élevait que les soldats perdaient la tête et la foule aussitôt les séparait les uns des autres, les détachements se liquéfiaient, se transformaient en groupes de soldats et d'ouvriers discutant, fermentant, et s'adressant des reproches mutuels (...).

Vers le soir la place Znamenskaïa était envahie par des milliers d'ouvriers et d'ouvrières. La police en vint aux mesures énergiques pour disperser les manifestants. Ici et là des échauffourées se produisirent. Le sang des ouvriers

coula. Quelques cosaques furent émus par la férocité des policiers et une brève escarmouche se produisit entre le peloton de cosaques et les policiers. Un officier de police fut blessé d'un coup de sabre... Pour la première fois ce jour-là on tira sur des manifestants sans armes, près de l'avenue Liteïni et de la rue Mikhailovskaïa. Des mitrailleuses avaient été installées dans la nuit du 24 au 25 sur les toits et sur les tours de veille. Le gouvernement se préparait au carnage (...). Ce n'est qu'aux approches du soir que la police réussit à nettoyer la ville du flot des manifestants.

Dimanche 26 février

[« L'essentiel, dit Chliapnikov, c'est d'attirer à nous les soldats. Cette tâche repoussait alors toutes les autres à l'arrière-plan y compris celle de "la formation d'un centre reconnu par tout le monde" pour diriger la lutte et en cas de victoire. La part de direction et d'influence sur la lutte en cours qu'avaient nos organisations du parti de bas en haut nous satisfait pleinement. » *Comme la veille la ville est bouclée, mais les ouvriers y pénètrent et se promènent dans les rues aux boutiques fermées : pas un tramway ne marchait, pas un fiacre n'était sorti. A 3 heures de l'après-midi, Chliapnikov remonte la Nevski avec une colonne de fonctionnaires, de soldats, de médecins, d'étudiants, de concierges, d'ouvriers et d'ouvrières.]*

Quelque part au loin retentit une salve, puis une autre.

Tra-ta-ta-ta cracha tout près de nous, vers la place Znamenskaïa, le tremblement sec d'une mitrailleuse.

Tout le monde s'arrêta, figé sur place et chacun écouta avec angoisse les échos lointains de la mort (...). Chacun cherche à s'abriter dans les cours, aux angles des rues, sous les corniches des maisons...

Ni panique, ni peur, seulement l'indignation contre le gouvernement qui laisse tuer une foule sans arme, une indignation énorme saisit alors toutes les couches de la population (...).

Sur la place Znamenskaïa, la police se jeta sur les ouvriers et les ouvrières sans armes et les chargea en tirant à coups de revolver et en les écrasant de leurs chevaux. La scène était si sauvage qu'elle révolta

les cosaques qui se lancèrent à l'assaut de la police. Dans la foule on racontait qu'un cosaque avait fendu la tête d'un capitaine de la police (du commissaire de police de la section Alexandre Nevski). Le récit de cet incident volait de bouches en bouches comme la plus joyeuse des nouvelles. On se dépêcha d'éloigner les cosaques.

Sur la tour des pompiers du quartier Alexandre Nevski déambulaient des sergents de ville armés de carabines, de temps à autre ils épaulaient et tiraient sur les rassemblements, sur les groupes d'enfants qui passaient dans la Nevski. Il y eut des tués.

Le soir des gendarmes et des sergents de ville qui rentraient seuls chez eux après la fin de leur service se firent massacrer.

[Discussion le soir entre les dirigeants bolcheviks. Tchougourine et Kaiourov, de Vyborg sont pour l'armement des ouvriers. Chliapnikov s'y oppose bien qu'il avoue : « Au langage des mitrailleuses que les généraux tsaristes employaient avec les travailleurs, les prolétaires rêvaient de répondre par le même langage. »]

Lundi 27 février

[Tchougourine, du comité de Vyborg – qui remplissait alors les fonctions de comité de Petrograd – se présente chez Chliapnikov et lui annonce : « Les ouvriers affluent dans les usines, organisent des meetings et décident de continuer la grève générale. Ils exigent des tracts, mais nous n'en avons pas. Tout ce qui existait déjà est épuisé. » Chliapnikov rédige à la hâte un tract qui se termine par les slogans qui suivent :

« A bas la monarchie tsariste ! Vive la République populaire ! Toutes les terres des grands propriétaires au peuple ! Vive la journée de huit heures ! Vive le parti ouvrier social-démocrate de Russie ! Vive le gouvernement révolutionnaire provisoire ! A bas la tuerie ! »

Les scènes de fraternisation entre ouvriers et soldats commencent. Dans le rayon de Vyborg les choses se gâtent : un meeting d'ouvriers et d'ouvrières devant la caserne du régiment Moskovski est dispersé à la mitrailleuse ; la même scène se déroule devant la caserne du régiment de réserve. Les ouvriers bolcheviks dépêchent Tchougourine au bureau du comité central réclamer des armes. Chliapnikov s'y oppose.]

Quelques heures plus tard arrivait l'infatigable Tchougourine, un fusil dans les mains, une bande de cartouches sur l'épaule, tout souillé de boue, mais resplendissant et victorieux. Nous l'emportions.

Il nous apprit que dans certains quartiers les soldats, en armes, se joignaient à nous. Par endroits les travailleurs avaient réussi à s'unir aux soldats, à pénétrer dans les casernes, à recevoir des fusils et des cartouches. Peu après d'autres camarades vinrent nous annoncer que nous avions avec nous des automitrailleuses. Les ouvriers y plantèrent des drapeaux rouges et sillonnèrent le quartier !

[Chliapnikov passe l'après-midi chez Gorki avec Tikhonov et Soukhanov.]

Du rayon de Vyborg on nous informa par téléphone que par endroits les ouvriers avaient élu des délégués et les envoyaient au palais de Tauride, où l'on projetait de tenir une réunion des délégués et des organisations du soviet des délégués ouvriers.

[Vers 6 heures, Chliapnikov, Tikhonov et Soukhanov partent au palais de Tauride où se réunissait, depuis sa création, la Douma impériale. Chliapnikov y cherche longtemps la salle où peut bien se réunir le soviet en formation. Il finit par trouver dans une petite salle une dizaine d'intellectuels qui décident de créer le soviet des députés ouvriers. Sur proposition de Chliapnikov les présents décident d'attendre encore deux heures pour ouvrir la réunion de fondation du soviet.]

La pièce où devait s'ouvrir la séance des délégués du soviet des députés ouvriers s'emplissait peu à peu de délégués et de représentants de l'intelligentsia. Ces derniers, particulièrement nombreux cherchaient des mandats de représentants au soviet. Pour éviter que la pièce ne fût bondée, on décida de placer une sentinelle à la porte et de ne laisser entrer que les délégués d'usine, de fabriques et d'organisations. Beaucoup « d'anciens » qui avaient joué jadis un rôle dans notre POSDR, mais qui avaient disparu au cours de ces dernières années, apparurent au palais de Tauride. Tous ceux qui, jusqu'à ce jour, s'étaient tenus à l'écart de leur lutte se tournaient maintenant vers les soldats et les ouvriers victorieux et proposaient sans arrêt leurs services comme « chefs » (...).

Il n'était pas loin de 9 heures. Quelques dizaines d'ouvriers représentants des usines et des fabriques s'étaient installés aux places à eux réservées. Je me tenais parmi eux, à côté de ceux que je « sentais » du même avis que moi. Parmi les « spectateurs » qui nous entouraient je vis les camarades Molotov et P. Zaloutski, et je leur fis signe de s'approcher pour le cas où nous aurions besoin de nous concerter.

Vers 10 heures du soir, de 40 à 50 délégués ouvriers de divers rayons étaient rassemblés dans la salle 12. Aucune vérification des mandats des délégués présents ne fut effectuée, non plus qu'aucun enregistrement des représentants. La plupart des présents, sinon tous sans exception, avaient des mandats « oraux », sans aucune attestation fournie par leur usine. Et d'ailleurs qui pouvait vérifier ?

Chacun supposait que cette réunion n'aurait qu'un caractère préparatoire et que la véritable réunion avec des délégués dûment mandatés se tiendrait plus tard.

Chacun occupa une place à la hâte. Autour de la table se réunit le groupe des « défensistes (4) » avec K. A. Gvozdev à leur tête. Ni Tchkéidzé ni Kerenski, ni aucun des députés de la Douma n'étaient visibles ni à la table ni parmi les groupes qui discutaient.

Les délégués ouvriers venus des divers arrondissements exigeaient l'ouverture immédiate de la séance, car ils étaient pressés de retourner dans leurs arrondissements. Aucun ouvrier n'avait envie de rester ici dans ces murs, loin des masses, loin de la lutte. On ne sentait pas, on ne comprenait pas encore que le centre de la

lutte s'était déplacé, qu'il était passé de la rue aux salles du palais de Tauride.

Il me fallut abandonner l'idée d'organiser une réunion de fraction purement bolchevique étant donné le tout petit nombre de bolcheviks qui se trouvaient là. Les autres groupes ne se trouvaient d'ailleurs pas dans une meilleure situation, et ils menaient les affaires « sans esprit de parti ».

L'ouverture de la première séance du premier soviet des délégués ouvriers de Petrograd se fit collectivement et dans le chaos. Tout un groupe de personnages voulut se charger, au même moment de déclarer la séance ouverte : parmi eux N. D. Sokolov, K. A. Gvozdev, Erhlich, Pankov et d'autres, dont les noms ne me sont pas restés en tête. Finalement N. D. Sokolov s'imposa, réussit à ouvrir seul la séance et proposa l'élection d'un président.

[Certains proposent l'avocat Khroustalev-Nossar, premier président du Soviet de Petrograd en 1905. Les bolcheviks s'y opposent et dénoncent le caractère louche de son activité à partir de 1906 et obtiennent son exclusion du soviet. Ce dernier élit un comité exécutif, qui comprend Chliapnikov, décide la parution d'un journal les Izvestia, accueille ensuite le menchevik Tchkéidzé – son futur président – et le S-R Kerenski qui ont auparavant assisté à la séance du comité provisoire de la Douma qui prépare la nomination du gouvernement provisoire du prince Lvov, et s'ajourne au lendemain.]

(4) Défensistes : nom donné aux « socialistes » partisans de la défense nationale pendant la guerre.

...par Soukhanov et février 1917

Le menchevik Soukhanov, bien qu'en situation illégale, travaille alors au ministère de l'Agriculture sur l'irrigation du Turkestan. Dans le bureau voisin du sien, deux dactylos tapent sur leur machine à écrire.

« C'était le mardi 21 février. J'étais assis dans mon bureau au siège de la direction chargée du Turkestan. Derrière le mur, deux jeunes dactylos parlaient des difficultés du ravitaillement, des querelles dans les files d'attente devant les magasins, de l'agitation qui régnait parmi les femmes, de la tentative de piller je ne sais quel magasin.

– “Vous savez, à mon avis, c'est le commencement de la révolution”, déclare soudain l'une d'entre elles. Je n'en crus pas un mot.

Aucun parti ne se préparait à un grand bouleversement. Tous rêvaient, réfléchissaient, pressentaient, “sentaient”.

Les demoiselles petites bourgeoises qui tapaient sur leur clavier et bavardaient derrière le mur ne comprenaient rien aux révolutions. Je ne les crus pas, pas plus que je ne crus aux faits indiscutables, ni à mes propres réflexions. La révolution ! C'est trop incroyable ! La révolution, tout le monde le sait, ce n'est pas une réalité, seulement un rêve. Un rêve de générations, de longues et dures décennies. Et sans croire à la demoiselle, je répétais machinalement à haute voix :

– “Oui, c'est le début de la révolution” (1).

Les jours suivants, le mercredi et le jeudi 22 et 23 février, on voyait clairement se dessiner un mouvement dans les rues, qui sortait des limites des habituels meetings d'usines. Et en même temps se manifestait la faiblesse du pouvoir. Manifestement l'appareil bâti au fil de décennies ne parvenait pas à mettre fin à l'agi-

tation à sa racine. La ville s'emplissait de rumeurs et du sentiment de désordre.

Par leurs dimensions, de semblables désordres s'étaient déjà produits de nombreuses dizaines de fois sous les yeux des contemporains. Ce qui était caractéristique, c'était l'indécision du pouvoir, indécision qui avait manifestement déclenché le mouvement. Mais il s'agissait de désordres, il n'y avait pas encore de révolution. Non seulement on ne voyait pas encore la fin lumineuse, mais aucun des partis à cette époque ne s'orientait vers cette fin et s'efforçait seulement d'utiliser ce mouvement à des fins d'agitation.



Dès le 24 février, le mouvement se déversa dans Pétersbourg en un large flot. Des foules ouvrières emplissaient la Nevski et de nombreuses places du centre. (Après un récit détaillé des journées suivantes qui aboutissent au renversement du régime, Soukhanov décrit longuement la réunion constitutive du soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd le 27 février au soir. Il analyse longuement le rôle de chacune des figures dirigeantes du soviet et l'évolution ultérieure du Parti socialiste-révolutionnaire (S-R) et en particulier de sa composition sociale (2), puis raconte la séance d'ouverture.).

(1) N. Soukhanov *Zapiski o revolioutsii*, Moscou izdatelstvo politicheskoi literatoury, pp. 48-49.

(2) Nous publierons son analyse de l'évolution du Parti socialiste-révolutionnaire (S-R) dans un numéro ultérieur des *Cahiers du mouvement ouvrier*, très probablement dans le n° 74.

Au moment de l'ouverture de la réunion des délégués, il y avait environ 250 présents (3). Mais de nouveaux groupes d'individus, dieu sait munis de quels mandats, pleins pouvoirs et avec quels objectifs, ne cessaient d'affluer. *(On commence par l'élection d'un présidium.)*

Dans le présidium du soviet furent aussitôt proposés et acceptés sans objection les députés de la Douma Tchkeïdzé, Kerenski et Skobelev. Outre le président et ses deux adjoints furent choisis leurs quatre secrétaires, Gvozdev, Sokolov, Grinevitch et l'ouvrier Pankov, menchevik de gauche (4). Sauf erreur, Kerenski cria quelques phrases dénuées de sens, qui devaient servir d'hymne à la révolution populaire et disparut à l'aile droite (5) pour ne plus réapparaître au soviet.

(Des soldats interviennent au nom de leurs régiments. Ils y racontent leur révolte contre leurs officiers et leur volonté de « s'associer à leurs frères ouvriers (...) pour défendre la cause populaire » (6). L'un des moments décisifs est l'arrivée au pas de course d'un soldat du régiment Semenovski – l'un des régiments considérés comme un solide défenseur du tsarisme – annonçant avec enthousiasme le ralliement de son régiment à la révolution. A sa suite, des délégués de régiments jugés jusqu'alors des bastions

du tsarisme (des régiments de cosaques, ceux de la division blindées, le régiment de mitrailleurs, etc...) annoncent leur ralliement à « la révolution qui, dès lors écrit Soukhanov, croissait et se renforçait de minute en minute » (7) bien que le gouvernement tsariste tente de se défendre, réfugié à l'Amirauté sous la protection de régiments d'artilleurs. La réunion décide de lancer un appel à la population. Une commission de rédaction est constituée de cinq membres, dont Soukhanov, appel publié ci-après.)

(3) D'autres sources indiquent... une cinquantaine ! Comme il n'y a aucune raison d'accuser Soukhanov de mentir (pourquoi ?), il est probable que la cinquantaine désigne le nombre de ceux qui avaient ou prétendaient avoir un mandat et le chiffre de 250 l'ensemble des présents à la réunion, y compris ceux qui venaient en tant qu'individus isolés ou pour voir !

(4) Tchkeïdzé, menchevik, député à la Douma, Gvozdev menchevik défensiste, Skobelev menchevik, Sokolov menchevik, Grinevitch menchevik internationaliste (c'est-à-dire opposé à la guerre).

(5) L'aile droite du palais de Tauride là où se réunissent les députés de la Douma en train de former un gouvernement provisoire dominé par la réaction, présidé par le propriétaire terrien le prince Lvov. Pour Kerenski, c'est là que siège le pouvoir, le seul vrai.

(6) Soukhanov, op. cit., p. 93.

(7) Ibid., p. 94.



Barricades sur la perspective Liteïny Petrograd

Documents

24 février 1917

Registre des entreprises en grève le 24 février

La liste comprend 131 entreprises dont certaines ne comptent que 25 ouvriers et d'autres plusieurs milliers, jusqu'à 7 000 (usine Franco-Russe), 7 500 (usine mécanique de Petrograd) et 8 200 (chantier naval de la Baltique). Le nombre total de grévistes est de 158 583.

Publié dans *Troud v Rossii* (Le Travail en Russie), 1925, n° 1 pp. 192-198.

Extrait du rapport du chef de l'Okhrana au directeur du département de la police, le général Vassiliev, sur les événements dans la capitale

La grève d'hier à cause du manque de pain s'est poursuivie aujourd'hui, au cours de la journée 131 entreprises comptant 158 583 ouvriers ont cessé le travail.

Venus dès le matin à l'usine, les travailleurs des entreprises en grève, après une brève réunion, sont, les uns rentrés chez eux, les autres sortis dans la rue et ont semé le désordre.

À 9 heures, une foule d'ouvriers sortis de l'usine Kan s'est unie, boulevard Grande Pouchkarskaïa, aux ouvriers de l'usine Erikson qui venaient en sens inverse et ils ont parcouru le quartier en débauchant les ouvriers qui n'avaient pas troublé l'ordre avant leur arrivée.

C'est ainsi que la foule a atteint 2 000-3 000 hommes. À l'angle de la perspective Bolchoï et de la rue Grebetskaïa, les manifestants ont croisé un détachement de police qui n'était pas assez nombreux pour les arrêter et a dû les laisser passer. Sur la perspective Kamenovski, la foule a

été dispersée par les cosaques et la police montée.

Parmi les manifestants il y avait de nombreux lycéens et étudiants.

Après que la rue ait été nettoyée et que les ouvriers aient regagné les trottoirs, de la foule qui se tenait devant le 4 de la perspective Kamenostrovski, quelqu'un a tiré un coup de revolver sur la police sans résultat. Quelque temps après, de la foule près du n° 8 de la petite rue Possadkaïa, où des gens avaient été également refoulés, un inconnu a de nouveau tiré et une femme non identifiée a été mortellement blessée à la tête, elle est morte avant d'arriver à l'hôpital Pierre et Paul. À 9 heures environ, 3 500 ouvriers, parvenus à l'usine Aïvaz, se sont réunis dans l'atelier du département automobile et ont tenu une réunion où des orateurs venus de l'extérieur ont prononcé des discours contre le gouvernement et appelé les ouvriers à s'unir et à porter énergiquement à la Douma l'exigence

de la démission du gouvernement et ils soulignaient que cette exigence étaient soutenue non seulement par les ouvriers, mais aussi par les employés, à savoir ceux des chemins de fer, du tramway, de la poste et des télégraphes. Ces exigences devaient être soutenues par des manifestations, mais sans violence (pogrom). Ne pas marcher en foule dans les rues, mais par petits groupes pour arriver à la Douma vers 3 heures. A la fin une résolution a été adoptée, exigeant la démission du gouvernement.

Les travailleurs, sortis à 9 heures du matin des usines du quartier n° 1 de Vyborg ont rejoint ceux du quartier n° 2 qui arrivaient et ont voulu passer le pont Alexandrovski, mais un détachement de policiers les a dispersés. Les ouvriers qui avaient quitté l'usine « Promet » ont débauché ceux du secteur des munitions de la cartoucherie.

Les fauteurs de troubles dispersés par la police se mirent à errer (sic !) dans divers quartiers, rassemblant des foules autour d'eux avec lesquelles ils marchaient dans les rues, manifestaient et se livraient à des excès dont les suivants ont été notés.

Une foule d'environ 200 personnes a remonté la rue Basseïnaïa aux cris de « *Du pain !* ».

Une foule d'ouvriers des quartiers de Vyborg et Petrograd, au nombre de 100 environ, a tenté de débaucher les ouvriers de la fabrique de tabac et de l'usine « Siemens et Galsk » mais a été dispersée par le détachement de police du quartier n° 2 de Vyborg.

Une foule d'ouvriers a pillé la boucherie Staroverov, au 47-49 grande rue Spasskaïa. Alors des femmes ont brisé la vitrine de la boulangerie « Chmarov et Ivanov » au 60 de la rue Nikolaevski.

Une foule d'environ 1 000 personnes a arrêté un tramway près de la barrière de Moscou et pris la manette du conducteur.

Une foule d'ouvriers a saccagé une boutique au 19 de la rue Sejinski.

Sur la perspective Nevski, près du grand magasin Gostinny Dvor, une foule d'environ 900 personnes s'est rassemblée et s'est dirigée vers la gare de Nikolaev.

Une foule d'environ 300 ouvriers sortis de l'usine Franco-Russe a fait irruption dans

l'usine de l'Amirauté, sur l'île Galerny et a débauché 1 300 ouvriers, après quoi tous ont tenté d'arrêter le tramway, mais ils ont été dispersés par la police.

Les ouvriers de l'usine « Siemens et Galsk », au nombre d'environ 2 000, qui parcouraient les rues en chantant des chants révolutionnaires ont été dispersés par la police.

Une foule d'ouvriers a tenté de débaucher les travailleurs de l'usine de Ferblanterie Militaire au 52 de la 17^e ligne, mais a été dispersée par la police.

A 1 h 30 de l'après-midi, une foule d'environ 300 personnes s'est à nouveau réunie devant la cathédrale de Kazan et s'est dirigée vers la rue Sadovaïa.

A peu près au même moment une foule d'environ 100 ouvriers s'est rassemblée sur la grande perspective de l'île Vassilievski et s'est dirigée vers le pont Nikolaev.

Vers 2 heures, la foule qui faisait la queue a cassé la vitrine de la boulangerie Barski, au 2/62 rue Lakhtinski et du dépôt de pain Erofeev, au 5 perspective Gueslerovski.

Une foule d'environ 300 ouvriers qui remontaient la perspective Nevski, s'est arrêtée au n° 80 et a écouté le discours d'un orateur qui appelait à renverser le régime existant et a proposé de se rassembler le lendemain, 25 février, à midi devant la cathédrale de Kazan.

Les foules qui marchaient ainsi brisaient les vitrines, saccageaient les magasins et arrêtaient les tramways jusqu'à ce que la police arrive et les disperse.

Vers 6 heures, un tramway a été arrêté par la foule rue Chamchevaïa. Pendant qu'on rétablissait l'ordre, le conseiller titulaire Vassilev a reçu deux légères blessures à la nuque.

Au même moment deux wagons de tramway ont été renversés à l'angle des rues Vvedenski et Sejinski.

Ce jour, les contrôleurs et conducteurs du parc Rojdestvenski ont présenté des revendications économiques.

*Le chef de l'Okhrana de Petrograd,
le major-général Globatchev*

25 février 1917**Rapport de l'Okhrana de Petrograd au ministère des Affaires intérieures sur la séance du Comité de Petersbourg du POSDR(b)**

L'organisation de Petrograd du Parti ouvrier social-démocrate russe a décidé, au cours des deux jours de troubles à Petrograd, d'utiliser à des fins partisans le mouvement qui a surgi et, en prenant la direction des masses qui y participent, de lui donner une orientation révolutionnaire.

Pour cela, ladite organisation se propose :

1/ d'éditer un tract aujourd'hui, 25 février (projet joint) ;

2/ de constituer, demain matin, 26 février, un comité pour diriger au mieux et le plus rationnellement les masses d'ouvriers en grève déjà soulevés, mais encore insuffisamment organisés ; il a de plus été décidé, si le gouvernement ne prend pas des mesures énergiques pour écraser les désordres actuels, d'en venir lundi 27 février, à dresser des barricades, couper l'électricité, saboter la distribution d'eau et le téléphone ;

3/ d'organiser immédiatement dans les usines toute une série de comités dont les membres doivent désigner en leur sein des représentants au « bureau d'information » qui servira de lien entre l'organisation et les comités d'usine et dirigera ces derniers, en leur transmettant les directives du comité de Petrograd.

Ce « bureau d'information », dans le projet des conjurés, est appelé à former par la suite un « soviét des députés ouvriers », comme il y en a eu en 1905 ;

4/ Le bureau du comité central de cette organisation projette de missionner des délégués non encore désignés à Moscou et Nijny Novgorod ;

En ce qui concerne les autres organisations révolutionnaires, les représentants individuels du parti des socialistes-révolutionnaires (ce parti n'a pas d'organisa-

tion à Petrograd) soutiennent totalement le mouvement qui a commencé, projettent de s'y associer pour soutenir l'activité révolutionnaire du prolétariat.

Les représentants des courants anarchistes ont aussi décidé d'utiliser la situation pour leurs objectifs et considèrent qu'elle est tout à fait propice pour développer largement la terreur contre les représentants du pouvoir, projetant, par exemple, de faire sauter des sections de l'Okhrana et des gendarmeries en province.

Parmi les étudiants, on observe un soutien complet au mouvement ; dans les établissements, il y a des réunions dirigées par des orateurs. Ils prennent part aux désordres de rue.

Pour couper court aux projets des éléments révolutionnaires, il est proposé de procéder, cette nuit, à 200 arrestations parmi les éléments et les jeunes révolutionnaires les plus actifs.

Aujourd'hui, à 8 heures du soir, avec l'autorisation de A. I. Goutchkov, dans le local du comité central de l'industrie militaire, ceux des membres du groupe de travail qui n'ont pas été arrêtés, se réunissent, avec la participation des membres de la Douma d'Etat Kerenski et Skobelev et de 30 ouvriers, soi-disant pour discuter des questions d'approvisionnement.

Il est proposé de faire intervenir la police à cette réunion, d'y arrêter les membres du groupe de travail et de laisser les autres se disperser.

GARF fonds 5881, inventaire 2,
dossier 825, p. 1-1

Publié pour la première fois

Déclaration du général Khabalov, commandant de la région militaire de Pétrograd, interdisant les manifestations et les prises de parole

Des troubles accompagnés de violences et d'attentats à la vie de militaires et de policiers se sont produits ces derniers jours à Pétrograd. J'interdis tout attroupe-ment dans les rues. Je préviens la population de Pétrograd que j'ai confirmé aux troupes qu'elles doivent faire usage de leurs armes et ne reculer devant rien pour rétablir l'ordre dans la capitale.

Télégramme du tsar à Khabalov

Le 25 février, 21 heures
Etat-major général, Khabalov

J'ordonne de faire cesser dès demain dans la capitale les désordres qu'on ne saurait tolérer en cette heure grave de la guerre avec l'Allemagne et l'Autriche.

Nicolas

26 février 1917

Rapport du chef de l'Okhrana au ministère de l'Intérieur, sur les événements dans la capitale

Une centaine de membres d'organisations révolutionnaires, dont 5 membres du Comité de Petrograd du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, ont été arrêtés cette nuit du 26 février pour les empêcher d'utiliser pour leurs propres buts les désordres surgis spontanément dans la capitale.

De plus, à la réunion qui s'est tenue dans le local du comité central de l'industrie militaire, ont été arrêtés deux membres dudit comité, qui s'étaient échappés au moment de la liquidation, en janvier dernier, de ce groupe criminel. On a laissé les autres participants se disperser.

Aujourd'hui 25 février, à 3 heures et demi de l'après-midi, une foule s'est rassemblée près de la douma municipale sur laquelle on a tiré trois fois à blanc et elle s'est dispersée.

En même temps il y a eu une fusillade à balles réelles sur la rue Ligovskaia et des blessés.

Des attroupements importants qui arrivaient de plusieurs rues sur la place

Znamenskaia ont également essuyé des tirs, il y a eu des morts et des blessés.

Il y a eu des tirs à balles réelles à l'angle des perspectives Nevski et Vladimirski où s'était rassemblée une foule d'environ un millier de personnes, et aussi à l'angle de la perspective Nevski et de la rue Sadovaia où l'attroupe-ment comptait environ 5 000 personnes. Là, il n'est pas resté de morts et de blessés, la foule, visiblement les a emportés avec elle.

A 4 heures et demie, la perspective Nevski était nettoyée dans toute sa longueur et sur la place Znamenski des responsables de la police ont amené environ 40 morts et autant de blessés. En même temps on a trouvé le corps d'un enseigne de la garde impériale du régiment Pavlovski, sabre au clair, à l'angle des rues Italienskaia et Sadovaia ; une enquête va être menée sur sa personne et les circonstances de sa mort.

A 5 heures, à l'angle de la rue Rojdesvenski et de la rue Souvorovski, la troupe a tiré sur la foule, faisant 10 morts et plusieurs blessés,

d'autres, visiblement, ont été emportés par leurs camarades.

Pendant les désordres d'aujourd'hui, on a pu voir, en divers points de la ville, des élèves des établissements secondaires qui, avec de larges bandeaux de la Croix-Rouge sur la manche de leur uniforme et un tablier sous celui-ci, se diriger, en groupe, vers la perspective Nevski, comme infirmiers volontaires pour relever les blessés et leur apporter les premiers soins. Dans le même but des auditrices des Instituts féminins s'infiltraient sur les lieux où étaient amenés les blessés et se conduisaient de la manière la plus **effrontée** (1) envers les responsables de la police qui tentaient de les éloigner.

Pendant les troubles, on a observé, comme un phénomène général, une attitude extrêmement provocatrice, des attroupements belliqueux vis-à-vis des détachements militaires ; à leur demande de dispersion, la foule répondait en jetant des pierres et des boules de neige. Après une salve en l'air d'avertissement, la foule non seulement ne se dispersait pas, mais répondait par des éclats de rire. Ce n'est que par des salves à balles réelles au cœur de la foule qu'il était possible de les disperser, et encore, la plupart se cachaient dans les cours voisines et sortaient à nouveau dès que la fusillade cessait.

Il faut remarquer que parmi les morts de la place Znamenski, deux étaient en uniforme de soldat, mais comme la foule

les a emportés, on peut supposer, selon toute vraisemblance, qu'il ne s'agissait pas de soldats, mais de manifestants ayant revêtu l'uniforme.

Après la dispersion de l'attroupe-ment place Znamenski, les émeutiers ont commencé à se regrouper le long de la perspective Nevski, sur la partie qu'on appelle la « vieille Nevski » (de la place Znamenski à la lauré Alexandre Nevski) et le long de la rue Gontcharov, ils se cachaient derrière les maisons d'angle et, de là, tiraient au revolver sur la police.

D'après les informations reçues des agents de l'Okhrana, il est prévu d'organiser, ce soir, à 8 heures, dans la maison Elisseev, sur la perspective Nevski, une réunion secrète des représentants des organisations révolutionnaires, avec la participation du membre de la Douma, A. F. Kerenski, et du fondé de pouvoir assermenté Sokolov, pour discuter de la meilleure utilisation des troubles existants dans des buts révolutionnaires et de la façon d'en prendre la direction organisée. Il est proposé de procéder à leur arrestation.

Le major-général Globatchev

GARF fonds 1788, inventaire 1,
dossier 34, pp. 34-35.

(1) « Effrontée » est souligné dans le texte.

Tract du comité de Petersbourg du POSDR(b) appelant à la lutte pour renverser l'autocratie

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !
Frères soldats !*

C'est le troisième jour que nous, ouvriers de Petrograd, exigeons ouvertement la liquidation de l'autocratie, coupable de faire couler le sang du peuple, coupable de la famine qui condamne prématurément vos femmes, vos enfants, vos mères et vos frères.

N'oubliez pas, camarades soldats, que seule l'union fraternelle de la classe ouvrière et de l'armée révolutionnaire apportera la liberté au peuple asservi qui se meurt et mettra fin à une guerre fratricide et insensée.

A bas la monarchie tsariste ! Vive l'union fraternelle de l'armée révolutionnaire et du peuple !

Le comité de Petersbourg du POSDR(b)

GARF fonds 1741, inventaire 1, dossier 11215

Télégramme du président de la Douma d'Etat, M. Rodzianko, à Nicolas II

Votre Majesté,

L'heure est grave. L'anarchie règne dans la capitale. Le gouvernement est paralysé.

Les transports, le ravitaillement en vivres et combustibles sont totalement désorganisés. Le mécontentement populaire grandit. Dans les rues on ouvre le feu à tort et à travers. Les unités se tirent dessus. Il faut confier d'urgence à une personne jouissant de la confiance du pays la formation d'un nouveau gouvernement. Sans tarder. Tout retard est un arrêt de mort. Je prie Dieu pour que la responsabilité, à cette heure, ne retombe pas sur la tête du monarque.

27 février 1917

Télégramme du général Khabalov, commandant de la région militaire de Petrograd, au général Alexéïev, chef d'état-major du commandant en chef suprême

Le 27 février, 20 h 10 mn

Je vous prie de rapporter à Sa Majesté l'empereur que je n'ai pu, comme elle me l'avait intimé, rétablir l'ordre dans la capitale. Les uns après les autres, les unités ont, pour la plupart, trahi leur devoir, refusé de se battre contre les révoltés. D'autres unités ont fraternisé avec les insurgés et retourné leurs armes contre les troupes dévouées à Sa Majesté. Celles qui sont restées fidèles à leur devoir se sont battues toute la journée avec les émeutiers, au prix de lourdes pertes. Au soir, les rebelles se sont emparés de la majeure partie de la capitale. Restent fidèles au serment de petites unités de divers régiments concentrées autour du Palais d'Hiver sous le commandement du major-général Zankévitch, et c'est avec elles que je vais continuer le combat.

Lieutenant-général *Khabalov*



Le Lieutenant-Général Sergei Khabalov

Appel du comité des mejrayontsy du POSDR de Petersbourg et du parti des S-R

« Camarades soldats ! »

Avec appel à soutenir la révolution qui a commencé.

C'est par la lutte qu'on conquiert ses droits !
Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Camarades soldats !

La classe ouvrière traquée par la famine s'est dressée contre nos et vos ennemis, dans la lutte contre la guerre, contre l'autocratie de dirigeants criminels. Elle s'est levée dans la lutte pour la liberté et la terre ! Camarades, depuis deux ans et demi, vous combattez dans les tranchées et les casernes. Depuis deux ans et demi, les commandants inhumains vous tourmentent. Dur est le sort du soldat. Les chiens ne sont pas moins respectés que vous. Camarades ! Frères ! Tous nos espoirs reposent sur vous ! Nous tendons vers vous tous nos espoirs ! Nous tendons vers vous nos mains calleuses, déformées par le travail ! Frères ! Certains d'entre vous ont tiré sur le peuple ! Le sang ouvrier a coulé ! Soldats ! Ne rougissez pas vos mains du sang de vos frères. Honte

au fratricide ! Honneur et gloire à ceux d'entre vous qui ont soutenu le peuple ! Gloire aux cosaques qui ont chassé les policiers de la place Znamenski ! Gloire à ceux du Pavlovski qui ont vengé les violences policières ! Frères ! Si on vous ordonne de tirer sur le peuple, tirez sur ceux qui vous donnent cet ordre. Que vos baïonnettes se retournent contre les agresseurs. Nos femmes affamées attendent votre aide. Camarades ! Lisez nos tracts ! Organisez-vous ! Rejoignez les ouvriers ! Nous croyons fermement que les soldats ne trahiront pas le peuple ! Frères ! Ecoutez notre voix ! Vive l'union de l'armée et du peuple ! A bas l'autocratie ! A bas la guerre ! Vive la révolution ! Toute la terre aux paysans ! Toute la liberté au peuple !

*Comité des mejrayontsy du POSDR de Petersbourg
Parti des socialistes-révolutionnaires*

GARF fonds 1741, inventaire 1, dossier 35278.

Le manifeste des bolcheviks du 27 février 1917

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !
À tous les citoyens de la Russie**

Citoyens ! Les citadelles du tsarisme russe sont tombées. La prospérité de la bande tsariste, édifiée sur les ossements du peuple, a croulé. La capitale est entre les mains du peuple soulevé. Les troupes révolutionnaires ont passé du côté des insurgés. Le prolétariat révolutionnaire et l'armée révolutionnaire doivent sauver le pays de la perte et de la faillite définitives, que lui réservait le gouvernement tsariste.

Au prix d'énormes efforts, du sang et de la vie de ses fils, le peuple russe a secoué son esclavage séculaire.

La tâche de la classe ouvrière et de l'armée révolutionnaire est de créer un gouvernement révolutionnaire provisoire, qui devra se mettre à la tête du régime nouveau, du régime républicain naissant.

Le gouvernement révolutionnaire provisoire doit se charger d'établir des lois pro-

visoires qui défendraient tous les droits et libertés du peuple, de confisquer les terres conventuelles, domaniales et celles des apanages, pour les transmettre au peuple, d'instituer la journée de travail de huit heures et de convoquer l'Assemblée constituante sur la base du suffrage universel, direct, égal, avec le régime du scrutin secret.

Le gouvernement révolutionnaire provisoire doit se charger d'assurer sans délai le ravitaillement de la population et de l'armée ; à cet effet, doit être confisquée la totalité des provisions stockées par l'ancien gouvernement et la municipalité.

L'hydre de la réaction peut encore relever la tête. La tâche du peuple et de son gouvernement révolutionnaire est de réprimer toutes les entreprises contre-révolutionnaires dirigées contre le peuple.

La tâche urgente, immédiate du gouvernement révolutionnaire provisoire est d'entrer en relations avec le prolétariat des pays belligérants en vue d'une lutte révolutionnaire des peuples de tous les pays contre leurs oppresseurs et asservisseurs, contre les gouvernements de type tsariste et les cliques capitalistes, et en vue de la

cessation immédiate de la sanglante boucherie imposée aux peuples asservis.

Les ouvriers des fabriques et des usines, ainsi que les troupes soulevées, doivent choisir sans délai leurs représentants au gouvernement révolutionnaire provisoire, qui doit être constitué sous la garde du peuple révolutionnaire soulevé et de l'armée.

Citoyens, soldats, épouses et mères !
Tous à la lutte ! A la lutte ouverte contre le pouvoir tsariste et ses suppôts !

Par toute la Russie se lève le drapeau rouge de l'insurrection ! Par toute la Russie, prenez en main la cause de la liberté, jetez bas les valets tsaristes, appelez les soldats à la lutte.

Par toute la Russie, dans les villes et les campagnes, créez le gouvernement du peuple révolutionnaire.

Citoyens ! Par les efforts fraternels et unanimes des insurgés nous avons consolidé le nouvel ordre naissant de la liberté sur les décombres de l'autocratie !

En avant ! Il n'est pas de retour ! Lutte sans merci !

Rangez-vous sous le drapeau rouge de la révolution !

Vive la République démocratique !
Vive la classe ouvrière révolutionnaire !
Vive le peuple révolutionnaire et l'armée insurgée !

28 février 1917

Adresse du soviet de Petrograd des députés ouvriers à la population de Petrograd et de Russie et appel à serrer les rangs autour des soviets pour la victoire définitive sur le tsarisme et la convocation d'une Assemblée constituante

Le soviet des députés du peuple à la population de Petrograd et de Russie

L'ancien pouvoir a conduit le pays à la ruine et le peuple à la famine. Il était impossible de le supporter plus longtemps. La population de Petrograd est descendue dans la rue pour exprimer son mécontentement. On l'a accueillie en la mitrail-

lant. Le gouvernement du tsar a donné du plomb au peuple au lieu de pain.

Mais les soldats ont refusé de marcher contre le peuple et se sont soulevés contre le gouvernement. Avec le peuple ils se sont emparés des armes, des dépôts militaires et de toute une série d'institutions gouvernementales.

La lutte continue : elle doit être menée jusqu'au bout. L'ancien pouvoir doit être définitivement renversé et céder la place au gouvernement du peuple. C'est ainsi que la Russie peut être sauvée.

Pour achever avec succès la lutte dans les intérêts de la démocratie, le peuple doit constituer son propre organe de pouvoir.

Hier, 27 février, s'est formé dans la capitale un Conseil des députés ouvriers, constitué de représentants élus des usines et des fabriques, des unités militaires insurgées et également des groupes et partis démocratiques et socialistes.

Le soviet des députés du peuple, qui siège à la Douma, se fixe comme tâche essentielle l'organisation des forces populaires et la lutte pour assurer la liberté politique et le pouvoir du peuple en Russie.

Le soviet a nommé des commissaires d'arrondissement pour instaurer le pouvoir du peuple dans tous les quartiers de Petrograd.

Nous invitons toute la population de la capitale à s'unir autour du soviet, à former des comités locaux dans les arrondissements et à prendre en leurs mains la direction de toutes les affaires locales.

Tous ensemble, nous unirons nos forces dans la lutte pour l'élimination complète de l'ancien gouvernement et **la convocation de l'Assemblée constituante, élue sur la base du suffrage universel, égal, direct et secret.**

Soviet des députés du peuple

Izvestia du soviet de Petrograd des députés du peuple, 28 février 1917, n° 1.

Communiqué du journal « Izvestia du soviet de Petrograd de députés du peuple » sur la première séance du soviet des députés du peuple

Ce soir, au palais de Tauride, s'est ouverte la séance du soviet des députés ouvriers, composé de représentants du prolétariat de Petrograd et de l'armée révolutionnaire.

Tchkéidze a été élu président du soviet, les députés Kerenski et Skobelev ses adjoints. Malgré l'enthousiasme qui remplissait les participants à la réunion, la séance a eu un caractère strictement de réunion de travail.

En premier lieu a été traitée la **question de l'approvisionnement**. L'assemblée a mis en place une commission particulière chargée de cette question qui, avec la commission provisoire de la Douma, a commencé immédiatement à élaborer les mesures indispensables pour assurer à la population et à l'armée le pain et la nourriture nécessaires. Il a été décidé de mettre sous séquestre les réserves de farine dans les entrepôts de l'Etat, de l'intendance militaire, des organes sociaux et d'alimenter les boulangeries.

L'assemblée a également mis en place

une commission **militaire** pour l'organisation de l'intervention révolutionnaire de l'armée et une commission des **publications** pour l'édition des journaux, tracts et appels. Dix **émisaires** provisoires ont aussi été élus pour organiser les sections d'arrondissement du soviet.

La plus grande attention a été portée à la question de l'entrée de représentants du soviet dans la commission provisoire de la Douma. Il a été décidé d'y déléguer les députés Tchkéidze et Kerenski.

La réunion a été plusieurs fois interrompue pour acclamer les représentants, qui ne cessaient d'arriver, de nouvelles unités militaires soulevées pour la défense de la liberté et de la révolution.

Le soviet a décidé de siéger sans discontinuer et, après une brève suspension, a repris son travail à trois heures du matin.

Izvestia du soviet de Petrograd des députés du peuple, 28 février 1917 (supplément au n° 1)

Extraits de la *Pravda*, « Chronique des événements à Petrograd les 26-28 février »

Le dimanche 26, vers midi, une foule d'ouvriers en fête affluent des faubourgs vers le centre. En de nombreux points, des patrouilles militaires leur barrent la route, la ville rappelle un camp militaire.

Partout des patrouilles, des barrières, des sorties de cavalerie. La surveillance est renforcée sur toutes les voies qui mènent à la perspective Nevski ; des salves partent d'invisibles embuscades. Il y a beaucoup de morts et de blessés sur la place Znamenski et ailleurs. Dans les cercles démocratiques et révolutionnaires règne une grande excitation révolutionnaire.

Le lundi, les manifestations continuent et, en de nombreux endroits, il y a des fusillades. Il s'agit essentiellement de mitrailleuses installées sur les clochers, les derniers étages des maisons, les gares, etc.

Le lundi, de premiers régiments insurgés rejoignent le peuple révolutionnaire : les régiments Volinski, Pavlovski et Litovski. Ils font le tour des casernes et soulèvent les soldats. Une partie des officiers se joint à eux. Depuis le début, les cosaques observent une attitude neutre, de temps en temps ils dispersent la foule, mais sans mesures répressives et par endroits se joignent aux ouvriers. C'est ainsi qu'ils libèrent une cinquantaine d'ouvriers assiégés par la police dans une cour de la perspective Nevski.

Les soldats soulevés, accompagnés des ouvriers, se rendent dans les prisons. Ils tirent pour disperser les gardes et libèrent les prisonniers. La journée est claire et ensoleillée, les rues sont en liesse. Sont libérés les prisonniers en préventive, aux *Croix* et dans d'autres prisons.

Puis commence le saccage des postes de police, des chambres des juges de paix, des locaux de l'Okhrana. Parfois on y met le feu. Le tribunal d'arrondissement est aussi incendié. Une masse de gens entoure le feu et y jette les papiers. Les policiers enlèvent leur uniforme et se cachent. On n'en voit plus aucun dans les rues. Mais l'ordre est maintenu.

Des patrouilles de soldats parcourent les rues en automobile, agitant des dra-

peaux rouges ; le peuple les accueille en criant « Hourrah ! », sur les trottoirs et aux fenêtres on leur fait signe en agitant des mouchoirs. Il y a une atmosphère de fête et d'excitation.

Cependant, les bandes noires ne se considéraient pas comme vaincues et, pendant plusieurs jours encore, surtout le soir, les passants sont mitraillés depuis les greniers, les églises, les mosquées. Alors les patrouilles de soldats fouillent tous les appartements d'où étaient partis les coups de feu, saisissent les armes et arrêtent tous ceux qui sont soupçonnés de soutenir l'ancien régime. Dans les rues, à tout moment, on pouvait croiser une patrouille convoyant des gens arrêtés : ce pouvaient être des membres de l'Okhrana, des sergents de ville travestis (ils portaient même parfois des habits de femme), des militaires qui ne reconnaissaient pas le nouvel ordre, etc.

Les *Izvestias du Conseil des députés d'ouvriers et de soldats* et les *Izvestias du comité des journalistes* ont été distribués gratuitement, la foule s'en emparait avidement et lisait jusqu'à une heure avancée.

Des automobiles chargées de soldats en armes, couvertes de drapeaux rouges, étaient acclamées, sur certaines, au service du parti social-démocrate, étaient peintes les lettres *POSDR*. Bientôt des rubans rouges apparurent à la boutonnière et sur le chapeau de la plupart des gens, sur les piques des fusils. Des drapeaux rouges flottaient à certaines fenêtres.

La foule en marche détruit tous les emblèmes de l'ordre ancien haï : on brûle les portraits de Nicolas le Dernier et des siens, on arrache les blasons tsaristes ou on les recouvre de drapeaux rouges. L'ex-palais du tsar en est recouvert, c'est désormais la propriété de la nation.

Le palais de Tauride est sévèrement gardé, un cordon serré exige des laissez-passer pour protéger les salles d'une foule oisive et curieuse. Dans toute la ville circulent des patrouilles munies de laissez-passer.

Pravda, 1917, 8 mars, n° 3

1^{er} mars 1917

Ordre n° 1 du soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd à la garnison de la région militaire de Petrograd

Ordre n° 1

A tous les soldats de la garde, de l'armée, de l'artillerie et de la flotte de la garnison de la région militaire de Petrograd, pour exécution immédiate et rigoureuse, et aux ouvriers de Petrograd à titre d'information.

Le soviet des députés ouvriers et soldats a décidé :

1) Dans toutes les compagnies, dans tous les bataillons, régiments, batteries, escadrons et les divers services des directions militaires ainsi qu'à bord des bâtiments de la marine de guerre, d'élire sur-le-champ des comités de représentants élus par les soldats des unités militaires susmentionnées.

2) Dans toutes les unités militaires qui n'ont pas encore élu leurs représentants au soviet des députés ouvriers, d'élire un représentant par compagnie qui, porteur d'un certificat écrit, se présentera au siège de la Douma d'Etat le 2 mars courant à 10 heures du matin.

3) Dans toutes ses actions politiques, l'unité militaire obéit au soviet des députés ouvriers et soldats et à ses comités.

4) Les ordres de la commission militaire de la Douma d'Etat ne doivent être exécutés que s'ils ne contredisent pas les ordres et les décisions du soviet des députés et soldats.

5) Tous les types d'armes tels que fusils, mitrailleuses, voitures blindées, etc., doivent être à la disposition et sous le contrôle des comités de compagnie et de bataillons, et ne doivent pas être en aucun cas délivrés aux officiers, même s'ils en font la demande.

6) Dans les rangs et pendant leur service les soldats doivent observer la plus stricte discipline militaire, mais en dehors du rang et du service, dans leur vie politique, civique et privée, les soldats ne sauraient être lésés dans les droits dont jouissent tous les citoyens.

Notamment, le garde-à-vous et le salut militaire obligatoire hors service sont abolis.

7) De même sont supprimés les titres donnés aux officiers – votre excellence, votre noblesse, etc. –, qui sont remplacés par les formules : monsieur le général, monsieur le colonel, etc.

Il est interdit aux militaires de tous grades de maltraiter les soldats, et notamment de les tutoyer, toute infraction au présent point, de même que tout malentendu entre officiers et soldats doivent être, par ces derniers, portés à la connaissance des comités de compagnie.

Donner lecture de cet ordre dans toutes les compagnies, dans tous les bataillons, régiments, équipages, batteries et autres détachements de service actif et auxiliaire.

Le soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd



Le comité exécutif du soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd

2 mars 1917

L'abdication de Nicolas II

« Par la grâce de Dieu, nous, Nicolas II, Empereur de toutes les Russies, tsar de Pologne, grand-duc de Finlande, etc., à tous nos fidèles sujets faisons savoir :

« En ces jours de grande lutte contre l'ennemi extérieur qui s'efforce depuis trois ans d'asservir notre patrie, Dieu a trouvé bon d'envoyer à la Russie une nouvelle et terrible épreuve. Des troubles intérieurs menacent d'avoir une répercussion fatale sur la marche ultérieure de cette guerre obstinée. Les destinées de la Russie, l'honneur de notre héroïque armée, le bonheur du peuple, tout l'avenir de notre chère patrie veulent que la guerre soit conduite à tout prix jusqu'à une issue victorieuse.

« Notre cruel ennemi fait ses derniers efforts et le moment est proche où notre vaillante armée, de concert avec nos glorieux Alliés, l'abattra définitivement.

« En ces jours décisifs pour l'existence de la Russie, nous croyons devoir, pour obéir à notre conscience, faciliter l'union et l'organisation de toutes ses forces pour la réalisation rapide de la victoire.



« C'est pourquoi, d'accord avec la Douma d'Empire, nous estimons bien faire en abdiquant la couronne de l'Etat et en déposant le pouvoir suprême.

« Ne voulant pas nous séparer de notre fils bien-aimé, nous léguons notre héritage à notre frère, le grand-duc Michel Alexandrovitch en lui donnant notre bénédiction, au moment de son avènement au trône. Nous lui demandons de gouverner en pleine union avec les représentants de la nation siégeant aux institutions législatives, et de leur prêter un serment inviolable au nom de la patrie bien-aimée.

« Nous faisons appel à tous les fils loyaux de la patrie, leur demandant d'accomplir leur devoir patriotique et sacré, en obéissant au tsar en ce pénible moment d'épreuve nationale, et de l'aider, avec les représentants de la nation, à guider l'Etat russe dans la voie de la prospérité et de la gloire.

« Dieu aide la Russie !

Le 2 mars 1917. »



Caricature non signée, représentant l'ex-tsar tenant en laisse un aigle déplumé symbolisant la déchéance du pouvoir autocratique. En légende : « Voyons comment ils s'en sortiront sans aigle ».

La réunion refondatrice du comité de Saint-Pétersbourg⁽¹⁾ du Parti bolchevique

Le 2 (15) mars 1917, les responsables bolcheviques de Petrograd se réunissent pour refonder leur comité disloqué par la répression et dont les principaux responsables avaient été arrêtés. Le procès-verbal des réunions de ce comité en 1917 a été publié en 1927 sous le titre « *Piervy legaklno TsK bolchevikov v 1917* » en entier, à l'exception du procès-verbal du 1^{er} novembre, supprimé car il contenait un jugement trop élogieux de Lénine sur Trotsky.

Les trente-sept présents commencent par discuter des modalités de cette refondation dans le respect des statuts et des règles démocratiques (2). Après une discussion sur ce point, le comité engage un débat sur « *l'attitude à l'égard du soviet des députés ouvriers de Petrograd et ses décisions* ». Au nom des trois bolcheviks présents à la création et aux réunions du soviet (Molotov, Zaloutski et lui-même), Chliapnikov explique :

« *Les dirigeants du soviet sont des liquidateurs (3), qui ont usurpé les places qu'ils occupent au soviet sans être l'expression de la majorité de la masse ouvrière consciente. Les Izvestia du soviet de Petrograd des ouvriers et des soldats publiés par ce dernier est un journal très pâle dont le contenu n'indique pas une ligne tactique définie. Le rôle du soviet dans son activité commune avec le Comité de la Douma est si passif qu'il semble ramper à la traîne des éléments réactionnaires de ce dernier. Or les actions du Comité de la Douma sont manifestement orientées vers une union avec la monarchie. C'est ce que confirme le désir manifesté par M. V. Rodzianko (4) d'aller voir le tsar à Bologoie. Et on l'a découvert uniquement parce que Rodzianko a exigé pour y aller un train spécial au dépôt de Nicolaievka. Lorsque ce fait a été découvert, Kerenski s'est hâté de déclarer que le Comité de la Douma n'avait pas eu le temps d'informer le soviet du désir de Rodzianko. Le soviet a blâmé Kerenski pour avoir tardé à l'en informer.* »

Dans la discussion qui s'engage ensuite, un orateur insiste sur la nécessité de « *changer la physionomie du soviet en rappelant les délégués en place pour les remplacer par d'autres* », d'autres insistent sur la nécessité d'obtenir des consignes claires sur la façon de se comporter au soviet, puis s'engage une discussion sur la presse qui se conclut par le vote d'une résolution spécifique sur ce point qui affirme :

« 1) *Afin de faciliter le travail du Comité exécutif du soviet de Petrograd des délégués ouvriers et soldats et afin d'accélérer l'édition de publications socialistes, organiser avec les représentants de tous les partis socialistes existants une "commission de la presse", qui aurait le droit de sanctionner la publication de toutes les éditions possibles.* »

A la fin de la réunion, le comité adopte une résolution définissant son orientation. On y lit en particulier :

« 4) *Aussi longtemps que la dynastie n'est pas brisée, la lutte n'est pas terminée, elle continue ; la convocation d'une Assemblée constituante est nécessaire ;*

5) *Parvenir à obtenir l'autorisation du droit d'entrée dans les casernes ;*

6) *Considérer que la question de la liquidation de la guerre relève de la compétence de l'Assemblée constituante ;*

8) *Ouvrir une liste d'enregistrement comme membre du parti ;*

10) *Un membre du comité central doit faire une déclaration au soviet de Petrograd des députés ouvriers sur la censure imposée sur les publications des sociaux-démocrates* » (5).

On peut remarquer que le comité adopte une position attentiste sur la question de la guerre puisqu'il renvoie la décision à la réunion indéterminée d'une Assemblée constituante « *encore purement virtuelle* ». Le comité prendra position le lendemain, après des débats animés... Ce 2 mars, le tsar abdique en faveur de son frère le grand-duc Michel, qui refuse cet honneur que la majorité de la Douma et ses principaux dirigeants (Milioukov,

Goutchkov, Rodzianko, etc.) aimeraient pourtant le voir accepter pour sauver le régime tsariste). Après ce refus, la Douma procède à la formation d'un gouvernement provisoire formé de plusieurs de ses membres, plus d'un membre du soviet (Alexandre Kerenski) à titre individuel, et présidé par un grand propriétaire terrien, le prince Lvov. Le comité de Saint-Pétersbourg, dans sa réunion du lendemain, adopte une résolution qui ne figure pas au procès-verbal de la réunion... mais est reproduite dans la *Pravda* du 7 mars et dans les *Izvestia* du soviet du même jour. Elle affirme :

« *Le comité de Saint-Pétersbourg du POSDR(b), considérant la résolution sur le gouvernement provisoire adoptée par le soviet de Petrograd des délégués ouvriers et soldats, déclare qu'il ne s'oppose pas au pouvoir du gouvernement provisoire, dans la mesure où ses actions correspondent aux intérêts du prolétariat et de larges couches démocratiques du peuple et affirme sa volonté de mener la lutte la plus impitoyable contre les tentatives du gouvernement provisoire de rétablir sous quelque forme que ce soit la forme monarchique du gouvernement* » (6).

C'est la ligne que défendra la *Pravda*, en l'infléchissant encore plus à droite dans le soutien au gouvernement provisoire,

sous la direction de Staline et Kamenev, revenus d'exil le 12 mars, jusqu'au retour de Lénine le 3 avril. Ainsi, à la conférence nationale du Parti bolchevique du 27 mars, Staline déclare : « *Le soviet mobilise les forces, le gouvernement provisoire en trébuchant, en s'embrouillant, prend le rôle de consolidateur des conquêtes du peuple que ce dernier a en réalité déjà faites* » (7).

Jean-Jacques Marie

(1) Les bolcheviks de Petrograd refusent d'adopter le mot de Petrograd, changement décidé en août 1914 par le gouvernement tsariste, par souci patriotique d'effacer un nom... à consonance germanique !

(2) Le procès-verbal de la réunion du 2 mars se trouve pages 2 à 9.

(3) Les « liquidateurs » est le nom donné par Lénine, à dater de 1910, au courant parmi les mencheviks qui considérait qu'il fallait limiter strictement l'activité du POSDR au domaine légal en s'interdisant toute activité de type clandestin ou illégal. Ce sont ces « liquidateurs » que Lénine fait exclure du POSDR à la conférence de Prague, en janvier 1912, décision que tous les autres courants du POSDR rejettent.

(4) Président de la Douma, qui tenta effectivement jusqu'au dernier moment de sauver la monarchie.

(5) La formulation souligne que les responsables bolcheviks de Petrograd se considèrent toujours membres de la social-démocratie.

(6) Cette résolution figure page 11 du procès-verbal.

(7) *Voprossy istorii kpsss*, n° 5, 1962, p 112, in Jean-Jacques Marie, *Staline*, Fayard, p. 140.



Manifestation de soldats brandissant deux slogans : « *C'est dans la lutte que tu conquerras ton droit* » et « *A bas la monarchie, vive la République !* »

3 mars 1917

Appel du Comité exécutif de Petrograd des députés des ouvriers et des soldats

« Camarades soldats » adopté à la séance du 3 mars 1917

Camarades soldats

La vieille Russie n'existe plus. Il y a une Russie nouvelle, libre, révolutionnaire. Mais le vieux pouvoir n'est pas mort. Nous n'en avons encore saisi qu'une faible part. La constitution d'un nouveau pouvoir n'est pas achevée. On peut même dire que la tâche la plus difficile, conserver et renforcer la liberté conquise, est devant nous.

Camarades ! Nous ne devons pas oublier une minute cette tâche. Nous allons préserver et renforcer nos conquêtes. C'est en unissant nos forces que nous avons réussi à renverser le vieux pouvoir monarchique. Et nous ne devons pas les désunir aujourd'hui. Nous devons nous souvenir que chaque lutte intestine divise nos forces et facilite la lutte des forces du passé qui sont déjà en campagne contre la liberté. Ces forces prennent toutes les mesures pour jeter le trouble dans nos rangs. Elles sont prêtes à tout, soyez sur vos gardes ! Actuellement, elles veulent semer la discorde entre vous et les officiers qui ont soutenu la révolution. Ne mordez

pas à l'hameçon des provocateurs, n'oubliez pas que les officiers révolutionnaires sont maintenant nos camarades ! Toute agression ou conflit non fondés ou fondés sur d'obscures rumeurs sont inadmissibles et dangereux. Ne croyez pas à ces rumeurs, ne prenez pas de mesures irréfléchies contre nos camarades officiers. Ce n'est que lorsqu'il y a des faits indiscutables qu'il faut en référer immédiatement au Comité exécutif des députés des ouvriers et des soldats. Ne croyez pas non plus les orateurs qui n'ont pas le mandat du Comité exécutif ! Le Comité exécutif donne à ses orateurs un mandat à son sceau.

Camarades ! Préservez la liberté conquise, soyez prudents ! La cause de la liberté est entre vos mains, n'en soyez pas les fossoyeurs ! Nous devons aller de l'avant sur la voie du renforcement des conquêtes révolutionnaires aux côtés de nos camarades officiers dévoués à la cause de la révolution.

Vive la liberté ! Vive l'armée révolutionnaire ! Vive l'Assemblée constituante !

*Izvestia du soviet de Petrograd des députés des ouvriers et des soldats
N° 6 – 3 mars 1917*

Izvestia du soviet de Petrograd des délégués ouvriers et soldats, 3 mars

L'abdication

Le délégué Karaoulov s'est présenté à la Douma et a signalé que le tsar Nicolas II a renoncé au trône au bénéfice de Mikhaël Alexandrovitch.

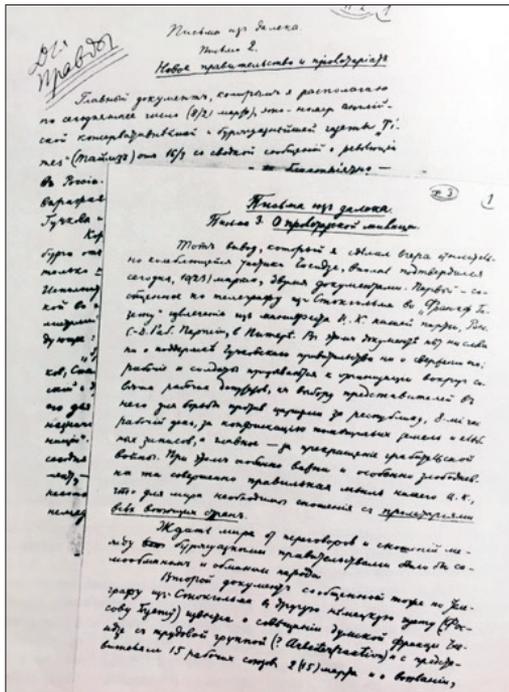
Mikhaël Alexandrovitch à son tour a renoncé au trône au profit du peuple.

Des meetings et des ovations grandioses se déroulent à la Douma. L'enthousiasme est indescriptible.

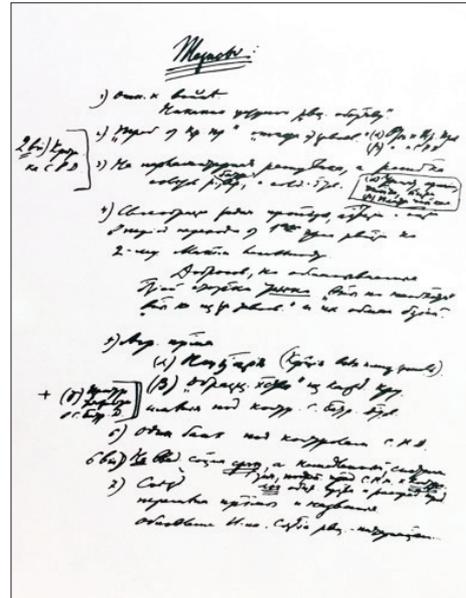


Soviet de Petrograd en 1917





Fac-similé des Lettres de loin de Lénine



Fac-similé des Thèses d'avril de Lénine



Supplément spécial au n° 4 des Izvestias du soviet des députés ouvriers de Petrograd, daté du 3 mars 1917, annonçant l'abdication des Romanov.

Cinéma - Télévision - DVD



Lénine, une autre histoire de la révolution russe

**Un documentaire de Cédric Tourbe
co-écrit avec Michel Dobry et Marc Ferro (1)**

Ce film documentaire qui rompt résolument avec le discours dominant en France depuis une bonne vingtaine d'années sur 1917 est à voir et à faire voir, même si certains éléments sont tout à fait discutables.

Le film montre un certain nombre d'images rares ou carrément inédites, retrouvées récemment au Hoover Institute de l'Université de Stanford, là-même où sont conservées les archives de Trotsky. De plus, le réalisateur a travaillé avec deux spécialistes pour construire son propos : Marc Ferro, qui, à 94 ans, n'a rien perdu de son intérêt pour la révolution russe et le

cinéma, et Michel Dobry, sociologue qui travaille depuis longtemps sur les crises politiques et s'est intéressé notamment à celle qui a vu l'effondrement des régimes dits « socialistes » à l'est de l'Europe.

Centré sur la capitale de l'Empire russe, Petrograd, le tableau vivant de la période révolutionnaire de février à octobre 1917 s'articule à une analyse des

(1) Le film a été diffusé le mardi 28 février 2017 à 20 h 50 sur Arte. On peut le voir en se procurant le DVD auprès d'Arte. Coproduction d'Agat Films & Cie et d'Arte France.

événements et de leurs forces motrices. Heureuse surprise, le point de vue adopté est clairement celui de la lutte des classes qui oppose ouvriers, paysans et soldats à la bourgeoisie, aux propriétaires terriens et au personnel politique. Notamment au travers des slogans des banderoles brandies dans les manifestations, on suit date après date (le film dure une heure trente) la radicalisation des masses révoltées, d'une « journée révolutionnaire » à l'autre.

Au centre de l'attention, le film éclaire le rôle du *soviet*, le conseil ouvrier de Petrograd. Composé majoritairement de « modérés » (mencheviks et de S-R [2]), il est tellement conciliant au début qu'il remet consciemment le pouvoir à la bourgeoisie. Malgré les tensions croissantes, il ménage toutefois toujours son extrême gauche. À l'automne, à mesure du renouvellement des délégués, il devient majoritairement bolchevique et Trotsky retrouve la responsabilité de président qu'il avait occupée en 1905.

Les images sont utilisées intelligemment : malgré quelques plans de coupe d'images documentaires soviétiques datant d'après la révolution, on voit pour l'essentiel des archives de l'année 17 clairement séparées des reconstitutions dans des films soviétiques des années 1920-1960. Ces dernières sont commentées, soit qu'elles construisent un mythe, soit qu'elles correspondent à la réalité. Ainsi, concernant *Octobre* d'Eisenstein, l'image d'un Lénine tribun populaire accueilli à son retour en avril 1917 par une foule déjà convaincue est démontée, alors que celle de la chasse aux bolcheviks en juillet est confirmée.

D'ailleurs, le documentaire rappelle utilement que la radicalisation à droite en réponse au bouillonnement populaire n'était pas une invention *a posteriori* de la propagande soviétique. Les scènes où le général Kornilov pose en matamore devant une cour en uniforme et en frac sont aussi éloquents que celles au cours desquelles Kerenski harangue la foule comme un enfant surexcité d'avoir la Russie comme jouet entre ses mains.

La construction du film autour des images d'archives sort de l'ombre les femmes, si souvent oubliées de l'histoire. Paradoxalement, comme les caméras

n'ont pas franchi les portes des usines en 1917, ce sont les ouvriers qui apparaissent peu dans leurs lieux de travail. Le mouvement des comités d'usine est donc évoqué de façon un peu abstraite (3). On peut aussi regretter que n'apparaissent pas les grèves et mutineries qui se produisent au même moment en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne, car la révolution russe naît de la guerre mondiale et fait bien partie d'une vague de contestation européenne. Le film étant déjà très dense, on accordera au réalisateur qu'il ne pouvait décemment pas tout traiter.

On sera moins indulgent sur d'autres aspects. Le ressort narratif du film est de démontrer que Lénine n'est pas le planificateur omniscient d'une révolution prévue et organisée de A à Z, mais quelqu'un qui poursuit toujours le même but depuis le début de son engagement révolutionnaire : l'insurrection. En 1917, il doit constamment réadapter sa politique en fonction des événements, dédaignant d'abord les soviets conciliateurs avant d'y voir le vecteur de la révolution prolétarienne quand il remarque que le slogan « Tout le pouvoir aux soviets ! » retentit spontanément dans les manifestations antigouvernementales. Il doit aussi combattre les résistances d'un appareil bolchevique ni monolithique ni discipliné.

Comme une claque à l'image de génie surhumain qu'aussi bien les staliniens que les anticommunistes ont donné de lui, ce Lénine improvisateur voire bricoleur serait plutôt sympathique. Le poids des contingences est souligné tout au long du film, de façon souvent narquoise mais finalement assez lourde. Reconnaissons que c'est parfois drôle. Alors que les événements s'accroissent en février à Petrograd, on entend une fanfare de kiosque à musique illustrer les images de la paisible Zurich où Lénine est encore coincé... C'est toutefois faire bon marché des faits : en

(2) Petites erreurs, Tchkhéidze, premier leader du soviét de Petrograd, est présenté comme S-R alors qu'il était menchevik ; et, vers la fin du film, le portrait de Sverdlov est présenté comme étant celui d'Antonov-Ovseenko.

(3) Pour mieux le découvrir, voir S. A. Smith, *Petrograd Rouge, La Révolution dans les usines*, (1983) Paris, Les Nuits Rouges, 2017 (à paraître).

pays neutre, Zurich permettait tous les trafics et autorisait toutes les rencontres. Rien moins que calme, la ville connaissait un essor foudroyant et l'émergence du mouvement Dada montre qu'elle n'était pas une villégiature pour activistes en retraite anticipée...

Si elle ne minimisait le rôle de Lénine que pour insister sur la révolution elle-même, cette vision ne nuirait pas trop à la compréhension des événements de 1917 en Russie. Mais, à la toute fin du film, juste après le récit de l'insurrection d'Octobre, la voix *off* explique tout à trac que Lénine, après avoir pris le pouvoir un peu par hasard et malgré son parti (4), étouffe la démocratie dans les soviets, avant de s'en prendre à la Constituante, puis aux partis de droite, et enfin de gauche, etc. Le diable du Lénine totalitaire, retenu pendant une heure vingt-cinq, jaillit finalement de sa boîte et l'on croit soudain se retrouver devant les productions dont on a été abreuvé depuis la parution du *Livre noir du communisme*.

Cela ne représente que trente secondes du film, mais comme une goutte de goudron suffit à gâter un tonneau de miel (ainsi que Lénine aimait à le répéter), il faut s'y arrêter. Plus que les opinions des auteurs, cette rupture finale de rythme trahit une faiblesse de l'analyse. Entre le mouvement populaire, remarquablement bien décrit dans sa dynamique, et les leaders politiques, fort bien campés, il y a un vide. Le parti de Lénine n'apparaît pas en tant que tel au-delà du cercle restreint des Trotsky, Zinoviev, Kamenev... Plus généralement, la population en révolte n'est traitée qu'« en masse ». Qu'ils fussent bolcheviks, mencheviks, S-R, anarchistes ou sans parti, ceux qui révolutionnent les quartiers, les régiments et les usines sont sinon absents du moins réduits à l'état de silhouettes.

En fait, le point de vue adopté est essentiellement celui de Soukhanov dont les Mémoires sont abondamment cités (5). Son récit est à la fois d'extrême gauche mais finalement anti-bolchevique. En effet, proche des mencheviks-internationalistes, c'est un véritable électron libre du mouvement révolutionnaire, à la fois en désaccord avec les uns et les autres, mais à tu et à toi avec tous. C'est lui qui,

au nom du soviétique, propose en février au libéral bourgeois Milioukov d'assumer le pouvoir, alors qu'en octobre la direction bolchevique se réunit dans son appartement pour voter l'insurrection. Globalement, son regard est perçant, mais il voit plus la mécanique des rapports de force politiques que les processus organiques à l'œuvre dans le social.

Un lecteur ou un spectateur d'aujourd'hui, ne gardant de 1917 que le souvenir scolaire d'un vague prélude au totalitarisme, ne remarquera sans doute pas ces nuances. De notre côté, nous n'avons aucune raison de boudier notre plaisir ni de dissimuler notre intérêt pour un film qui montre si bien le tourbillon révolutionnaire ainsi que les véritables ressorts du succès des bolcheviks. Et si le documentaire fait discuter, tant mieux : cela prouve que cette révolution a encore des choses à nous dire.

Eric Aunoble

(4) Comme ce que décrit Alexander Rabinowitch, *Les bolcheviks prennent le pouvoir*, (1976) Paris, La Fabrique, 2016.

(5) En français, il n'existe qu'une traduction ancienne, partielle et fautive : Nicolas N. Soukhanov, *La Révolution russe – 1917*, Paris, Cercle du nouveau livre d'histoire, 1966.



Lénine expose ses *Thèses d'Avril* au Palais de Tauride à Petrograd.



Les ouvriers et les employés de l'Hôtel des Monnaies à la manifestation du 1^{er} Mai à Petrograd. Sur la banderole : « Vive la Fête internationale du travail ! », « Vive le socialisme ! »



Dessin de Vladimirov. « Lecture à haute voix des Izvestias, 3 mars 1917 », noté de la main du peintre.

États-Unis 1917

Impact de la guerre, écho de la révolution

par Rémy Janneau

« *Le premier pas dans la victoire contre l'Allemagne est l'écrasement des IWW. Tuez-les comme vous tuerez des serpents* » (*Daily World*, journal de l'Oklahoma) (1).
 « *La révolution russe est le plus grand événement de notre vie* » (William Haywood, dirigeant des IWW).

Une exception américaine ?

Outre l'éloignement géographique des principaux théâtres de combat, les États-Unis présentent, en 1917, un certain nombre de particularités. En premier lieu, une quasi-simultanéité entre l'entrée en guerre, le 2 avril, et les premiers développements de la révolution mondiale. Moins d'un mois s'est écoulé, en effet, depuis l'abdication du tsar. Bien qu'à la différence de la plupart des belligérants, les États-Unis n'aient donc pas connu de période d'incubation du défaitisme et de l'esprit révolutionnaire, le double impact de la conscription et des échos de la révolution russe se traduit par une radicalisation des masses encouragée par le refus, tant du syndicalisme révolutionnaire que des socialistes américains, de toute union sacrée. Cette radicalisation, enfin, ne débouchera pas sur une situation révolutionnaire. Les États-Unis connaîtront, en 1919, de puissantes grèves revendicatives et, jusqu'en 1921, des violences sans nom mais rien qui soit de nature à déstabiliser le capitalisme et le système politique, rien qui puisse se comparer aux révolutions qui ébranlent, au même moment, l'Europe et la Chine.

Cette dernière particularité renvoie-t-elle à quelque « *exceptionnalisme amé-*

ricain » (2) ? Dès 1906, dans un livre devenu un « classique » à force d'être répété, Werner Sombart (3), sociologue et économiste alors proche du Parti social-démocrate allemand, concluait à l'« *allergie au socialisme* » d'une classe ouvrière américaine embourgeoisée. « *Les utopies socialistes échouaient à cause du roastbeef et de l'apple pie.* » Cette « *allergie* » a été expliquée depuis par les causes les plus diverses : l'immigration, génératrice de solidarités ethniques plus fortes que la conscience de classe (4), une structure sociale « *américanisant* »

(1) IWW. *International Workers of the World* : organisation syndicaliste révolutionnaire.

(2) Seymour Martin Lipset (1922-2006), cité par Michael Hastings - *Du socialisme en Amérique. Seymour Martin Lipset et le mystère de l'impossible greffe. Revue internationale de politique comparée* – 2008.

(3) Werner Sombart (1863-1941). *Pourquoi n'y a-t-il pas de socialisme aux États-Unis ?* – PUF. 1992. Sous la République de Weimar, Sombart se ralliera à la « *révolution conservatrice* » puis au national-socialisme.

(4) Selig Perlman (1888-1959). Économiste et historien, spécialiste du mouvement ouvrier – *A Theory of the Labor Movement*, New York, Augustus M. Kelley, 1928. Cité par Edward Castleton – *Peut-on être socialiste aux États-Unis ? Hier et aujourd'hui. Cités n° 43* – 2010.

progressivement l'immigré et l'amenant à préférer un prudent réformisme à une révolution susceptible de tout remettre en cause (5), ou encore l'absence de passé féodal et d'une « *révolte libérale révolutionnaire* » (6), condition nécessaire de « *l'idéologie socialiste* ».

Nul ne nie la combativité de la classe ouvrière américaine, la puissance de son syndicalisme (7) ni l'extrême violence de la lutte des classes au pays de Jack London et d'Upton Sinclair (8). Ce qui est systématiquement postulé c'est son refus – et celui de l'ensemble de la société américaine – de toute perspective socialiste.

Au moins pour la période qui nous intéresse, l'audience du Parti socialiste d'Amérique dément pourtant cet « *exceptionnalisme* » : 12 000 élus en 1910, (plus que d'élus travaillistes en Grande-Bretagne), une soixantaine de municipalités socialistes, 55 hebdomadaires lus par un million d'Américains, 900 000 voix soit 6 % des votes populaires aux élections présidentielles de 1912, plus encore en 1920, en pleine hystérie anti-Rouges, alors même que son candidat, Eugene Debs, est détenu au pénitencier d'Atlanta. Cette audience est d'autant plus remarquable qu'à la différence d'une social-démocratie européenne quelque peu assoupie, ce parti se situe clairement sur le terrain du renversement du capitalisme, qu'il intervient activement au sein des IWW et qu'il s'oppose ouvertement aux interventions impérialistes conduites par les Etats-Unis.

Le mouvement ouvrier américain et la guerre

L'hostilité à la guerre aura été, jusqu'au conflit hispano-américain de 1898, une position largement partagée au sein du mouvement ouvrier. En 1897, les Chevaliers du travail (9) et l'AFL s'étaient opposés à un projet d'annexion d'Hawaï et à une proposition d'intervention à Cuba. Au lendemain de l'explosion du Maine dans le port de la Havane (10), *The craftsmen*, organe officiel de l'AFL dans le Connecticut, avait dénoncé « *un plan gigantesque [...] et machiavélique* » visant à « *mettre les Etats-Unis au premier rang des puissances économiques et militaires* », position anti-impérialiste clairement liée

à la lutte des classes : « *Les capitalistes ramasseront la mise et les travailleurs qui oseront demander un salaire décent [...] seront abattus comme des chiens errants.* » Le Parti socialiste ouvrier (11) voyait quant à lui, dans cette guerre, « *un prétexte pour détourner les travailleurs des vrais problèmes* » (12), ce qui lui avait valu l'interdiction d'une manifestation contre la guerre, le 1^{er} mai 1898.

Cette guerre conduite, côté cour sous l'étendard de la « *libération* » de Cuba, côté jardin sous le signe d'une ouverture des marchés, marque le coup d'envoi de la mainmise des Etats-Unis sur leur arrière-cour latino-américaine. Elle s'accompagne au sein de l'AFL, d'une différenciation lourde de conséquences. Samuel Gompers (13) la découvre « *juste et glorieuse* » (14). La *United Mine Workers* se félicite qu'elle ait permis un bond en avant des ventes de charbon et d'acier, épousant, de la manière la plus ouverte, les buts de guerre de l'impérialisme. Une majorité de syndicats, notamment ceux

(5) Pierre Melandri et Jacques Portes – *Histoire intérieure des Etats-Unis au XX^e siècle* – Masson – 1991 – Page 46.

(6) Louis Hartz (1918-1986) - *Histoire de la pensée libérale aux Etats-Unis*, Paris, Economica, 1990. Pages 21-22. Première publication : 1955

(7) En 1916, les effectifs de l'American Federation of Labor (AFL) étaient d'environ 2 millions d'adhérents, ceux des International Workers of the World (IWW) de 70 000 à 100 000 selon les sources.

(8) Upton Sinclair (1878-1968), Jack London (1876-1916) : écrivains américains et militants socialistes. Ils décrivent la violence de la lutte des classes aux Etats-Unis en particulier dans *La Vallée de la lune* (London) et dans *La Jungle* (Sinclair).

(9) Organisation de défense ouvrière fondée en 1876. Elle décline à partir des années 1880 en raison de la concurrence de l'AFL.

(10) Cuirassé américain dont l'explosion, dans le port de La Havane, le 15 février 1898, fournit aux Etats-Unis le prétexte de l'intervention militaire qui fera de Cuba leur protectorat.

(11) Le Parti socialiste d'Amérique naîtra, en 1901, de la fusion de ce Parti socialiste ouvrier, dirigé par Daniel DeLeon et du Parti social-démocrate d'Amérique d'Eugene Debs.

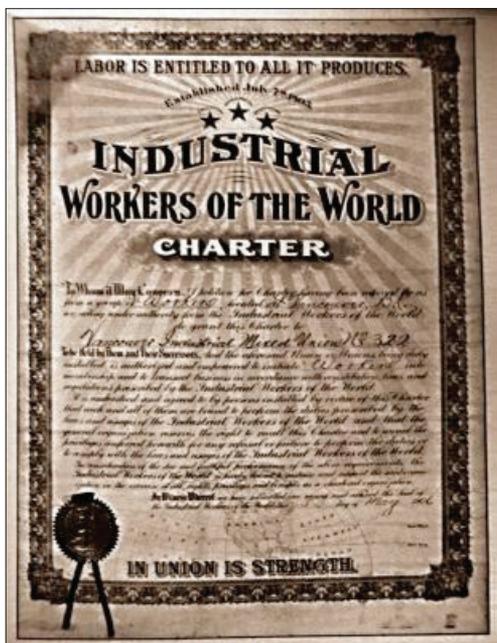
(12) Howard Zinn, *Une Histoire populaire des Etats-Unis*, pages 351 à 353.

(13) Samuel Gompers (1850-1924), président quasi inamovible de l'AFL de 1886 à 1924 (une interruption de quelques mois en 1894-1895).

(14) Zinn, *op. cit.*, page 353.

des typographes, des ouvriers du verre, des chemins de fer, emboîte le pas. En revanche, les ouvriers du cuir, les charpentiers et les métallurgistes restent hostiles à la guerre, à tout le moins sceptiques quant au gain que les travailleurs pourraient en tirer. Ce que l'on peut remarquer, c'est que l'argumentation des opposants à la guerre se situe sur ce seul terrain : une augmentation des salaires résorberait les excédents aussi bien que la guerre, les Etats-Unis disposent de richesses minières qui les dispensent d'aller en chercher aux Philippines... Tout au plus le syndicat des charpentiers souligne-t-il que les ouvriers anglais ne tirent aucun avantage des colonies britanniques.

Le poids de la bureaucratie, la structuration par métiers, favorisent la contamination, chaque syndicat ayant tendance à voir ses intérêts « professionnels » plus que la solidarité anti-impérialiste (15). Cette guerre hispano-américaine montre de manière quasi chimiquement pure comment l'impérialisme a pu recruter ses « lieutenants ouvriers » et corrompre l'aristocratie ouvrière (16). Au tournant du siècle, le ver de l'union sacrée est déjà dans le fruit du syndicalisme « pur », en réalité réformiste.



Affiche des I.W.W.

Ce réformisme, combiné au refus obstiné de syndiquer les travailleurs non qualifiés, les Noirs et les immigrés, laissait un espace pour un autre type de syndicalisme. En juin 1905, naquirent, au congrès de Chicago, les *International Workers of the World (IWW)*, organisation révolutionnaire et internationaliste. D'entrée, l'un de leurs principaux dirigeants, Big Bill Haywood (17), salua la révolution russe : « *La voie ouverte par les russes, c'est la voie de notre avenir américain, de l'avenir du monde entier* » (18). A l'approche de la guerre, cette position internationaliste sera constamment réaffirmée : « *Propagande antimilitariste en temps de paix, défense de la solidarité entre les ouvriers du monde entier et, en temps de guerre, grève générale de toutes les industries* » (19).

Contrairement à son homologue français, le syndicalisme révolutionnaire américain ne nourrissait aucune hostilité à l'égard du Parti socialiste. Eugene Debs, Daniel DeLeon jusqu'en 1908, Big Bill Haywood jusqu'à son exclusion en 1912, siégeaient à la direction des deux organisations. Ce parti, en effet, se caractérisait, lui aussi, par des positions internationalistes jamais démenties. Lors du vote de la guerre par le Congrès, la convention de Saint-Louis la dénoncera comme « *un crime contre le peuple des Etats-Unis* » (20).

(15) Cette vision étroitement corporative était elle-même à courte vue. Si la guerre entraîna certaines créations d'emplois et une hausse temporaire des salaires, elle se solda également par une flambée des prix. En l'absence d'impôt sur le revenu, le coût de la guerre, financée essentiellement par des taxes sur le sucre et le tabac, fut supporté par les plus pauvres. Gompers lui-même admettait, en privé, que le pouvoir d'achat des travailleurs qu'il était censé défendre avait chuté... de 20 %.

(16) Pour ne prendre que cet exemple bien connu, Gompers percevait de l'AFL un salaire égal à celui d'un grand patron... de manière à traiter d'égal à égal !!

(17) William Didley Haywood (1869-1928). L'un des principaux dirigeants des IWW. Se réfugia en Russie soviétique en 1920 pour échapper à la répression.

(18) Cité par Sam Ayache, in *Cahiers du mouvement ouvrier* n° 27 (août-septembre 2005). (19) Résolution adoptée par la 10^e convention (1916).

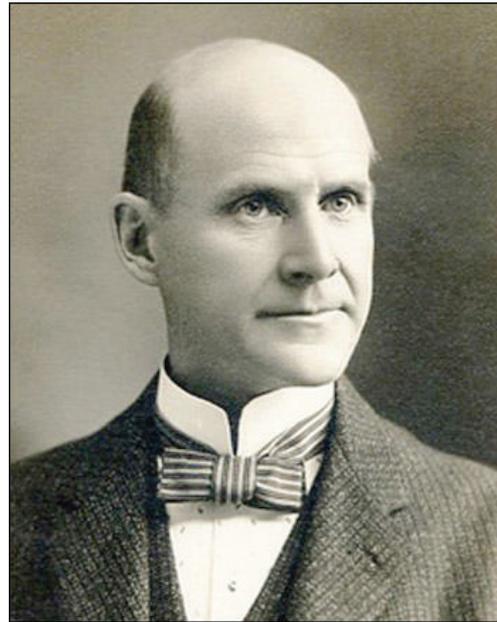
(20) Cité par Zinn, *op.cit.*, page 413.

Les résistances à la guerre

Le jeune *sammy* accourant dans l'enthousiasme pour aider « *La Fayette* » (21) relève de l'imagerie patriotique ou de l'atlantisme complaisant. Le moins que l'on puisse dire est que l'on ne se bouscule pas aux portes des bureaux de recrutement. Les exhortations de Wilson (22) à « *sauver la démocratie dans le monde* » restent sans effet : on attendait un million de volontaires, ils sont 73 000 ! Les partisans de la guerre ne ménagent pourtant pas leurs efforts. Un *Comité d'information publique* fondé à l'initiative du Congrès déploie 75 000 orateurs qui jusque dans les villages les plus reculés martèlent, discours après discours, combien la guerre est juste. Version américaine du social-patriotisme, Samuel Gompers prend la tête d'une *Alliance for Labor and Démocratie* fondée par le gouvernement pour « *unifier le sentiment national* » (23) en faveur de la guerre. De nombreux syndicalistes de l'AFL y adhèrent. Quelques personnalités socialistes comme l'écrivain Upton Sinclair et l'avocat Clarence Darrow (24) joignent leur voix à ce concert belliciste.

Une telle débauche d'énergie n'a d'égale que les réticences de l'opinion ce qui, dès le mois de mai, amène le Congrès à instaurer la conscription. Les jeunes Américains lui opposent une résistance multiforme, de l'objection de conscience (25) à la manifestation ouverte contre la guerre, en passant par la demande d'exemption (26) et la remise d'une fausse adresse (27).

Le refus de la guerre ne se limite pas aux conscrits. Sa traduction la plus spectaculaire se situe sur le terrain électoral. Avec un score de 22 %, le parti de Debs quintuple, en effet, ses voix à l'occasion des élections municipales de New York. A Chicago, il passe de 3,6 % en 1915 à 34,7 %, à Buffalo de 2,6 à 30,2 %... Ces votes sont l'expression d'une lame de fond. Les meetings pacifistes se multiplient, regroupant des milliers de participants. Dans le Minnesota, 20 000 fermiers défilent contre la guerre, la conscription et l'enrichissement abusif. A Boston, le 1^{er} juillet 1917, 8 000 manifestants mettent clairement en cause l'impérialisme américain :



Eugene Debs en 1897

« *Qui a volé Panama ? Qui a écrasé Haïti ? Nous voulons la paix !* » (28) Dans l'Oklahoma, des socialistes envisagent de faire sauter un pont ferroviaire et de couper les lignes télégraphiques pour stopper l'enrôlement. Une marche sur Washington est envisagée. Il faudra procéder à 450 arres-

(21) Général Pershing : « *La Fayette nous voici !* »

(22) Woodrow Wilson (1856-1924) - Président des Etats-Unis de 1913 à 1921.

(23) Zinn, *op. cit.*, page 414.

(24) Clarence Darrow (1857-1938) – Avocat. Défenseur d'Eugene Debs en 1894 puis de Big Bill Haywood en 1907. Il s'illustrera, en 1925, dans le célèbre « *procès du singe* » à l'issue duquel il fera acquitter l'instituteur John Thomas Scopes, déféré devant le tribunal de Dayton pour avoir enseigné la théorie de Darwin.

Parmi les socialistes ayant finalement cédé aux sirènes du social-patriotisme, il nous semble juste de rappeler également, et en dépit de l'admiration que nous gardons pour l'écrivain, le cas de Jack London (décédé l'année précédente) qui avait, dès 1914, appelé à une guerre « *contre les Huns* ».

(25) Les objecteurs de conscience sont enchaînés dans des pénitenciers dans des conditions inhumaines.

(26) Selon le *Herald* de New York du 1^{er} août 1917, 90 des 100 premiers Américains incorporés auraient demandé à être exemptés.

(27) Ces formes de résistance sont largement évoquées dans la presse.

(28) Cité par Zinn, page 420.

tations pour empêcher la réalisation de ces projets. Un journal conservateur de l'Ohio s'inquiète : « *Peu d'observateurs seraient en mesure de nier que si une élection avait lieu prochainement, un raz-de-marée socialiste submergerait sans doute le Middle West [...] Jamais le pays ne s'est embarqué dans une guerre plus impopulaire* » (29).

Terreur au pays de l'Oncle Sam

Pour briser ces résistances, en juin 1917, le Congrès complète la loi sur la conscription par l'*Espionage Act* : toute incitation à l'insubordination, à la trahison (notion extensible s'il en fut !), à la mutinerie, d'une manière générale, toute obstruction au recrutement, est passible de peines de prison pouvant aller jusqu'à vingt ans. 900 personnes sont incarcérées en quelques semaines. 2 000 condamnations seront finalement prononcées au titre de cette loi.

La répression vise plus particulièrement les socialistes et les wobblies (30). Kate Richard O'Hare et Charles Schenck écotent, l'un de six mois de prison, l'autre de cinq ans de pénitencier pour avoir distribué des tracts hostiles à la guerre. Une peine plus lourde encore frappera Eugene Debs, l'année suivante : dix ans de pénitencier pour avoir harangué la foule devant la prison où étaient internés trois socialistes : « *La classe des maîtres déclare les guerres et ce sont leurs sujets qui se battent.* » Huit mois après l'Octobre russe, le discours faisait le lien avec la révolution mondiale : « *Oui, bientôt nous nous saisirons du pouvoir dans ce pays et, partout dans le monde, nous détruirons toutes les institutions esclavagistes et dégradantes du capitalisme pour en fonder de nouvelles, à la fois libératrices et humaines. [...] C'est le crépuscule du capitalisme. C'est l'aube du socialisme. [...] Le jour venu, l'heure sonnera et notre grande cause triomphante [...] proclamera l'émancipation de la classe ouvrière et la fraternité entre les hommes* » (31).

En septembre 1917, 48 locaux du syndicat révolutionnaire sont simultanément investis. 165 dirigeants sont arrêtés et inculpés, au titre de l'*Espionage Act*,

pour conspiration visant à entraver la conscription et à encourager la désertion mais aussi, en un amalgame significatif, pour intimidation dans le cadre des conflits du travail. 101 seront condamnés à de lourdes peines de prison.

A la terreur d'Etat s'ajoutent la chasse à l'homme et la répression privée. Des milices multiplient les violences, en toute impunité. Le cas de Franck Little, dirigeant des IWW lynché à mort à l'occasion d'une grève des mineurs du Montana, n'est pas isolé. Nombre d'autres militants tombent sous les coups des milices patronales ou de « *groupes d'autodéfense* ». Les bureaux des IWW sont systématiquement mis à sac, leurs meetings dispersés par des bandes armées. L'*American Prospective League* s'introduit chez les suspects, perquisitionne en toute illégalité, viole le secret de la correspondance. La presse appelle à la délation. Au début de l'année 1918, le ministre de la Justice, Thomas Walt Gregory, peut s'enorgueillir : « *Jamais dans son histoire ce pays n'aura été aussi bien surveillé* » (32).

La lutte des classes continue

En dépit de ces conditions difficiles, non seulement la lutte des classes ne s'arrête pas mais elle s'intensifie. Les organisations syndicales se renforcent. Le gouvernement américain use, comme il se doit, de la carotte et du bâton. A l'AFL, qui collabore au *War Labor Board* (33), il n'hésite pas à octroyer d'importantes concessions, en particulier la journée de 8 heures dans les aciéries, traditionnellement hostiles à toute limitation de la durée du travail. Il

(29) Beacon-journal d'Akron – Cité par Zinn, pages 413-414.

(30) Militants des IWW.

(31) Zinn, page 417. Debs purgera finalement trente-deux mois de pénitencier en Virginie occidentale puis à Atlanta. Il sera gracié en 1921, à l'âge de 66 ans.

(32) Zinn, page 419.

(33) Bureau national du travail de guerre : organe tripartite gouvernement-patronat-syndicats (c'est-à-dire AFL) mis en place durant la Première Guerre mondiale pour réguler les relations sociales au mieux de l'effort de guerre.

n'en combat que plus durement les grèves conduites et soutenues par les IWW. Ces derniers parviennent notamment à organiser, dans l'Ouest et le Midwest plusieurs centaines de milliers d'ouvriers saisonniers dont la résistance impose de meilleures conditions de travail. Dans le sud profond et sur la côte pacifique, une grande grève des travailleurs forestiers, également affiliés aux IWW, impose une journée de 8 heures qui ne doit rien à la sagesse de « *magnats forestiers visionnaires* » (34). Les mines de cuivres d'Arizona sont également paralysées.

Dans l'industrie, ressurgit la vieille question de la syndicalisation par métiers ou par branche d'industrie. L'AFL reste attachée à un syndicalisme de métier excluant, nous l'avons vu, les ouvriers non qualifiés, les Noirs et les immigrés. Les IWW, favorables aux fédérations d'industrie, ont été traversés, quelques années plus tôt, par le débat suivant : fallait-il essayer de construire des fédérations d'industrie dans l'AFL, très largement majoritaire, en groupant puis en fusionnant, face au patronat, des syndicats de métiers sur la base de leurs intérêts communs, ou les organiser directement à l'extérieur ?



William Foster (1881 – 1961)

William Foster (35), favorable à la première solution s'était heurté, en 1911, à Haywood pour qui l'AFL devait être détruite. Foster avait alors quitté les IWW pour fonder une Ligue Syndicaliste dont l'objectif était de créer des noyaux révolutionnaires au sein de la vieille centrale.

La question se repose très concrètement, en 1917, aux abattoirs de Chicago (36) où Foster parvient à organiser solidement les travailleurs décapités par une sévère défaite en 1904. Ensuite, il s'attaquera aux aciéries où éclatera, en 1919, une grève de trois mois extrêmement dure. Ces efforts resteront sans lendemain, les dirigeants de l'AFL s'empressant, écrit Daniel Guérin, de « *détruire l'œuvre [de Foster] dès qu'il eût le dos tourné pour se consacrer à d'autres tâches* ». Ils marquent néanmoins une étape importante de l'histoire du mouvement syndical américain. Ils constitueront, en effet, un précieux point d'appui, dans les années 1930 pour John Lewis et les fondateurs du *Congress of Industrial Organizations* (CIO).

Débat au sein des IWW

Cette continuité de la lutte des classes *stricto sensu* va aussi avoir ses effets pervers. La guerre n'est-elle pas un piège visant à détourner les travailleurs de la seule tâche qui vaille : renforcer le syndicat et faire prévaloir sur toute autre considération leurs intérêts matériels et moraux ? Cette question traverse les IWW dès l'entrée en guerre. Un débat particulièrement vif oppose alors Franck Little à Big Bill Haywood (37). Fidèle à la résolution de 1916 et aux positions traditionnelles du syndicalisme révolutionnaire, Little propose une lutte ouverte contre la guerre et, plus précisément, à partir de mai, contre la conscription : « *Les IWW s'opposent à toutes les guerres et doivent faire tout ce*

(34) Cité par J. Grevin – *IWW, les hésitations face à la Première Guerre mondiale* – <http://fr.internationalism.org/book/export/html/1818>.

(35) William Foster (1881-1961) – Lors de son séjour en France, il avait collaboré à *La Vie ouvrière* et s'était lié d'amitié avec Pierre Monatte. Il rejoindra, par la suite, le Parti communiste américain. En 1929, il en deviendra le secrétaire général en remplacement du « boukharinien » Jay Lovestone.

(36) Question essentielle dans le contexte de l'économie de guerre. Il est significatif que Daniel Guérin (*Histoire du mouvement ouvrier américain* – Maspero – 1968) lui consacre la totalité du chapitre sur l'année 1917. Pages 47 à 49.

(37) Alors secrétaire général et trésorier de l'organisation.

qui est en leur pouvoir pour empêcher les ouvriers de rejoindre l'armée. » Suivi par une majorité du bureau exécutif fédéral, Haywood s'oppose, au contraire, à toute action susceptible de mettre en péril l'organisation et de détourner les travailleurs de la lutte purement syndicale. Ralph Chaplin (38) fait adopter un compromis : une résolution dénoncera la guerre mais les wooblies mobilisés manifesteront leur opposition par une simple demande d'exemption ainsi motivée : « *IWW, opposé à la guerre.* » Toute agitation cesse. Les brochures et les affichettes antimilitaristes sont retirées de la circulation.



William Dudley Haywood
(dit Big Bill Haywood) 1869 – 1928

Le courage des dirigeants des IWW n'est pas en cause. On est très loin, certes, de la grève générale annoncée l'année précédente mais, à la différence des bureaucrates de l'AFL, aucun ne s'est rallié à la version américaine de l'Union sacrée. Aucun n'a invité les jeunes américains à se ruer au carnage. Il faut chercher les racines de ces divergences dans des différences d'appréciation quant à la place du syndicalisme dans la société américaine et quant à la signification de l'entrée en guerre des États-Unis. Proche d'Haywood, Ben Williams, éditeur de *Solidarity*, résume ainsi l'argumentation de la majorité : « *En cas de guerre, nous voulons que le One Big Union sorte plus fort du conflit avec plus de contrôle sur l'industrie qu'avant.*

Pourquoi sacrifierions-nous les intérêts de la classe par égard pour quelques parades et quelques manifestations anti-guerre bruyantes et impuissantes ? » (39). En clair, moyennant que les IWW s'abstiennent de toute action antimilitariste, la lutte syndicale devrait pouvoir continuer comme en temps de paix. La guerre n'est pas, de toute évidence, aux yeux des dirigeants des IWW, un prolongement de la lutte des classes par d'autres moyens mais un simple dérivatif visant à en détourner la classe ouvrière. Le syndicat se doit fort logiquement d'éviter le « piège » et de continuer à défendre les « *intérêts de classe* » sans risquer de compromettre, par des manifestations anti-guerre inutiles et inconsidérées, le renforcement du *One Big Union*, du « *grand syndicat* ». Dans une lettre à Franck Little, Haywood se montre, à cet égard, particulièrement tranchant : « ***La guerre mondiale a peu d'importance comparée à la grande guerre de classe*** » (40). Cette erreur d'appréciation va être mortelle, d'autant que cette attitude prudente pour ne pas dire attentiste ne s'accompagne – et c'est logique – d'aucune mesure d'entrée en clandestinité, d'aucune précaution visant à assurer la sécurité des dirigeants, *a fortiori* des militants, lancés, sans couverture d'aucune sorte, face à un Etat et un patronat déterminés à les éliminer.

Les IWW sont frappés, en effet, moins pour les actions qu'ils mènent qu'en raison de ce qu'ils représentent et du rôle qu'ils pourraient être amenés à jouer dans une crise révolutionnaire. D'où une répression quasi aveugle qui se traduira l'année suivante par une épuration de masse, les tribunaux condamnant à de lourdes amendes et à plusieurs dizaines d'années de prison, y compris d'anciens adhérents ayant quitté l'organisation avant la guerre voire des morts comme Franck Little, assassiné en septembre 1917 ! Enveloppés dans la

(38) Ralph Chaplin (1887-1961) – Rédacteur en chef de l'organe des IWW *Solidarity*. Fera partie des 101 militants condamnés en vertu de l'*Espionage Act*.

(39) Grevin, *op. cit.*

(40) Grevin, *op. cit.*

même hystérie répressive, 250 étrangers d'origine russe seront expulsés, parmi eux les anarchistes Alexander Berckman et Emma Goldman qui gagneront la jeune république soviétique. Décapités, les IWW ne s'en relèveront pas.

L'aube d'une révolution ?

Il est deux manières aussi détestables l'une que l'autre d'écrire – ou de récrire – l'histoire. La première consiste à pointer sévèrement, avec le double avantage de connaître la suite et de vivre des temps moins troublés, les erreurs que les socialistes ou les IWW n'avaient pas le droit de commettre ! La seconde sanctifie le fait accompli : si la révolution n'a pas triomphé aux Etats-Unis, c'est qu'elle y était impossible...

Il convient donc d'évaluer, en évitant ces deux écueils, les chances d'une révolution dans un pays qui allait bientôt connaître une artificielle et trompeuse « prospérité » et devenir le royaume de Babitt (41). Les résistances à la guerre, les grèves parfois très dures qui marquent cette année 1917, s'inscrivent indéniablement dans la vague révolutionnaire qui va marquer l'immédiat après-guerre. Même si elle est peu mentionnée explicitement, l'influence de la révolution russe est déjà perceptible dans les discours. Après *Octobre*, elle attirera les révolutionnaires américains, en particulier les adhérents des IWW, « *comme des mouches* » (42).

La « peur des Rouges » (*red scare*) va s'emparer, pour plusieurs années de tous les tenants de l'ordre établi.

Cependant – et là réside sans doute le facteur déterminant – la révolution attaque cette fois le maillon le plus solide de la « chaîne impérialiste ». Avec une « économie de championnat », dopée par les commandes d'une Europe qui se suicide, créanciers du reste du monde, flanqués d'un syndicalisme réformiste de masse à la dévotion de « sa » bourgeoisie, les Etats-Unis semblent en mesure d'absorber, au moins dans un premier temps, l'onde de choc des années 1917-1920. Chant du cygne des mouvements révolutionnaires ou aube d'une révolution socialiste ? Dans le long terme, rien n'est tranché.

Rémy Janneau

Un article sera consacré, dans un prochain numéro, à la crise qui va secouer les Etats-Unis en 1919 et 1920.

(41) Babitt – Personnage d'un roman de Sinclair Lewis publié en 1922. Babitt incarne, selon la formule consacrée, « l'Américain moyen » c'est-à-dire une petite bourgeoisie satisfaite d'elle-même, conservatrice et viscéralement attachée à *l'American way of life*. Cette couche sociale était censée garantir la stabilité de la société américaine.

(42) James P. Cannon.

Les perles du centenaire

par Frank La Brasca

Il était prévisible que cette année du centenaire de la révolution d'Octobre, à l'heure des Trump, Le Pen, Fillon et Macron, serait l'occasion pour les médias d'exhaler toute leur exécration pour cet événement fondateur dont le spectre hante leurs donneurs d'ordres et de se faire les porte-voix de tous les « spécialistes » souvent auto-proclamés qui, faute de poursuivre leurs brillantes carrières universitaires ou éditoriales dans la « soviétologie » pour cause de défection de l'« Empire du Mal », entrent volontiers dans la carrière des grands prêtres de Clio pour revisiter à leur manière les « Dix jours qui ébranlèrent le monde ».

L'année 2017 est encore dans les langes, mais on peut d'ores et déjà dire que nous sommes gâtés et qu'un grand cru d'inepties sentencieuses et de falsifications grotesques s'annonce pour les mois qui viennent.

Dans un premier temps, relevons quelques exemples tirés de deux publications qui ont consacré des numéros spéciaux de leurs premières livraisons de l'année à l'événement.

1- Le Figaro Histoire, février-mars 2017, n° 30

A tout seigneur, tout honneur, nous ouvrons le ban avec ce numéro spécial du supplément du quotidien de droite qui, dès le titre, annonce en quelque sorte la couleur : « *Les neuf mystères de la révolution russe.* »

L'éditorialiste Michel De Jaeghere intitule son papier « *Le mal court* » et, prenant ses distances avec les interpréta-

tions courantes, celle des marxistes bien entendu mais aussi celle des libéraux qui insistent exagérément selon lui sur les progrès économiques et sociaux qu'avaient permis les réformes de Stolypine, il attribue la responsabilité de « *la catastrophe qui allait emporter en 1917, la Russie des tsars* » à un manque de poigne tant du pouvoir impérial que des dirigeants de la révolution de février :

« *Ce que révèle, par-dessus tout, l'expérience des deux révolutions russes, c'est l'impasse d'une politique qui ne choisit pas franchement son cap, alternant concessions partielles et timides (1) tentatives de reprise en main. Si Lénine fit, avec ses adversaires, la différence, ce n'est pas pour avoir incarné mieux qu'eux les aspirations de la population (2) : c'est qu'appuyé sur la force que recèle, quand on la libère, la soif de revanche sociale, il ne mit, arrivé au pouvoir, plus aucune limite à la violence de l'Etat.* » Bref, la fameuse barbarie asiatique, vous dit-on, voilà qui explique l'aberration qu'est pour ces messieurs la volonté d'un peuple d'obtenir le pain et les roses.

C'est à l'immanquable Stéphane Courtois qu'est confié le morceau de « bravoure » du dossier consistant en un « Lénine bashing » qui tranche même avec les jugements déjà peu amènes des précédents intervenants (l'Immortelle secrétaire perpétuelle Hélène Carrère d'Encausse qu'on ne présente plus, Jean-Christophe Buisson, directeur adjoint du « Figaro Magazine » et auteur

(1) C'est nous qui soulignons.

(2) *Idem.*

de l'ouvrage 1917. *L'année qui a changé le monde* [3], l'universitaire Jean-Pierre Arrignon [4], Alexandre Jevakoff [5]).

Le directeur de recherche honoraire au CNRS et enseignant à l'Institut catholique d'études supérieures de La Roche-sur-Yon (une institution, n'en doutons pas, qui a sûrement très à cœur la laïcité républicaine) présente ainsi Lénine : « *L'inventeur du totalitarisme. Créateur du Parti-Etat monopolisant pouvoirs politique, économique et culturel, promoteur de massacres de masse destinés à imposer le règne de "l'homme nouveau", Lénine fut bien l'instigateur de l'un des systèmes politiques les plus meurtriers de l'histoire.* » Fermez le ban !

Notre enseignant-chercheur de s'affliger ensuite de voir Lénine échapper (selon lui) aux foudres qui frappent les autres dictateurs :

« *Alors que Staline, Mao, Pol Pot, Ceausescu et même Castro, sont aujourd'hui reconnus – sauf par Mme Royal – comme des tyrans cruels, responsables d'immenses tragédies, Lénine demeure intouchable.* »

Une petite touche de psychanalyse de café du commerce tout de même évoquant la mort du père en 1886 et l'exécution du frère aîné l'année suivante :

« *Privé de la tutelle paternelle, dans une famille désormais stigmatisée par la bonne société, et empli d'un immense désir de vengeance, Vladimir s'engagea dans le mouvement révolutionnaire de tendance marxiste.* »

Evoquant la déportation du jeune révolutionnaire en 1897, Stéphane Courtois juge qu'elle se déroula dans « *des conditions très acceptables* » et estime que, dans son exil de Londres, Lénine vivait « *en rentier* ».

Grand théoricien, M. l'enseignant-chercheur nous apprend que dans *Le Manifeste* de 1848, Karl Marx « *appelait* » (sic !) « *à une lutte des classes impitoyable entre "bourgeois et prolétaires"* », ignorant sans doute que pour les marxistes la lutte des classes est un phénomène aussi objectif que la température d'ébullition de l'eau et qu'on n'a jamais vu une casserole remplie de ce liquide se mettre à bouillonner sous l'injonction d'un quelconque appel de la ménagère !

Il est à souhaiter que le professeur

Courtois soit plus clément pour ses étudiants de La Roche-sur-Yon que pour le mauvais sujet, sous des dehors de bon élève, qu'est, selon lui, le révolutionnaire russe sur le carnet de notes fictif duquel il appose ce verdict péremptoire et sans appel :

« *Lénine devint très vite l'une des personnalités du mouvement marxiste russe et se fit remarquer par son intransigeance doctrinale, la violence de ses polémiques, sa maniaquerie raisonneuse et le côté scolastique et rhétorique du bon élève qui, s'il connaît bien les livres, connaît mal le monde réel* » (6).

Comment, dans un tel contexte, s'étonner que notre historien nous ressorte la thèse éculée de l'argent allemand :

« *Or très vite, venant de Suisse et infiltré en Russie par les services secrets allemands, Lénine se lança dans une violente offensive contre les nouvelles autorités (...). Avec une détermination sans faille et grâce à une intense propagande financée par l'agent (sic) allemand (7), il réussit en quelques mois à rallier à ses vues la plupart de ses affidés bolcheviks, d'abord très réticents.* »

Une campagne financée comment ? Par quel a(r)gent allemand qui demeure curieusement anonyme, alors même que l'utilisation par l'auteur de l'article défini laisse supposer qu'il l'a parfaitement identifié ? Nous n'en saurons pas davantage.

Après quoi, passez muscade, c'est un jeu d'enfant que de suggérer cette autre ineptie historiographique qu'est celle du putsch minoritaire d'une poignée de soudards endoctrinés pour expliquer le 7 novembre :

« *Il (Lénine) réussit à organiser, le 7 novembre 1917 à Petrograd, un coup de force et à s'y emparer du pouvoir (...). Dans une formidable anarchie, Petrograd*

(3) Paris, Perrin, 2016, 400 pages. Compte rendu par Gérard Courtois dans *Le Monde*, 17 février 2017.

(4) Jean-Pierre Arrignon, *Russie*, PUF/Clio « Culture-Guides », 2008, 432 pages.

(5) Alexandre Jevakoff, *La Guerre civile russe 1917-1922*, Paris, Perrin, 2017, 688 pages.

(6) C'est nous qui soulignons.

(7) *Idem*.

fut livrée au pillage, accompagné de tous les abus – viols, assassinats, etc. » (8).

Et dire que, malgré des révélations de cette trempe, il est encore des esprits forts qui nient l'intervention du Malin dans l'histoire !

Autre exemple éclatant de probité scientifique, la citation de cette échange qui aurait eu lieu entre le commissaire du peuple à la Justice et Lénine en janvier 1918, qui n'est étayée par aucune référence permettant de s'y reporter, comme c'est pourtant la norme élémentaire que tout enseignant s'efforce d'inculquer à ses ouailles lycéennes ou universitaires :

« En janvier 1918, le commissaire du peuple à la Justice, Steinberg, protesta auprès de Lénine : "A quoi bon un commissariat du peuple à la Justice ? Autant l'appeler commissariat du peuple à l'extermination sociale, et la cause sera entendue. Excellente idée, répondit Lénine. C'est exactement comme cela que je vois la chose. Malheureusement, on ne peut pas l'appeler ainsi." »

2- L'Obs, numéro double 2720-2721, du 22 décembre 2016 au 4 janvier 2017

Sous le titre plus sobre : « 1917. L'année où tout a basculé », l'organe de la gauche « bobo », consacre lui aussi un grand dossier à Octobre.

L'éditorial du journaliste et romancier François Reynaert se démarque pourtant peu de l'hostilité affichée par son confrère conservateur.

Evoquant la révolution bolchevique, ce « fin » analyste nous apprend en effet que :

« En prenant le pouvoir lors de la révolution d'Octobre, Lénine et les bolcheviks ont réussi à étouffer les espoirs démocratiques nés de la révolution de février. Ils ont aussi déclenché une guerre civile » (9) qu'ils auraient pu perdre » (10).

C'est le directeur-adjoint de l'hebdomadaire, Pascal Riché, un ancien de *Libération*, dont les ouvrages oubliés concernent de tout autres sujets, qui est chargé de l'article de fond sur Octobre.

Jouant, lui, contrairement au dramaturge Courtois, la carte minimaliste, il

l'intitule : « Octobre 1917 ? Une simple échauffourée ! », et, pour faire bonne mesure et allégeance à la « thèse » du coup d'Etat, il l'assortit de ce sous-titre presque méprisant :

« Pendant plus de soixante-dix ans, les Soviétiques ont célébré comme un moment héroïque la **révolution bolchevique** (11). Dans les faits (12), ce ne fut qu'un simple coup d'Etat contre un pouvoir agonisant, très éloigné de l'embrasement populaire de février. »

Mais les « Soviétiques » ne sont pas seuls en cause, tous ceux qui, « dans diverses langues », ont vibré à la lecture des pages de John Reed ou en visionnant le grand film d'Eisenstein projeté pour le dixième anniversaire de 1927, pauvres naïfs, se voient rappelés à l'ordre par l'observateur si bien autorisé qu'est M. Pascal Riché :

« Oubliez toutes ces images. Il n'y a pas eu de "révolution" le 25 octobre (soit le 7 novembre dans notre calendrier, la Russie utilisant alors encore le calendrier julien, un truc à rendre fous les professeurs d'histoire [13]). »

Circulez, il n'y avait rien à voir, que des « rebondissements d'opérette » qui, bien sûr, « prêteraient presque à rire » les esprits forts de la rédaction de *L'Obs* et leur lectorat averti si, hélas !, lesdits rebondissements primesautiers « (...) n'avaient eu pour conséquence l'accouchement d'un système totalitaire dans lequel vit encore un quart de l'humanité (Chine, Corée du Nord, Vietnam, Laos, Cuba) ». Après cette entrée en matière, le même Pascal Riché assisté cette fois de Maël Thierry, que l'« Observatoire des inepties de la propagande anti-Mélenchon » (eh oui, cela existe, tant il est vrai que l'on trouve de tout sur la toile) qualifie méchamment de « journaliste d'investigation mondaine », nous gratifie, on ne comprend pas trop pour

(8) On admirera la précision de la locution !

(9) C'est nous qui soulignons. Sans doute en organisant minutieusement l'intervention contre eux-mêmes des armées des principaux Etats impérialistes !

(10) Les imprudents !!!

(11) Les caractères gras sont de l'auteur de l'article (Pascal Riché).

(12) Là encore, lesquels ?

(13) Plût au Ciel qu'il n'y eût que les professeurs d'histoire que l'évocation de la révolution rende fous !

quelle raison, d'une conversation à trois voix entre des personnages dont le rapport avec la révolution d'Octobre, à supposer qu'il ait jamais été substantiel, est loin d'être de nos jours aussi évident.

Les trois « experts » convoqués à la barre sont en effet Daniel Cohn-Bendit, Dany le Rouge passé au vert et devenu aujourd'hui soutien d'Emmanuel Macron, Jean-Christophe Cambadélis, première secrétaire du PS, et enfin le cinéaste et ancien militant de la JCR, Romain Goupil.

En toute modestie, cet aimable échange de salon s'intitule : « *La Révolution, la gauche et nous* », et est présenté ainsi par les deux journalistes :

« *Pour Daniel Cohn-Bendit et Jean-Christophe Cambadélis, 1917 a changé la gauche et déterminé leurs choix politiques* (14). *L'ex-leader de Mai 68 s'est construit dans une opposition radicale au communisme* (15). *Le futur patron du PS s'est nourri des récits de la révolution russe et a fait ses armes dans une organisation trotskiste. Pour "l'Obs, ils ont accepté d'en débattre. Avec le concours d'un soixante-huitard, le réalisateur Romain Goupil, vieil ami de "Dany", qu'il accompagnait ce jour-là.* »

Soyons justes, on ne peut nier à « Dany » le mérite de la sincérité quand il affirme :

« *Je n'ai jamais été communiste ni trotskiste ! Communisme et libertaire, c'est un oxymore qui ne fonctionne pas ! Et j'ai eu la chance d'avoir un grand frère, de neuf ans mon aîné, qui avait fait toutes les conneries : il a été sartrien, trotskiste, il a été à la IV^e Internationale, il a même trouvé LO sympathique...* » (16).

Effectivement, avec un exemple aussi déplorable, on comprend que le petit frère ait pu être déboussolé !

C'est peut-être ce choc terrible qui explique pourquoi il peut affirmer aujourd'hui :

« *Pour l'avenir de la Russie à l'époque, l'idéal aurait été la victoire des mencheviks. Cela aurait permis une évolution positive dans un moment politique difficile pour les Russes et, par la suite, la naissance d'une démocratie, disons bourgeoise ...* »

Oui ! Disons-le !

Mais Jean-Christophe Cambadélis n'est pas loin, lui non plus, de le

dire, même si, plus prudent que son ami « Dany », il s'abrite pour ce faire derrière l'autorité de cet autre « expert » en marxisme qu'était François Mitterrand !

« *J'ai eu de nombreuses discussions avec François Mitterrand sur la révolution russe, et il défendait la même thèse* (sourire) (17) : *le gouvernement provisoire d'Alexandre Kerensky permettait une transition démocratique. Mais Mitterrand me disait : "La révolution, on la fait quand elle vient. Quand elle ne vient pas, vous, les trotskistes* (18), *vous construisez un petit parti qui attend qu'elle vienne, et vous perdez beaucoup de temps. Pendant ce temps-là, vous n'améliorez pas la situation."* »

Tandis qu'avec le tournant de la rigueur de 1982 les gouvernements Fabius, Cresson, Rocard, Bérégozovoy, les deux cohabitations avec la droite, elle s'est évidemment énormément améliorée, cette satanée situation !

Pour ne pas être en reste, M. Goupil tient à ajouter à ce concert sa voix savante et sa sagesse d'arbitre des conflits sociaux, allergique à toute contestation, aussi bon enfant soit-elle. On lui demande si la mémoire de 1917 ne serait pas un peu responsable d'une « *forme de schizophrénie de la gauche qui caresse l'idée de révolution mais se montre, dans les faits, réformiste* » et voilà sa réponse :

« *C'est vraiment le problème. Il n'y a eu en France ni Bad Godesberg (...) ni aggiornamento. Quand tu entends Nuit debout ou les frondeurs (...). Ceux qui assument la rupture avec la révolution sont forcément des traîtres. Dans une manif*

(14) Nos deux compères ont sans doute oublié de préciser qu'il s'agissait surtout de leurs choix de jeunesse, désormais bien éloignés dans le temps !

(15) Il s'agit presque d'un demi-aveu que c'est bien cette « opposition radicale » et elle seule qui justifie l'invitation faite au personnage de témoigner sur 1917 !

(16) C'est nous qui soulignons.

(17) Comme cela est étonnant et que ce sourire en dit long !

(18) Ne peut-on légitimement se demander quel genre de « trotskiste » était le Cambadélis qui prenait l'avis d'un François Mitterrand sur la révolution russe ?

sur la loi travail, ne dis surtout pas "on pourrait obtenir un compromis" ! Cent ans après, c'est encore très prégnant. »

Ah oui ! C'est trop bête ! Ces travailleurs et ces jeunes sont vraiment insupportables à en demander toujours plus ! Des irresponsables, mon bon monsieur !

« Dany » ne se fait pas faute de reprendre alors le flambeau en invoquant l'exemple allemand qu'il connaît bien, qu'il oppose à l'incorrigible « radicalité » des Français :

« 1917, c'est la radicalité. Mais dans le monde d'aujourd'hui, il ne peut pas y avoir de gouvernement qui ne soit pas dans le réformisme, dans les compromis. Regardez Angela Merkel : elle fait une coalition avec les sociaux-démocrates. On me rétorque que ce sont les Allemands, comme si le compromis était génétique ! »

Il a raison Dany, il suffit de faire un effort et on y arrive au compromis !

Les deux journalistes prennent congé de leurs interlocuteurs en leur posant à la

façon du questionnaire de Proust : quel est le personnage de la révolution russe qu'ils préfèrent ?

Dany n'a aucune hésitation :

« Alexandra Kollontai, l'égérie des conseillistes. »

Etonnant non ? Car cette femme n'était pas précisément une adepte... des compromis !

Quant à Cambadélis, se souvenant sans doute de sa folle jeunesse, il donne une réponse plus sophistiquée :

« Je vais aggraver mon cas. Iakov Sverdlov. L'homme qui dans l'ombre a organisé réellement la révolution avec Trotski. Un idéaliste qui n'a jamais voulu se mettre en avant. »

Comme quoi on peut être premier secrétaire du PS et ne pas perdre le goût d'épater le bourgeois.

Frank La Brasca

Révolution russe et Italie

par Frank La Brasca

« Fare come in Russia » (« Faire comme en Russie ») : échos de la révolution russe de février 1917 dans la classe ouvrière italienne



Mario Montagnana

Mario Montagnana (1897-1960) est un ouvrier issu d'une famille de la communauté juive de Turin résidant dans le quartier populaire de Borgo San Paolo. Apprenti mécanicien, puis ajusteur dans deux usines de fabrication d'automobiles la Diatto, puis la Lancia, il adhéra très tôt (1915) au Parti socialiste et fut arrêté pour avoir participé à une manifestation contre l'entrée de l'Italie en guerre.

Il devint par la suite dirigeant de la section turinoise de la FIOM (organisation syndicale des métallurgistes), participa à la rédaction du journal lancé par Antonio Gramsci, *L'Ordine nuovo*, et fut parmi les membres fondateurs du Parti communiste d'Italie en 1921.

Délégué au III^e Congrès de l'Internationale communiste, il devint un dirigeant du PC d'I (1).

Contraint de quitter l'Italie après de multiples arrestations sous le régime fasciste, il émigra en France et participa à la guerre civile espagnole dans les années 1930.

Interné dans les camps de concentration de Vernet d'Ariège et des Milles à son retour d'Espagne, il fut libéré en 1941 et s'exila à Mexico (un an après l'assassinat de Trotsky) où il demeura jusqu'en janvier 1946, date à laquelle il rentra en Italie où il fut élu successivement député (1948), puis sénateur (1958) du PCI.

C'est dans la capitale mexicaine qu'il écrivit ses mémoires sous le titre de *Ricordi di un operaio torinese* (Souvenirs d'un ouvrier turinois), ouvrage qui fut publié en Italie en 1947 (2) et réédité par les éditions « Rinascita » du PCI en 1949 et 1952.

Dans ce livre, Mario Montagnana nous livre, entre autres, un témoignage intéressant sur la façon dont les événements qui se déroulèrent en Russie lors de la première révolution de février 1917 étaient

(1) On retiendra aussi pour l'anecdote qu'il était le frère cadet de Rita Montagnana (1895-1979), elle aussi militante historique du PC d'I puis du PCI, qui épousa en 1924 celui qui allait devenir le principal dirigeant de cette organisation, Palmiro Togliatti.

(2) La première partie de l'ouvrage avait été publiée en 1944 à New York et diffusée auprès des prisonniers de guerre italiens détenus aux Etats-Unis, tandis que la seconde édition de 1947 parut à Milan chez Fasani.

perçus par les travailleurs des usines de cette grande ville industrielle de Turin, qui allait plus tard mériter le nom de « Petrograd d'Italie ».

Déformée par la censure et objectivement rendue difficile par les conditions créées par la guerre, l'information, on s'en doute, ne parvenait à des masses suffisamment préoccupées par ailleurs par le déroulement d'une guerre de plus en plus meurtrière et par les problèmes de leur subsistance quotidienne que de façon très partielle et peu intelligible.

Pourtant, le petit groupe de jeunes militants ouvriers dont faisait partie Mario Montagnana furent capables de saisir la signification essentielle de ces événements qui se déroulaient si loin d'eux et de la relier aux angoisses, aux inquiétudes et aux attentes de la majorité de leurs camarades de travail et des familles de leur voisinage.

Voici comment l'auteur, qui vécut au cœur de cette situation, nous la restitue près de deux décennies plus tard :

« Nous autres de la "tendance révolutionnaire" de la Section socialiste et du Syndicat des métallos de Turin, pensions quand même (3) qu'il était nécessaire de commencer à développer une activité de propagande et d'organisation visant à préparer une action de masse contre la guerre et contre les conditions de travail qu'on nous imposait.

D'où notre divergence avec les réformistes à la tête de la Section des métallos, qui refusaient que l'activité syndicale aille au-delà de la participation au comité de mobilisation industrielle et de négociations, quand cela était possible, avec tel ou tel ministre de Rome, dans l'espoir d'arracher quelques avantages pour les ouvriers et d'éviter une aggravation de leur situation.

La cooptation qu'ils préconisaient de trois éléments de la gauche au comité directeur du syndicat, devait servir, dans le plan des réformistes, à donner un petit gage à la tendance que nous représentions et à modérer nos exigences.

Mais cette manœuvre échoua. Un peu grâce à nous, mais essentiellement du fait des grands événements qui se déroulèrent, peu après, dans la lointaine Russie.

Je revois encore aujourd'hui comme si cela s'était passé hier, l'entrée et le hall

de "Diatto-Fréjus" ce fameux matin où les journaux avaient publié les premières nouvelles sur la révolution de Février.

Le peuple de Petrograd s'était soulevé, il avait défait et écrasé les forces du tsarisme et chassé le tsar lui-même.

Il est vrai que ces mêmes journaux affirmaient que le peuple russe n'avait pas fait la révolution contre la guerre, mais, au contraire, parce qu'il exigeait une intensification de l'effort de guerre : mais qui pouvait les croire ?

Nous savions tous combien les journaux mentaient, surtout en temps de guerre.

Des centaines et des centaines de mes camarades de travail étaient réunis en petits groupes devant l'entrée de l'usine, ils se passaient le journal d'une main à l'autre et discutaient, plein d'excitations et de bonheur.

Jusqu'à ce que la sirène ait retenti pour la seconde et dernière fois, personne ne rentra dans l'usine et durant toute cette journée il régna dans tous les ateliers une très vive agitation. Les contremaîtres ne parvinrent en aucune façon à empêcher que les ouvriers ne discutent en commentant les événements de Russie. Il y avait partout un air de fête, une atmosphère vibrante d'enthousiasme, comme je n'en avais jamais vu à l'intérieur de l'usine.

Et ce qui se passait à "Diatto-Fréjus" se passait aussi au même moment dans toutes les usines de Turin, dans toutes les usines d'Italie.

Le prolétariat italien avait toujours éprouvé une vive sympathie, une profonde solidarité envers le peuple russe. La révolution de 1905 avait été suivie avec un énorme intérêt par les ouvriers, qui avaient protesté dans de nombreuses assemblées, dans leur presse et, par l'entremise de leurs représentants à la Chambre des députés, contre la réaction féroce lancée par le tsar et par son premier ministre Stolypine dans

(3) Montagnana vient de faire allusion à des manifestations de mécontentement contre les conditions de vie et de travail qui avaient déjà donné lieu à des heurts avec la police au mois de mai 1916 et dont l'échec avait semé un certain découragement chez les travailleurs et servi de prétexte aux dirigeants réformistes et maximalistes pour justifier leur passivité devant les événements.

les années qui avaient suivi. L'attentat qui causa la mort de Stolypine avait été salué avec joie en Italie, même par les réformistes et y compris par Filippo Turati. Quand, en 1909, Nicolas II voulut rendre visite à son "cher cousin" Victor-Emmanuel, la rencontre ne put avoir lieu dans aucune des grandes villes d'Italie où on savait que la venue du tsar aurait donné lieu à des manifestations d'hostilité préparées de longue date. Le tsar bourreau et le futur monarque fasciste durent se rencontrer, presque de façon clandestine, dans la petite localité de Racconigi, en Piémont, loin de tout centre industriel.

L'une des raisons, et pas la moindre, de l'aversion des ouvriers italiens contre l'entrée en guerre du pays aux côtés de l'Entente – je l'ai déjà fait remarquer – consistait dans la présence de la Russie autocratique dans cette coalition.

Il était donc tout à fait naturel que

les ouvriers italiens saluent avec autant d'enthousiasme la révolution de Février et la chute du tsarisme.

Du reste ils comprenaient, ou du moins pressentaient d'ores et déjà, que cette révolution ne s'arrêterait pas à ces premiers pas et qu'elle était appelée à avoir des développements grandioses.

C'est à partir de là que "faire comme en Russie" devint le mot d'ordre du prolétariat italien » (4).

Frank La Brasca

(4) Mario Montagnana, *Ricordi di un operaio torinese*, Roma, Edizioni Rinascita, 1952³, pp. 59-61. C'est nous qui traduisons.

Un modèle de l'histoire policière de la révolution russe

par Jean-Jacques Marie

En 1966 paraissait à Londres, aux éditions Longmans, un ouvrage consacré à la révolution de février 1917 écrit par George Katkov, descendant d'un publiciste réactionnaire connu de l'ère tsariste. Ce volume fut reçu avec de nombreux éloges par les médias de l'époque. Il vaut la peine de revenir quelques instants sur ce livre aujourd'hui oublié... car c'est un des joyaux de l'histoire policière qui en a produit depuis lors quelques autres, tous fondés sur le même principe : les acteurs réels de l'histoire ne sont pas ceux que l'on croit et que l'on voit mais les manipulateurs invisibles, dissimulés derrière eux et qui tirent les ficelles des marionnettes abusées par leurs propres gesticulations.

Première curiosité : alors que le livre s'intitule *The February revolution*, le récit de la révolution ne commence qu'à la page 247. Les 245 pages précédentes sont consacrées à ce que Katkov considère comme les causes du soulèvement, non pas aux causes immédiates que l'auteur énumère et analyse pages 248-262, mais aux **diverses intrigues** qui, selon lui, ont provoqué cet événement. Je dis bien intrigues : les idées des protagonistes n'intéressent pas Katkov et le lecteur, au bout des 430 pages du volume, est bien en peine de savoir ce qui sépare les socialistes-révolutionnaires, les mencheviks, les bolcheviks et les mejraiontsy (ou inter-arraondissements) liés à Trotsky... Le lecteur ne peut qu'en retirer l'impression que les divergences entre ces organisations qui veulent toutes la révolution

socialiste n'ont ni sens ni portée réels et que l'important est ailleurs.

Les grèves provoquées par des agents allemands Helphand-Parvus

Illustration de cette façon de traiter l'histoire, Lénine n'apparaît que dans les chapitres où Katkov décrit – avec beaucoup de fantaisie – les voies de pénétration de l'argent allemand dans les milieux révolutionnaires et bien entendu surtout bolcheviks. Et dans la foulée, Katkov consacre douze pages au rôle du social-démocrate allemand, Helphand-Parvus, ancien révolutionnaire, devenu simple agent du gouvernement allemand du Kaiser Guillaume II, deux pages au nationaliste estonien Keskula, lui aussi devenu agent allemand, et huit pages aux relations que Katkov prétend découvrir entre ces deux hommes et Lénine.

Le très réactionnaire Soljenitsyne synthétisera les ragots tournant autour de Parvus et l'argent allemand dans son roman *Lénine à Zurich*, en faisant dire à Parvus : « *Au printemps, j'ai touché à Berlin un million de marks. De ce million, j'ai aussitôt fait profiter Racovski, Trotsky et Martov (...). Trotsky a accepté l'argent* » (1). Si c'est Parvus qui le dit...

(1) Alexandre Soljenitsyne, *Lénine à Zürich*, Paris, Seuil, 1975, p. 98.

mais le propos est inventé par Soljenitsyne. Puisque *Lénine à Zurich* est une œuvre littéraire (d'un niveau bien bas...), il en a bien le droit, n'est-ce pas ? Soljenitsyne est coutumier du fait. Ainsi dans *L'Archipel du goulag*, il évoque une rencontre entre Staline et le détenu Frenkel, destinée à un bel avenir comme rouage du goulag. Il avoue que cette rencontre s'est déroulée (si d'ailleurs elle s'est déroulée, ce qui n'est pas absolument certain) sans aucun témoin... ce qui n'empêche nullement Soljenitsyne de résumer l'entretien entre les deux hommes.

Katkov, lui, est plus cauteleux. Évoquant les conférences des internationalistes contre la guerre de Zimmerwald et de Kiental, il écrit : « *Les Allemands [...] étaient informés sur les conférences de Zimmerwald et de Kiental par leur homme de liaison Karl Moor et peut-être* (souligné par moi) *par Racovski* » (p. 83), le dirigeant révolutionnaire roumain qui se rangera du côté de la révolution d'Octobre, transformé par Katkov et plus tard Soljenitsyne (ainsi que par le mauvais romancier Alexandre Adler) en agent germanique.

« **Malgré l'absence de toute preuve documentaire** »

Helphand-Parvus est l'un des personnages centraux et même en réalité le personnage central du livre de Katkov, qui nous le décrit comme le promoteur de la Revolutionierungspolitik, c'est-à-dire la préparation de la révolution... en Russie. Et là il va très loin. Il affirme qu'Helphand-Parvus dirigeait un réseau de **dix** agents en Russie même. Ces dix agents, tous non identifiés (ce qui est un peu fâcheux dans une telle conception de l'histoire) sont de véritables Prométhée. Katkov affirme en effet : « **Malgré l'absence de toute preuve documentaire** (sic ! souligné par moi) *dans les archives Auswartigs Amt, le caractère continu du mouvement de grève en Russie en 1916 et au début de 1917 suggère (sic, encore !) fortement qu'il fut contrôlé et soutenu par Helphand et ses agents* » (p. 96).

Ce qui n'est que « suggéré fortement » page 96 devient une certitude avérée un

peu plus loin : « *Nous avons vu d'ailleurs, écrit Katkov page 257 alors que nous n'avons rien vu du tout, que les grèves de Petrograd de janvier 1916 ont été déclenchées et supportées financièrement par l'organisation de Helphand et que les grèves de Nicolaïev ont été probablement organisées par le même réseau d'agents* » (page 257). A 180 pages de distance, le tour de passe-passe est assez grossier. Remarquons en passant qu'un réseau de dix agents non identifiés devient une « organisation » assez forte – et généreuse ? – pour provoquer des grèves.

Pourtant, pour jouer à l'historien, Katkov juge bon d'ajouter (ou d'avouer) : « *Si nous revenons à la situation politique en Russie, nous trouvons peu d'évidences des activités d'Helphand : il existe cependant certaines indications que l'argent allemand et l'ingéniosité d'Helphand n'ont pas été entièrement perdus* » (p. 257). Le lecteur ne saura pas ce que sont les « certaines indications » en question. En revanche, vingt pages plus tôt, Katkov lui assénait une vérité évidente : « *Le mouvement de grève de février 1916 fut déclenché par les agents allemands et soutenu par les bolcheviks* » (p. 233)... Puisqu'il le dit...

Soit dit en passant, Parvus dépensait pour lui-même une partie de l'argent qu'il recevait du gouvernement allemand et distribuait le reste à des nationalistes polonais et ukrainiens (rappelons que les trois quarts de la Pologne appartenaient alors à l'Empire russe), petits bourgeois totalement étrangers au monde et au mouvement ouvriers et donc parfaitement incapables – à supposer qu'ils l'aient voulu – de déclencher la moindre grève.

Deux preuves renversantes

Katkov ajoute à sa construction vacillante deux preuves renversantes.

Il feint d'abord de s'étonner que « *les historiens soviétiques ont toujours évité soigneusement de signaler comment les grèves étaient financées* », car, pour Katkov, comme jadis en France pour les policiers de Louis-Philippe, les grèves n'existent que financées par des ennemis étrangers (à l'époque de Louis-Philippe, l'argent était bien entendu britannique).

Mais comme Katkov vient à la fois de dire que les bolcheviks étaient copieusement arrosés d'argent allemand... et qu'ils étaient faibles à Petrograd, il lui faut trouver une autre courroie de transmission et il affirme : « **Peut-être** (souligné par moi) *un changement de position s'était-il produit dans les groupes révolutionnaires qu'Helphand soutenait* » et « *Helphand, qui avait des rapports étroits (???) avec les mencheviks de gauche et Trotsky, pouvait sans doute* (souligné par moi) *avoir transféré son soutien d'un groupe à l'autre en fonction de ses préférences politiques* » (p. 258).

Ici on entre dans le domaine du fantastique. D'abord, Trotsky avait rompu avec son ancien ami Parvus avec lequel il avait étroitement collaboré, entre autres, dans le soviet de Petrograd en 1905. Le 14 février 1915, Trotsky avait publié dans le journal des révolutionnaires russes émigrés hostiles à la guerre *Nache Slovo* une ironique « notice nécrologique pour un ami vivant » : « *Ci-gît Parvus, que nous avons longtemps considéré comme un ami et que nous devons désormais placer sur la liste des morts politiques.* »

Mais surtout : expulsé en octobre 1916 de France en Espagne, qu'il quitte en décembre pour les Etats-Unis, Trotsky se trouvait en février 1917 à New York d'où il était évidemment très malaisé d'organiser une grève à Petrograd !

« **La question essentielle du financement des grèves** »

Katkov affirme néanmoins : « *Nous pouvons être sûrs cependant que la question essentielle du financement des grèves* (souligné par moi) (...) *était résolue par le comité de grève anonyme avec le soutien des fonds fournis par l'organisation d'Helphand* » (p. 258).

Ainsi, pour Katkov, une grève relève de la même logique qu'un investissement immobilier. La « question essentielle », c'est son « financement ». Des ouvriers ne font grève que si des investisseurs les paient pour cela.

Katkov ne se limite pas aux grèves. Quand il aborde les manifestations de

février 1917 et qu'il évoque et dénonce les slogans hostiles à la guerre... il atteint au génie ! Comment peut-on être contre la guerre ? Pourquoi les femmes, mères, sœurs ou filles des soldats qui se font tuer seraient-elles contre la guerre qui décime leur famille alors qu'il est si doux de se faire tuer pour le tsar et pour conquérir Constantinople ? Incompréhensible, n'est-ce pas ? Mais Katkov trouve la réponse : « *Si, comme nous avons des raisons de le croire sur la base d'autres faits* (sic !), *le mouvement de grève a été lancé par des gens qui recevaient leurs instructions de Berlin, via Copenhague et Stockholm, alors l'usage des slogans devient compréhensible : les gens qui dépensaient l'argent de leur maître pour susciter ces démonstrations avaient comme souci premier de détruire la machine de guerre russe et le moral russe (...). Pour les agents non identifiés* (resic !!!) *d'Helphand, il était important d'obtenir l'assurance que ces manifestations seraient dirigées contre la guerre et ne seraient pas détournées de leur but primitif. Les "masses prolétariennes" cependant ne se soucient absolument pas de la nature des slogans sous lesquels elles iraient défiler, pourvu qu'elles touchent leur indemnité de grève des trésoriers du comité de grève, qui étaient probablement* (souligné par moi) *les mêmes gens qui avaient préparé les slogans sur les banderoles* » (pp. 260-261). En un mot comme en deux, pour George Katkov, les ouvriers font grève et manifestent s'ils sont payés pour ce faire et sont prêts à manifester sur n'importe quel mot d'ordre puisqu'ils « *ne se soucient absolument pas de la nature des slogans... pourvu qu'ils touchent leur indemnité de grève* » !

Et il enfonce le clou : « *Les slogans contre la guerre et les discours contre la guerre (...) doivent être considérés comme les signes d'une interférence directe d'agents allemands et non du comité bolchevique de Saint-Pétersbourg* » (pp. 261-262).

Ainsi, pour Katkov, non seulement les bolcheviks étaient financés par les Allemands, mais, de plus, ces derniers les réduisaient au rôle de comparses puisqu'ils organisaient les grèves par-dessus leur tête.

En avance enfin sur les « historiens » nationalistes russes poutiniens d'aujourd'hui qui présentent leur délire comme

une découverte sensationnelle, Katkov fait jouer un grand rôle aux francs-maçons dans la révolution de février. Un certain nombre de politiciens bourgeois, Kerenski, Terechtchenko, Nekrassov, Konovalov et quelques autres étaient effectivement francs-maçons... mais toute leur politique visait à sauver le régime et à poursuivre la guerre jusqu'à la vic-

toire, par ailleurs très improbable. Quelles qu'aient été leurs intrigues de couloir... la révolution de février s'est faite contre eux. Placés devant sa victoire, ils feront tout pour la canaliser et l'empêcher de se poursuivre et de se développer.

Jean-Jacques Marie

Comment Soljenitsyne caricature la révolution de février

par Jean-Jacques Marie

Où est passée la grève des ouvrières du textile ?

Alexandre Soljenitsyne a écrit une longue histoire de la révolution intitulée : « *La Roue rouge* ». Avec un acharnement digne d'une meilleure cause, il y efface la grève des ouvrières du textile. Il écrit : « *Les révolutionnaires avaient pour habitude constante de s'accrocher à quelque journée-anniversaire. Le vingt-deux janvier n'avait rien donné, le jour de la rentrée de la Douma non plus ; or, pour eux, la date d'aujourd'hui était une certaine "journée internationale des femmes" », que Soljenitsyne évoque avec un mépris non déguisé. Et que se passe-t-il en cette journée à Petrograd ? « Des grèves peu nombreuses avaient débuté au matin dans les quartiers de Vyborg et de Petersbourg lorsque le pain noir avait commencé à manquer dans les boutiques. »*



Un manque de pain bien étrange...

Et Soljenitsyne s'interroge sur ce manque de pain à ses yeux bien étrange : « *Pourquoi en était-on soudain arrivé là ?* » Il n'y a apparemment aucune raison puisque « *les boulangeries s'étaient vu allouer exactement la même quantité de pain que les jours précédents, calculée à raison d'une livre et demie par habitant et de deux par ouvrier* ». Mais « *beaucoup de boulangers avaient pris l'habitude, au lieu de faire leur fournée, de revendre leur farine dans le district où elle valait deux fois plus cher* ». Ce petit trafic dû à l'avidité des sinistres boulangers ne suffisait pas : « *Le manque ne pouvait tenir qu'à une seule cause : la rumeur irrésistiblement surgie que Petrograd allait cesser d'être fournie en farine, que la capitale allait bientôt*

connaître des restrictions en matière de pain [...], une rumeur qui avait pu naître en écho aux débats à la Douma et au projet de la Douma municipale d'introduire des tickets. Le gouvernement n'a pas réagi et la rumeur s'était embrasée : il faut constituer des provisions, se fabriquer du pain de biscuit ! Et comme on pouvait se faire servir à gogo (sic !), on achetait deux ou trois fois plus de pain que d'habitude et certains venaient à en manquer » (1).

... puisque les rentrées de grain ne cessent d'augmenter !

Or d'abord, selon lui, les arrivées de grain s'étaient accélérées : « Les rentrées de grain augmentèrent énormément dès décembre et janvier : pour décembre 200 % des rentrées moyennes mensuelles d'automne, pour janvier 260 % et chaque semaine un peu plus [...]. La question du grain avait pris un bon départ et était en passe d'être réglée [...]. Il n'y avait pas de menace de famine à l'horizon des mois à venir » (2). Et, ajoute-t-il : « Il n'y avait aucune disette dans la capitale. On pouvait acheter absolument tout sans tickets ; sur tickets seulement le sucre. Situation favorable en ce qui concernait le beurre, le poisson frais et salé, la volaille. »

La razzia des miches

Comment tout commence donc ? Soljenitsyne, qui ne dit mot de la grève, imagine une scène devant une boulangerie ; sortent les premiers clients servis : « En voici un et puis un autre, chargés de deux ou trois miches de pain de seigle, grosses, rondes, bien pétries, bien dorées... Eh, c'est qu'ils en prennent beaucoup ! Ils en prennent beaucoup, donc il en reste peu » (3). Une femme sort de la boulangerie en écartant les bras ; « n'ont plus rien qu'elle dit » (4)... C'est l'explosion ! Un homme dans la queue saisit un gros glaçon qu'il envoie « à deux mains à la façon des femmes » (re-sic !) dans la vitrine qui part en miettes... « Ça braille, ça cogne de tous les côtés. Et par la fenêtre bridée on jette ce qui tombe sous la main, direct dans la rue. On n'a pas besoin de tout ça :

miches blanches ! bougies ! pièces de fromage rouge ! poissons fumés ! bleu de lessive ! brosses ! savon pour le linge ! Par terre tout cela sur la neige tassée, sous les pieds de la foule » (5) dont l'avidité grossière déclenche une émeute sans rime ni raison et qui fait tache d'huile. Après cette boulangerie de quartier, la « boulangerie Filippov, luxueuse » subit le même sort. « Sur trois vitrines, des vitres doubles, étincelantes et derrière des gâteaux, des tartes, des brioches, des pains de gruau. » Mais cette abondance va voler en éclats. « Un jeune homme, un petit bourgeois brandit une barre à mine »... Deux vitres volent en éclats. « Et la foule se déverse dans le magasin » et organise un pillage en règle de la boulangerie : « Du pain noir ? Il y en a à touche-touche ! Et ces miches soufflées ! Ces brioches... » (6).

La luxueuse boulangerie Filippov n'est qu'un début. Après avoir évoqué le jeu consistant pour les protestataires à retirer les manivelles de commande des tramways, Soljenitsyne ajoute : « Une autre mode s'était instaurée : briser les vitrines des magasins et tout flanquer en l'air, piller aussi. On avait commencé par les boulangeries et les boutiques de détaillants, mais sitôt la foule ayant afflué sur la perspective Souvorov ou la grande perspective du Quartier de Petrograd, adolescents en tête occupés à briser toutes les vitrines les unes après les autres – comment cette foule aurait-elle pu se contenir ? On s'était mis à dévaliser les marchands de fruits et légumes, à rafler la recette dans les tiroirs-caisses. Dans la soirée on en était déjà à dévaliser une bijouterie. »

Quand la foule s'amuse

La plaisanterie succède au pillage. Sur la perspective Nevski, « des petits bourgeois, des ouvriers, des femmes simples, des individus de tout poil » se mêlent à la

(1) Alexandre Soljenitsyne, *La Roue rouge*, troisième nœud tome 1, mars 1917, p. 67.

(2) *Ibid.*, p. 30.

(3) *Ibid.*, p. 18.

(4) *Ibid.*, p. 19.

(5) *Ibid.*, p. 19.

(6) *Ibid.*, p. 21.

foule noble sur la Nevski et cela au milieu de la journée de travail ! « *Mais le beau monde ne les dédaigne point.* » Et pour s'amuser, la foule « *dont les mines sont heureuses, espiègles* » se plaît à proférer une sorte « *de plainte souterraine : "Du-u -u pain-ain-ain.. Du-u-u pai-ai-ain"* ». Même « *ceux qui n'ont jamais mangé une miette de pain de seigle* », le pain du pauvre réservé aux ouvriers et aux paysans, reprennent en chœur cette complainte. « *Les yeux rigolards, ils se gaussent ouvertement, font la nique* » (7). Le pillage et la plaisanterie engendrent une « *rumeur impossible à contenir* ».

L'avidité humaine, le pillage, le canular, la rumeur forment un cocktail qui suscite la révolution d'où Soljenitsyne a effacé les ouvrières du textile de Vyborg.

Il a aussi effacé la réalité qu'évoquait un rapport de police du début de 1917 qui, évoquant l'éventualité d'une explosion, soulignait : « *Les conditions d'une telle explosion sont tout à fait remplies ; la situation économique des masses, en dépit d'une importante hausse des salaires, est proche de la détresse [...]. Même si on estime que les salaires ont augmenté de 100 %, le coût de la vie s'est accru de 300 %. L'impossibilité d'obtenir les pro-*

duits, la perte de temps que signifient les heures de queue devant les magasins, la mortalité croissante due aux mauvaises conditions de logement, au froid et à l'humidité résultat du manque de charbon, toutes ces conditions ont créé une telle situation que la masse des ouvriers industriels est prête à se laisser aller aux excès les plus sauvages d'une émeute de la faim » (8).

Ce chef de la police ignorait donc la réalité que, soixante-dix ans après lui, Soljenitsyne connaît évidemment mieux que lui ? Ou voulait-il affoler le gouvernement... et provoquer ainsi le désordre qu'il avait comme charge de combattre ? Certes, Soljenitsyne... qui ne cite pas un mot de ce rapport qu'il ne peut ignorer, ne le dit pas. En tout cas une chose est sûre : comme historien, on peut aisément trouver nettement mieux et plus fiable !

Jean-Jacques Marie

(7) *Ibid.*, p. 23.

(8) Marc Ferro, Histoire de la révolution russe de 1917, février, p. 60.

Allemagne 1917 : avis de tempête

par Katia Dorey

1916 a été une année terrible : boucherie au front, famine à l'arrière.

Des centaines de milliers d'hommes sont morts à Verdun et sur la Somme, la ligne de front n'a pas bougé.

En août 1916, Kautsky écrit à Victor Adler : « *L'extrémisme correspond aux besoins actuels des masses inéduquées [...] Liebknecht est aujourd'hui l'homme le plus populaire dans les tranchées.* »

A l'arrière, les statistiques officielles feront état de plus de 700 000 morts dues à la malnutrition et ses conséquences (scorbut, tuberculose). L'hiver 1916-1917, l'« hiver des rutabagas » (après une récolte de pommes de terre catastrophique), est le plus terrible mais la population ouvrière a connu la disette dès le premier hiver de la guerre. L'Allemagne, déjà aux deux tiers urbaine, dépend des importations pour se nourrir. Un mot nouveau apparaît : *Erzatz* (et pas seulement pour la nourriture). Avec le blocus maritime instauré par l'Angleterre, le pain est rationné dès février 1915 et toute l'alimentation à l'hiver 1915-1916, avec déjà des rations de famine quand on les obtient, après avoir fait la queue toute la nuit.

Les spéculateurs, eux, font fortune, les profits de guerre s'envolent (les bénéfices de Krupp ont quintuplé), dans les usines court le slogan : « *Les prolétaires tombent, les dividendes grimpent.* »

Dans ce climat, la nouvelle de la révolution russe est un avis de tempête. C'est ce que font savoir les chefs syndicaux au ministre de l'intérieur, Helfferich. Ce-

lui-ci rapporte au Conseil des ministres du 5 avril 1917 les propos tenus par le dirigeant syndicaliste Cohen, « *un homme très compréhensif* » : celui-ci adjure le gouvernement de ne pas rester passif, sinon « *l'agitation publique que suscitent les difficultés de ravitaillement et le mouvement révolutionnaire en Russie risquent de provoquer une tempête telle que le gouvernement n'en sera pas maître* ».

1917 : scission dans le SPD

Dès le 2 août 1914, les syndicats s'engagent à ne pas recourir à la grève.

Mais le vote unanime des crédits de guerre par les députés sociaux-démocrates, le 4 août, frappe de stupeur jusqu'à Lénine. L'ouvrier socialiste allemand se retrouve, comme l'écrit Pierre Broué, seul « *en face d'un fascicule de mobilisation et sous la menace du conseil de guerre, dans le cadre de l'interdiction, de la part du gouvernement comme du parti et du syndicat, de toute grève ou manifestation* ».

En fait, cette unanimité n'était déjà que de façade, quatorze députés s'étant prononcés contre ce vote la veille en réunion de fraction. Parmi eux Haase, qui se chargera néanmoins de faire le lendemain la déclaration justifiant le vote des crédits (beaucoup de pathos sur le socialisme et la paix souhaités, mais « *à l'heure du danger, nous ne laissons pas tomber la patrie* »). Le 3 décembre, Liebknecht rompt la discipline, il vote contre les crédits,

mais il est seul, il n'est pas sanctionné. Les autorités militaires se chargeront de le mobiliser en février 1915.



Otto Rühle (1874 – 1943)

Seul, mais pas isolé. Dans la circonscription de Niederbardim, à Berlin, des militants du SPD ronéotent sa déclaration au Reichstag et d'autres documents d'opposition à la guerre et à l'Union sacrée. Le 20 mars 1915, Otto Rühle le rejoint et la direction laisse une porte de sortie aux centristes, aux « opposants loyaux » : ils peuvent quitter la salle avant le vote, ce que font Haase et ses amis.

En juin 1915, une lettre de 750 militants connus, rédigée chez et avec la participation de Liebknecht, est adressée à la direction pour protester contre sa politique.

Le 29 décembre 1915, ils vont vingt députés à voter contre les crédits de guerre (et vingt-deux à quitter la salle). Cette fois, en guise d'avertissement, Liebknecht est exclu du groupe parlementaire.

Les effectifs du parti, la vente de sa presse sont en chute libre, dans l'appareil, même les positions de l'opposition rencontrent un soutien croissant ; Haase prononce, le 24 mars 1916, un violent discours contre l'état de siège et trente-trois députés votent contre son renouvellement. Ils sont immédiatement exclus. Il y a donc désormais « *en principe un seul parti, mais en fait deux groupes parlementaires et trois tendances* ».

Trois tendances nettes, car les lettres de Spartacus n'ont cessé de dénoncer violemment l'opposition centriste.

L'adoption de la loi sur la mobilisation de la main-d'œuvre (en fait la militarisation du travail), en plein « hiver des rutabagas », porte à son paroxysme la crise du parti. La loi est vivement dénoncée par les centristes. Le 7 janvier 1917, une conférence de l'opposition se réunit, décidant seulement « *d'entretenir des contacts permanents* » pour développer leur influence « *dans le cadre des statuts du parti* » (motion votée par 111 voix, contre 34 à une résolution spartakiste et 6 à un texte favorable à la scission).

Mais le 16 janvier 1917, la direction du SPD passe à l'offensive, déclare que l'opposition « *s'est mise elle-même hors du parti* » et prend, tambour battant, des mesures d'exclusion massive : 91 organisations locales sont exclues en bloc, l'écrasante majorité des militants à Berlin, Leipzig, Brême, Brunswick.

L'opposition est en état de scission sans l'avoir voulue. Dans une nouvelle conférence à Gotha, le 6 avril, elle se constitue en Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, USPD. C'est bien une scission : 170 000 militants restent au SPD, l'USPD en revendique 120 000 et toutes les tendances d'avant guerre sont représentées en son sein : Haase et Ledebour, mais aussi l'aile la plus droitiste, Kautsky, Hilferding, même Bernstein et les spartakistes.

La décision des spartakistes de rester dans l'USPD est prise malgré une forte opposition interne. Dès janvier 1916, Otto Rühle s'était prononcé dans le *Vorwärts* (1) pour la scission de la social-démocratie (position chaudement approuvée par Lénine). C'est aussi la position de nombreux autres militants et dirigeants spartakistes. Les jeunes du parti également s'orientaient vers la scission. Les radicaux de gauche à Brême, Hambourg, Hanovre, Rüstigen sont pour la scission. Ils veulent

(1) *Vorwärts*, « En avant », journal central du parti dès 1876, puis sans interruption depuis 1891. Il est, à ce moment, sur la ligne des centristes. Mais la direction va s'en emparer au moment de la scission.

(2) *Die Internationale*, revue publiée par Rosa Luxemburg et Franz Mehring qui paraît, en avril 1915, sur les presses d'un journal du SPD de la Ruhr et est aussitôt interdite. C'est le nom initial du groupe qui va bientôt s'appeler « *Spartacus* ».

« le rassemblement immédiat de tous les éléments radicaux de gauche dans un parti ouvrier ». Le 10 mars, les radicaux de Brême écrivaient : « *La plus grande responsabilité se trouve entre les mains du groupe Internationale (2) [...], sans lui nous ne pourrons [...] construire dans des délais prévisible un parti capable d'agir.* »

Cette décision coupe donc en deux la minorité révolutionnaire et, en même temps, apporte à l'USPD l'énorme prestige des dirigeants spartakistes. Elle rend illisible la nature du nouveau parti. Dès 1917, les travailleurs et les marins en lutte vont payer cette ignorance.

Les grèves d'avril 1917

Des grèves ont lieu en mars à Kiel, Brême, Hambourg et Nuremberg. Mais c'est en avril, à Berlin et Leipzig qu'elles vont prendre le plus d'ampleur.

À Berlin

On peut lire dans un rapport du préfet de police du 23 février 1917 : « *Actuellement presque tous les militants du syndicat des métaux sont politiquement membres de l'opposition et, pour une grande part, membres du groupe Spartacus qui a pris pour mot d'ordre mettre fin à la guerre par des grèves. Devant la puissance des militants syndicalistes extrémistes, les dirigeants syndicalistes Cohen (l'homme « très compréhensif ») et Siering sont impuissants et contraints de se soumettre, car leur situation et leur réélection sont en jeu.* »

En fait, c'est indépendamment des tendances à l'intérieur du SPD que, dès 1915, à Berlin, se sont organisés au sein du syndicat des métaux, autour du responsable des tourneurs, Richard Müller, un certain nombre de militants qui, sous le couvert du syndicat, constituent un réseau clandestin, agissant en fraction et jouissant de la confiance de leurs camarades ouvriers : les « délégués révolutionnaires ». En 1916 leur influence s'étend à toute l'industrie de l'armement de la région de Berlin, ils prennent même des contacts avec des usines de province.

Peu d'entre eux sont membres de Spartacus (Müller est lié au centriste Ledebour), mais quand Karl Liebknecht

comparaît devant la justice le 28 juin 1916 (3), ils impulsent la grève de 55 000 métallos à Berlin. Par ailleurs, si les spartakistes ne sont pas les principaux organisateurs de la grève, ils en inspirent les mots d'ordre.

Les délégués révolutionnaires ont décidé de proposer l'appel à la grève à l'assemblée des travailleurs des métaux du 15 avril. Le 13, Richard Müller est arrêté.

Le 15, la réduction de la ration de pain est annoncée. Cohen et Siering, appellent à la grève dès le lendemain, prenant de court les délégués révolutionnaires qui ajoutent seulement la revendication de la libération de Richard Müller.

Le 16, le *Vorwärts* ne condamne pas la grève appelée pour l'amélioration du ravitaillement, mais elle met en garde contre « *l'espoir fou qu'on pourrait connaître des événements semblables à ceux de Russie* » qui risqueraient de « *coûter la vie à des centaines de milliers* » de soldats.

Le 16 au matin, 250 000 ouvriers et ouvrières sont en grève à Berlin dans plus de 300 entreprises. « *Les rues commencent à être parcourues de cortèges qui se forment spontanément sur des mots d'ordre divers, souvent politiques.* »

À Leipzig

« *Dès le 12, il y a eu une manifestation de femmes pour le pain devant l'hôtel de ville et seize d'entre elles ont été arrêtées. Le 15, plus de 500 ouvriers (font de même), ils sont reçus et on leur promet que des mesures seront prises [...].*

Au matin du 16, des tracts manuscrits ont été diffusés dans presque toutes les entreprises, appelant les ouvriers à se réunir pour décider la grève le syndicat des métaux appelle à un rassemblement. L'arrêt de travail est général à midi ; à 15 heures plus de 10 000 ouvriers sont rassemblés pour entendre un discours du dirigeant des métallos Arthur Lieberasch il soulève un concert de protestations en proposant de reprendre le travail le lendemain. Une résolution est finalement adoptée dans le tumulte ; elle réclame l'augmentation des

(3) Il a été arrêté le 1^{er} mai, après avoir crié devant des milliers de manifestants : « *A bas la guerre ! A bas le gouvernement !* »

rations alimentaires et des attributions de charbon, mais énumère aussi – fait capital – six revendications d'ordre politique : une déclaration du gouvernement en faveur d'une paix sans annexions, la suppression de la censure et la levée de l'état de siège, l'abolition de la loi sur la mobilisation de la main-d'œuvre, la libération des détenus politiques, l'introduction du suffrage universel dans les élections à tout les niveaux. » Une délégation est élue (deux responsables syndicaux, trois USPD) pour porter la déclaration au chancelier à Berlin.

Sur l'insistance des dirigeants du SPD Bauer et Scheidemann, la délégation de Leipzig est reçue. De même Cohen et Siering reçoivent de la Kommandantur l'assurance que Müller va être libéré. Se targuant de ces « succès », à Berlin (de justesse), comme à Leipzig les dirigeants réussissent à faire voter la fin de la grève.

Des députés USPD appellent à la poursuite de la grève et plus de 50 000 ouvriers poursuivent leur mouvement en dénonçant la « trahison » du mouvement par les chefs. Dans de nombreuses assemblées d'usine, on lance le mot d'ordre de « conseils ouvriers », certains sont constitués avec des militants révolutionnaires à leur tête : Fischer et Peters à la D.W.M., Scholze à la Knorr-Brême. Mais ils sont minoritaires. C'est l'heure de la répression : les entreprises en grève sont militarisées, les dirigeants arrêtés (notamment Peters, Fischer, Scholtze). Le travail reprend. Une campagne est engagée : les grévistes trahissent ceux des tranchées. Le général Groener : « *Quiconque se met en grève alors que nos armées sont face à l'ennemi est un chien.* » Les syndicats font chorus dans le *Vorwärts*.

L'USPD qui poursuit au même moment des pourparlers en vue d'une coalition parlementaire à la fin de la guerre, apparaît, aux yeux des masses (et encore aujourd'hui dans de nombreux ouvrages), comme l'organisatrice des grèves d'avril. Son prestige est renforcé.

Été 1917 : le mouvement des marins

« *Toutes les conditions étaient réunies pour faire des bateaux de guerre d'actifs*

foyers d'agitation. Les équipages comp- taient une majorité d'ouvriers qualifiés, le plus souvent métallurgistes, ayant l'expé- rience des luttes et une conscience de classe. Les circonstances de la guerre qui laissaient les navires à quai permettent des contacts étroits entre marins et ouvriers des ports et des chantiers, la circulation à bord de livres, tracts, journaux [...].

Dès 1914, il existait dans la flotte de petits groupes de lecteurs de la presse radicale, notamment de la Leipziger Volkszeitung... le mouvement reprend vie, après l'hiver 1916-1917, sous l'influence de la révolution russe en particulier... Sur le cuirassé Friedrich- der-Grosse, un petit groupe d'hommes se réunit régulièrement dans la chaufferie ou la soute aux munitions... Ils établissent à terre, à Wilhelmshaven, des contacts avec les marins d'autres navires. »

Bientôt, sous le couvert des « commis- sions de cambuses » chargées de contrôler le ravitaillement, ils parviennent à mettre sur pied « un réseau très souple d'hommes de confiance qui couvre l'ensemble de la flotte L'animateur politique de l'entre- prise, Max Reichpietsch, ne dissimule pas l'objectif à ses camarades : “Nous devons rendre clair aux yeux de tous que les commis- sions de cambuses sont le premier pas vers la construction de conseils de marins sur le modèle russe.” »

Ils ont bientôt à leur actif une grève de la faim victorieuse sur un cuirassé.

Max Reichpietsch pense alors pouvoir déclencher un mouvement de masse pour la paix dans la flotte de guerre. Il attend de l'USPD des perspectives et une coordi- nation de la lutte. Il entre en contact à Berlin avec ses dirigeants (Louise Zietz, Haase, Dittmann...). Ceux-ci sont bienveil- lants, voire admiratifs mais n'ont pas la moindre idée des conditions réelles et des exigences d'un tel travail.

Dittman lui remet... des bulletins d'adhésions ! Il préconise leur adhésion aux cercles existants dans les ports qui ont une activité légale et publique, il lui propose de prendre l'initiative de fonder le parti à Wilhelmshaven... Quand aux pers- pectives politiques : un mouvement pour la paix dans la flotte de guerre renforcerait la position des socialistes partisans de la paix à la prochaine conférence socialiste internationale de Stockholm !

« Reichpietsch accepte ce qu'on lui offre... Il revient sur son bateau, assurant ses camarades que les députés qu'il a rencontrés sont gagnés à l'idée d'une lutte révolutionnaire et convaincus du rôle décisif qu'y jouera la flotte... le 25 juillet 1917, une direction centrale, la Flottenzentral clandestine est mise sur pied : plus de 5000 marins sont regroupés sous son autorité les incidents se multiplient car les marins sont conscients de leur force, fiers de leur organisation, confiants dans le soutien qu'ils escomptent : grève de la faim sur le Prinz-Regent-Luitpold, le 19 juillet sortie massive, sans permission, du Pillau, le 20, sortie sans permission du Prinz-Regent-Luitpold de 49 hommes le 1^{er} août et enfin le grand débarquement de 400 membres du Prinz-Regent le 2 août. Cette fois, l'appareil de la répression est prêt à fonctionner : il sait tout. Les meneurs sont arrêtés. Le 26 août, un conseil de guerre prononce cinq condamnations à mort. Le 5 septembre Alwin Köbis et Max Reichpietsch sont passés par les armes. »

Ebert mis au courant par le gouvernement condamne les marins : « C'est de la haute trahison », mais couvre Haase et Ledebour « pas assez sots pour s'en être mêlés ». Les Indépendants, pour leur part, nient avoir inspiré l'agitation, déclarant : « Nous avons cherché à canaliser vers la lutte politique légale l'indignation justifiée des masses. »

Ce même 5 septembre s'ouvre la conférence de Stockholm où le sort des marins ne sera bien entendu pas évoqué. Mais en novembre 1918, quand les marins de Kiel donnent le signal de la révolution allemande, un de leurs premiers soucis sera de faire libérer leurs camarades condamnés, en août 1917, à la prison ou au bagne.

Pierre Broué conclut :

« Quelques semaines plus tard Lénine écrit que ce mouvement révolutionnaire constitue l'un des "symptômes irrécusables d'un grand tournant, symptôme d'une veille de révolution, à l'échelle mondiale". En réalité la tragédie à venir en Allemagne est tout entière inscrite dans ce drame, dans le contraste entre la volonté d'action de jeunes travailleurs sous l'uniforme et l'incapacité de "chefs" écrasés par leur responsabilité et convaincus que les problèmes qui concernent l'avenir de l'humanité se règlent en termes de cotisations, de sections locales et de discours dans les assemblées parlementaire. »

Katia Dorey

Deux sources essentielles :

Pierre Broué : *Révolution en Allemagne* (Éd. de Minuit 1971) dont sont extraites toutes les citations non explicitées.

Gilbert Badia : *Histoire de l'Allemagne contemporaine 1917-1933* (Éditions sociales 1962).



Manifestation de l'USPD à Berlin en 1917



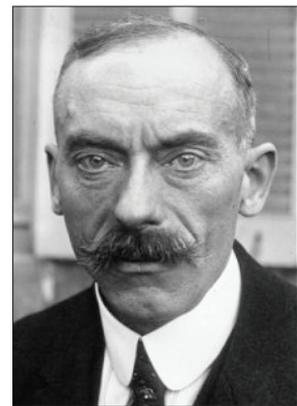
Pierre Monatte (3^e en partant de la gauche)



Alfred Rosmer



Alphonse Merrheim



Fernand Loriot

1917 en France : « L'année trouble »

par Loïc Le Bars

Dans l'historiographie française de la Grande Guerre, 1917 est caractérisée comme « l'année trouble », l'année de « la crise de la communauté nationale » (1). Une crise globale qui se réfracte dans tous les domaines et qui révèle, dès la fin de l'année 1916, une immense aspiration à la paix. Car toutes les offensives lancées depuis deux ans ont échoué : des centaines de milliers de morts et de blessés pour la conquête, le plus souvent éphémère, de quelques kilomètres carrés de terre dévastée. Pourtant, l'état-major s'entête et prépare la nouvelle « offensive de printemps ». Nombre de généraux n'en attendent pas grand-chose, mais, comme l'avoue le futur maréchal Fayolle, « si l'on ne recommence pas ces hécatombes, que deviendra la guerre ? » (2). Cela n'empêche pas les hommes politiques de commencer à discuter des « buts de guerre » qui ne se limitent plus à la récupération de l'Alsace-Lorraine. De quoi faire réfléchir ceux et celles à qui on avait fait croire qu'il s'agissait d'une guerre « du droit et de la liberté ». La crise est aussi sociale. La hausse des prix s'accélère, les salaires ne suivent plus et des problèmes de ravitaillement commencent à apparaître alors que les usines d'armement fonctionnent à plein régime, entraînant la surexploitation et le surmenage des ouvriers et plus encore des ouvrières, de plus en plus nombreuses à y travailler. A Paris, des grèves éclatent dès janvier 1916. La révolution russe de février 1917, en France comme dans tous les pays belligérants, va donner une impulsion décisive à l'expression de cette exigence de paix et lui ouvrir de nouvelles perspectives. Il en est de même pour le difficile combat

mené par les militants et militantes des minorités pacifistes et internationalistes du Parti socialiste et de la CGT.

Le CRRI et le CDS

Celles-ci se sont principalement regroupées autour du « noyau » de *La Vie ouvrière* (Rosmer, Monatte, Merrheim...) qui, dès le début de la guerre, a refusé de se rallier à l'Union sacrée et dont la première manifestation publique a été la diffusion de la lettre de démission de Pierre Monatte du CCN de la CGT (décembre 1914). Cette minorité pacifiste s'appuie principalement sur la Fédération des métaux et, à partir d'août 1915, sur la Fédération nationale des syndicats d'instituteurs et d'institutrices (FNSI). Elle comporte aussi des militants anarchistes et anarcho-syndicalistes comme Péricat et Lepetit, de la Fédération du bâtiment. Elle s'affirme et se structure après la conférence de Zimmerwald et les comptes rendus qu'en font à Paris les deux délégués français, Merrheim et Bourderon, de la Fédération du tonneau mais qui intervient également dans le Parti socialiste, dans deux réunions où sont successivement conviés les militants de la CGT et ceux du PS. En novembre, est créé le Comité d'action internationale qui, en janvier 1916, prend le nom de Comité pour

(1) Jean-Jacques Becker, Serge Berstein, *Victoire et frustrations (1914-1929)*, Nouvelle histoire de La France contemporaine, t. 12, Le Seuil, 1990, p. 104.

(2) Maréchal Fayolle, *Cahiers secrets de la Grande Guerre*, Editions du Nouveau Monde, 2012.

la reprise des relations internationales (CRRI). Celui-ci comporte deux sections, l'une regroupant les syndicalistes, l'autre les militants socialistes. La première désigne Merrheim comme secrétaire, la deuxième Bourderon. Tous se réunissent régulièrement au siège de *La Vie ouvrière* qui avait dû interrompre sa publication à la déclaration de guerre. Les principaux rédacteurs de *Nache Slovo*, le quotidien des socialistes émigrés à Paris et opposés à la guerre, assistent également à ces réunions. Alfred Rosmer et Marcel Martinet ont à plusieurs reprises insisté sur ce qu'eux et leurs camarades devaient à ces militants et en particulier à Trotsky.

Le CRRI commence à publier, clandestinement, et à diffuser des tracts et des brochures qui font souvent l'objet de saisies policières. Parmi ces dernières, celle qui, en juin 1916, rend compte de la conférence de Kienthal, la « seconde conférence socialiste internationale de Zimmerwald ». Le même mois, le Comité fait paraître la réponse de Malatesta aux « anarchistes de gouvernement ». Bien entendu, les organes de la CGT et du PS se gardent bien d'en parler et refusent d'insérer ses prises de position.

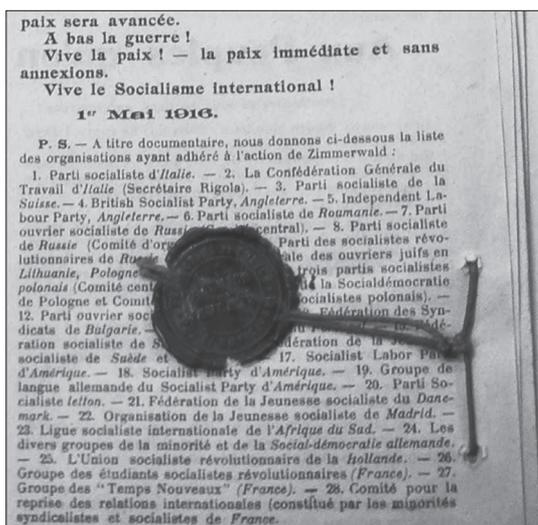
Des groupes se constituent en province et rejoignent le Comité qui, en avril 1916, compte environ 850 adhérents. Ses réunions regroupent entre 50 et 100 participants. Mais les militants de sensibilité anarchiste rechignent à discuter de l'intervention dans le PS et ont du mal à travailler avec Merrheim jugé trop timoré. Celui-ci se heurte aussi de plus en plus fréquemment à Trotsky qui lui reproche de freiner et de paralyser l'action du Comité alors que, pour la première fois depuis la déclaration de guerre, des couturières et des travailleurs de l'habillement font grève pour obtenir des augmentations de salaire. En juillet, c'est au tour des ouvrières d'une usine de guerre de Puteaux de cesser le travail. Le gouvernement, soucieux d'éviter une contagion de la grève, oblige le patron à satisfaire leurs revendications.

Mais Trotsky n'incrimine pas seulement Merrheim pour sa frilosité et son refus de prendre en considération les propositions de Fernand Lorient, l'un des responsables de la FNSI, visant à améliorer le fonctionnement du CRRI. Il lui reproche aussi de s'opposer

à ce que les partisans de Zimmerwald dans le PS se différencient nettement de la minorité longuetiste qui vient de voter une nouvelle fois les crédits de guerre et qui se refuse à exiger le départ des ministres socialistes du gouvernement d'Union nationale. Merrheim n'est pas le seul à vouloir ménager cette minorité qualifiée de « centriste ». C'est ce que révèle la discussion pendant l'été 1916 d'un projet de texte proposé par Trotsky désireux de clarifier les positions des « socialistes de Zimmerwald ». Beaucoup de membres du Comité, et en particulier Merrheim et Bourderon, s'offusquent de la virulence avec laquelle Trotsky s'en prend aux longuetistes. Deux mois sont nécessaires pour arriver à l'adoption d'un compromis rédigé par Lorient et Louis et Gabrielle Bouët, eux aussi membres de la FNSI. Ce texte est ensuite édité clandestinement sous forme d'une petite brochure intitulée *Les Socialistes de Zimmerwald* qui insiste sur la nécessité pour ces derniers d'affirmer leurs positions en toute indépendance, même si des accords circonstanciels peuvent être trouvés avec la minorité longuetiste. La brochure se conclut en affirmant que « le devoir vital de la classe ouvrière est de demander dès maintenant l'armistice immédiat pour entamer des pourparlers de paix », d'exiger des parlementaires du parti qu'ils votent désormais « contre les crédits demandés pour prolonger la guerre » et qu'ils mettent fin à la « collaboration socialiste aux gouvernements capitalistes de guerre ».

Le 1^{er} septembre, *Nache Slovo* est interdite et Trotsky expulsé vers l'Espagne. Le CRRI proteste et le fait savoir en diffusant un tract s'adressant à tous les « groupements socialistes » et à toutes les « organisations syndicales ».

Le Comité de défense syndicaliste (CDS) est créé peu après afin de combattre plus efficacement « la soumission » des dirigeants de la CGT à la « politique de guerre du gouvernement ». Il regroupe les syndicalistes les plus combattifs du CRRI qui avaient toujours eu du mal à s'y intégrer et que l'attentisme de Merrheim exaspère. Le CDS deviendra de plus en plus autonome sans jamais rompre formellement avec le CRRI. Lorient a lui aussi l'impression que Merrheim « n'est pas décidé à



Sceau de la police sur une liasse de tracts pacifistes saisis en 1916. Il s'agit de tracts du CRRJ publiant le Manifeste adopté par la Conférence socialiste internationaliste de Kienthal (symboliquement daté du 1^{er} mai 1916).

s'engager » (3) dans l'action. Et il constate que les craintes de Trotsky concernant l'intervention dans le PS étaient fondées. Au congrès socialiste de la fin décembre 1916, il est pratiquement le seul représentant de la minorité zimmerwaldienne à refuser de se rallier au texte présenté conjointement par la majorité et les longuetistes ; sa résolution n'obtient que 3,7 % des mandats alors que ses interventions avaient rencontré un réel écho parmi les délégués. Dès lors, Loriot va devenir dans le CRRJ la figure de proue d'une « aile gauche » qui se cristallise progressivement autour de lui. Il est d'autant plus déterminé à se différencier des longuetistes que le « *malaise* », la « *lassitude* », pour reprendre les termes les plus fréquemment utilisés à l'époque, qui s'expriment aussi bien à « l'arrière » qu'au front, commencent à changer la donne dans le PS comme dans la CGT et qu'il serait « *désastreux que ce soit cette minorité hésitante et sans idées nettes qui bénéficie des révoltes de la conscience socialiste* ».

Impasse militaire, crise politique, crise sociale...

Le 18 novembre 1916 prend fin la bataille de Verdun qui a débuté en février.

On déplore, du côté français, plus de 370 000 morts, blessés ou disparus. Trois jours plus tard, le commandement britannique décide l'arrêt de l'offensive sur la Somme commencée en juillet et qui se révèle à peine moins meurtrière pour l'armée française. Les différentes armées retrouvent, à peu de chose près, les positions qui étaient les leurs au début de l'année... Ces hécatombes ont de quoi refroidir l'enthousiasme des plus belliqueux et renforcer l'aspiration à la paix dans toutes les couches de la société, y compris au sein de « la classe politique ». Ainsi, Joseph Caillaux, l'un des leaders du parti radical, défend-il l'idée d'un compromis honorable pour tous les belligérants.

Mais la presse révèle dans le même temps que le gouvernement Briand a abordé la question des « buts de guerre ». On réaffirme bien sûr la restitution de l'Alsace-Lorraine mais certains envisagent l'annexion de la Sarre et/ou de la rive gauche du Rhin et l'attribution de certaines colonies allemandes. Ces visées expansionnistes, même si le gouvernement se garde bien de les formuler officiellement, mettent à mal « *le beau rêve de guerre défensive et libératrice* », comme l'affirme le CRRJ dans un tract reproduisant son « *Appel aux Fédérations et sections du Parti socialiste, aux organisations syndicales, aux militants* ». Dès lors, l'ensemble du mouvement pacifiste exige que les buts de guerre poursuivis par les Alliés soient exposés publiquement.

Si la guerre se poursuit, la France va « *tomber en syncope* », s'inquiète l'historien Aulard qui avait pourtant toujours eu des mots très durs à l'encontre de ceux qui, même timidement, évoquaient la possibilité d'une « *paix blanche* », sans annexions ni conquêtes. Ce malaise n'épargne pas le personnel politique. Clemenceau accuse le gouvernement Briand de ne pas mener la guerre avec toute l'énergie nécessaire et le rend responsable du « trouble » que connaît le pays en cette fin d'année 1916. Il s'en prend tout particulièrement à Malvy, le ministre radical-socialiste

(3) Lettre à Louis et Gabrielle Bouët, 17 novembre 1916. Fonds Bouët, Institut français d'histoire sociale, 14 AS 436.

de l'intérieur, à qui il reproche de faire preuve de trop d'indulgence envers ceux qu'il appelle les « *défaitistes* » et d'avoir laissé le « *désordre* » s'installer dans les usines d'armement.

Les grèves reprennent en effet en région parisienne dès la fin du mois de décembre. Mais c'est surtout en janvier 1917 qu'elles prennent de l'ampleur. Les 400 ouvrières de chez Verdorelli, une des usines travaillant pour l'armée, cessent le travail ; le lendemain, les ouvriers suivent leur exemple. La grève s'étend les jours suivants. Le scénario est toujours le même : ce sont les femmes qui débrayent les premières suivies, la plupart du temps, par leurs camarades hommes. Le mouvement s'organise. A l'usine Panhard, un comité de grève se met en place. Ces grèves sont accompagnées par les syndicats et la Fédération des métaux qui font paraître des communiqués de soutien et qui interviennent auprès des autorités. Les revendications sont avant tout salariales. Il en est de même dans l'habillement où les couturières sont en grève du 8 au 10 janvier et obtiennent en partie satisfaction. Si dans ce dernier secteur, les femmes ont souvent joué par le passé un rôle déterminant dans le déclenchement des conflits, il n'en est pas de même dans la métallurgie. Il faut dire qu'en 1913, elles ne constituaient, en région parisienne, que 5 % des effectifs employés dans cette industrie. Mais, pour pallier à la pénurie de main-d'œuvre engendrée par l'essor de l'économie de guerre dès 1915, le recours aux « mobilisés industriels » s'est très vite révélé insuffisant. Il a donc fallu faire appel aux femmes et, dans une moindre mesure, aux travailleurs immigrés. En 1917, le pourcentage des ouvrières dans la métallurgie parisienne se chiffre à 26 %. Si, en 1916, leurs salaires sont supérieurs de 50 à 60 % sur ceux d'avant-guerre, alors que les prix ont augmenté en moyenne de 45 %, les salaires minima, eux, n'ont été relevés que de 30 %. Si les ouvrières parviennent donc à obtenir un meilleur salaire qu'en 1913, alors qu'elles conti-

nent comme par le passé à être payées à la pièce, c'est au prix d'une intensification de leur travail, notamment par l'introduction du taylorisme, du recours systématique aux heures supplémentaires, et donc d'une fatigue extrême proche de l'épuisement. De plus, la hausse des prix s'accélère en ce début d'année 1917 et certains produits, comme le sucre ou la viande, sont ou vont être rationnés. A cela s'ajoutent des difficultés de ravitaillement en charbon et en gaz alors que cet hiver 1917 se révèle exceptionnellement froid.

Les ouvrières de la métallurgie revendiquent donc d'abord, en ce début d'année 1917, une augmentation de 20 à 30 % de leurs salaires minima. Elles exigent aussi « *plus de correction de la part de la part des contremâtres et des chefs d'équipe* » (4). Le 7, des incidents opposent à Ivry des grévistes aux forces de l'ordre ; plusieurs ouvrières sont arrêtées. Le gouvernement, soucieux d'éviter l'extension de la grève, montre sa détermination. Deux de ces ouvrières sont condamnées à deux mois de prison et deux autres à de lourdes amendes.



Albert Thomas (au centre) à la Gare du Nord, au retour de Russie, 23 juin 1917, en compagnie de Malvy, Ribot et Painlevé.

Les syndicats protestent et des collectes sont organisées pour leur venir en aide. Mais, dans le même temps, Albert Thomas, promu ministre de l'Armement lors du remaniement ministériel de décembre 1916 et demeuré seul représentant du PS dans le

(4) *L'Humanité*, 6 janvier 1917.

gouvernement Briand, reçoit une délégation de la CGT emmenée par Jouhaux et Merrheim qui lui demandent de fixer par la loi des salaires minima. Albert Thomas est conscient que seule « *une politique d'intervention encore plus directe de l'Etat dans les rapports sociaux* » (5) obligeant les patrons à se monter moins intransigeants peut calmer les esprits et permettre la reprise du travail. Le 12 paraît donc un décret instituant « *l'arbitrage obligatoire* » grâce à la mise en place dans chaque région de « comités permanents de conciliation » où siègeront des représentants des patrons et des syndicats. Quatre jours plus tard, un nouveau texte ministériel établit les salaires minima dans les usines de guerre. La direction de la CGT parle de « *résultats positifs* » et appelle implicitement à la reprise du travail. Les syndicats acquis à la minorité jugent ces mesures insuffisantes tandis que la Fédération des métaux, sans prendre position pour ou contre l'arrêt du mouvement, souligne qu'il s'agit là de minima qui pourront être ultérieurement augmentés. Après quelques hésitations, les grévistes votent la fin de la grève. C'est ensuite au tour des syndicats des ouvriers du bâtiment de demander des augmentations de salaire. Le 18, ils tiennent un meeting qui réunit plusieurs centaines de participants. Même les organisations de fonctionnaires commencent à se manifester et revendiquent une augmentation substantielle de leur prime de vie chère pour faire face à l'envolée des prix.

Cette agitation reste limitée à la région parisienne et cesse en février. Mais elle a marqué les esprits. De nombreuses adhésions viennent renforcer le syndicat des métaux, ce qui incite Merrheim à donner la priorité aux revendications et à mettre un peu en sourdine la propagande pacifiste. En revanche, des syndicats minoritaires s'efforcent de lier la continuation de la guerre aux difficultés auxquelles se heurte quotidiennement la population : « *Plus la guerre se prolonge, plus la misère pénètre dans nos foyers* », affirme par exemple le Syndicat du bâtiment parisien dans une convocation à une réunion fin janvier. Des tracts « *Du charbon ou la paix* » sont distribués à la porte des usines ou sur les marchés. Même la majorité de la CGT est amenée à infléchir son discours et, sans

remettre en cause pour autant son soutien à la politique de défense nationale et en se gardant bien de rompre ses relations avec les pouvoirs publics, multiplie les attaques contre les patrons et les références à la lutte de classe. Dans ce contexte, la minorité longuetiste progresse dans le PS et s'empare de la direction de la Fédération de la Seine. Certains, dans la majorité, commencent à prendre leurs distances avec l'Union sacrée et s'interrogent sur leur participation au gouvernement, au demeurant réduite à sa plus simple expression. La reprise de l'action revendicative et ses répercussions dans les organisations ouvrières inquiètent aussi les autorités qui intensifient la répression contre la mouvance pacifiste.

Pour Lorient, devenu le principal porte-parole de la minorité zimmerwaldienne, la situation est propice au développement du CRRI, à condition toutefois que son fonctionnement soit amélioré et son orientation clarifiée. C'est ce qu'il propose, le 15 février, à la réunion plénière du Comité devant quelques 130 militant(e)s. Le principe de cette réorganisation est adopté de même qu'est affirmée la nécessité de publier une déclaration exposant les positions de la « section socialiste » du CRRI. Le 1^{er} mars, son projet de réorganisation est entériné. Il prévoit notamment d'améliorer la rentrée des cotisations et de centraliser la correspondance avec les groupes de province. Lorient est élu secrétaire de la section avec Louise Saumoneau, pacifiste de la première heure, comme adjointe. Cette réorganisation fait l'objet d'une brochure qui rappelle aussi l'origine du CRRI, sa fidélité aux principes socialistes d'avant 1914 et sa volonté de participer à la « reconstruction de l'Internationale ouvrière » (6).

La révolution russe va brusquement donner une autre dimension à l'intervention du CCRI et lui donner de nouvelles perspectives. Il en est de même pour le mouvement que la classe ouvrière a commencé à amorcer au début de l'année.

(5) Jean-Louis Robert, *Les Ouvriers, la patrie et la révolution. Paris 1914-1919*, Annales historiques de l'Université de Besançon n° 592, 1995, p. 109.

(6) *Organisation et action de la section*, CRRI, mars 1917.

« La révolution russe est le signal de la révolution universelle »

(« La révolution russe et le devoir socialiste », tract du CRRI, mars 1917)

Le 11 mars, *L'Humanité* reproduit en page intérieure une dépêche d'agence relatant que des « manifestations populaires », composées principalement de femmes et « demandant du pain », ont lieu depuis plusieurs jours à Petrograd. Le 14, le quotidien annonce en première page la suspension de la Douma par le gouvernement russe. Mais il souligne aussi que le peuple « soutient la Douma » et se félicite de la déclaration de « M. Milioukov, chef des cadets » assurant que « la Russie veut la victoire » et qu'elle l'obtiendra, s'il le faut, « malgré le gouvernement ». Trois jours plus tard, il titre en gros caractères : « La révolution triomphe en Russie », révolution que les socialistes français « saluent avec enthousiasme ». Le journal évoque pour la première fois l'existence d'un « conseil des délégués ouvriers ». L'abdication du tsar est annoncée le 18 de même que la constitution d'un gouvernement provisoire dominé par les cadets mais où siège aussi Kerenski, un « député travailliste ». Le lendemain, *L'Humanité* reproduit intégralement le discours du nouveau ministre des Affaires étrangères, Milioukov, qui affirme notamment que « l'armée russe ainsi que tous les partis politiques exigent unanimement la continuation de la guerre ».

Dès lors, le quotidien socialiste va décliner plusieurs thèmes complémentaires concernant la révolution russe. D'abord, la guerre, après le renversement du régime autocratique russe, « prend [...] plus que jamais, son vrai caractère de lutte populaire de défense et de libération » (7). Il avait en effet toujours été quelque peu délicat pour les dirigeants du PS de parler d'une « guerre pour le droit et la liberté » quand on avait pour allié la Russie tsariste. Maintenant, « le sens du grand conflit actuel » (8) est on ne peut plus clair : la guerre met aux prises deux camps que tout oppose, « d'un côté, la démocratie, de l'autre l'autocratie », et cela d'autant plus que les Etats-Unis vont combattre aux côtés des

Alliés. « A la lumière de ces deux éclairs, quelles incertitudes et quelles réserves subsisteraient ? » (9). D'ailleurs, affirme Marcel Cachin, « la réaction russe [...] désirait une paix séparée avec l'Empire allemand afin de l'associer à lui pour écraser le peuple russe et les démocraties de l'Europe » (10). Si donc le sens de la guerre ne fait plus aucun doute, la « paix immédiate de la Russie [...] serait la paix contre la République française ». *L'Humanité* se réjouit des assurances données par le gouvernement provisoire quant à sa volonté de poursuivre la guerre et plus encore de la déclaration du Conseil des délégués des ouvriers des soldats reconnaissant ce gouvernement et assurant qu'il « n'entend exercer qu'un contrôle sur ses actes » (11). En revanche, le journal condamne fermement la « campagne kienthalienne » menée « par des social-démocrates russes qui se disent "léninistes" » en faveur de la paix immédiate. Heureusement, ces « agents provocateurs » sont hués par la foule quand ils tiennent des propos « pacifistes ». La direction du PS, en accord avec la commission des Affaires étrangères de la Chambre des députés, décide fin mars d'envoyer en Russie une délégation de trois députés, dont Marcel Cachin, chargée de mettre au point, en liaison avec les organisations socialistes, les conditions de la poursuite de la guerre et d'aider ces dernières à combattre les « défaitistes ». Le CRRI proteste contre cette initiative.

Dernier thème développé par *L'Humanité*, la nécessité de la révolution... en Allemagne et Autriche-Hongrie, car « il ne se peut pas que » les « masses populaires » de ces pays « ne se demandent pas, anxieuses, si les bergers qu'elles ont suivis ne les ont point acculées à une impasse où elles trouveront finalement au lieu du profit et de la gloire la défaite et le déshonneur ». C'est aussi ce qu'avait déclaré dès le 18 mars le bureau de la CGT quand il invitait, dans un communiqué apportant le soutien de la

(7) « Déclaration des députés socialistes », *L'Humanité*, 23 mars.

(8) *Ibid.*, 6 avril.

(9) Article de Louis Dubreuilh, *ibid.*, 26 mars.

(10) *Ibid.*

(11) *Ibid.*, 27 mars.

centrale à la révolution, les « *prolétariats des empires centraux* » à suivre « *le grand exemple* » de leurs camarades russes. La révolution russe suscite également l'enthousiasme des militants du CRRRI et du CDS, mais un enthousiasme que tempère une certaine inquiétude. Les déclarations du gouvernement provisoire, et en particulier celles émanant de Kerensky, affirmant sa détermination à poursuivre la guerre, ne vont-elles pas rendre plus difficile l'action des pacifistes en donnant des arguments aux « *socialistes de gouvernement* » ? Certes, ils perçoivent la situation de double pouvoir engendrée par le déroulement de la révolution, et ils se félicitent des premières mesures prises « *par le conseil permanent des délégués ouvriers* » de Petrograd, en particulier l'instauration de la journée de 8 heures. « *C'est de bon augure. La révolution continue son œuvre* », se réjouit *L'Ecole de la Fédération* (12), l'hebdomadaire de la FNSI. Les militants révolutionnaires du CRRRI sont convaincus que le conflit entre le gouvernement provisoire et les soviets est inévitable et qu'il ne cessera de s'approfondir. Mais, s'inquiète un instituteur proche de Louis Bouët, Edmond Bazot, « *qui nous dit qu'il (ce conflit) ne se terminera pas par des journées de Juin* (13) *qui verront l'écrasement du peuple par les libéraux au bénéfice de la réaction ?* » (14).

Le 29 mars, le CRRRI organise un meeting de soutien à la révolution russe auquel participent environ un millier de personnes. Il est présidé par Merrheim qui prédit qu'« *à l'exemple de la Russie tous les peuples belligérants feront la révolution et qu'ainsi la guerre prendra fin* ». Puis la parole est donnée à Lorient qui déclare espérer que le « *le Comité permanent des délégués des ouvriers et des soldats finira par s'assurer le bénéfice intégral de la révolution* ». A la fin du meeting, il propose l'envoi d'un message de soutien « *au peuple* » et « *aux socialistes* » de Russie. Adopté par acclamations, ce texte se conclut en exprimant la conviction des participants que « *la révolution russe émancipera non seulement les peuples de Russie, mais contribuera aussi au réveil des énergies révolutionnaires en Europe et entraînera tous les prolétaires à reprendre la lutte pour leur émancipation intégrale* ».

La Ligue des droits de l'homme

organise à son tour le 1^{er} avril un meeting de soutien à la révolution russe avec le concours du PS et de la CGT. Tout se passe bien jusqu'au moment où la parole est donnée à Emile Vandervelde, le président de la Deuxième Internationale qui, depuis la déclaration de guerre, refuse tout contact avec les socialistes des empires centraux et s'oppose à la convocation d'une conférence de tous les partis socialistes des pays belligérants et neutres. Conspué par une bonne partie des 5 000 personnes présentes, militants ou sympathisants du CRRRI et du CDS, il a bien du mal à terminer son discours. Les cris redoublent quand Jouhaux s'apprête à lui succéder à la tribune, à tel point que celui-ci renonce à prendre la parole de même que Renaudel qui devait intervenir pour le PS. « *La réunion prit fin sans que fût mis aux voix l'ordre du jour qui avait été rédigé par le bureau* », déplore le lendemain *L'Humanité* qui accuse des « *éléments de trouble* » d'être à l'origine de ces incidents. *Le Journal du peuple*, un quotidien acquis au pacifisme fondé en 1916 par Henri Fabre, se réjouit au contraire du bon tour joué à Jouhaux et aux socialistes majoritaires, ce qui lui vaut une suspension de huit jours. Pour Edmond Bazot, « *les Vandervelde, Renaudel et Jouhaux ont pour la première fois reçus du peuple de Paris l'accueil que leur apostasie mérite depuis longtemps* » (15).

Au même moment, « *l'Appel du Comité des députés ouvriers et soldats de Russie aux prolétaires de tous les pays* », où les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires sont très largement majoritaires, commence à circuler dans les organisations ouvrières. *L'Humanité* en reproduit quelques extraits, et notamment celui où il est affirmé que « *la révolution russe ne reculera pas devant les baïonnettes des conquérants et ne permettra pas son*

(12) *L'Ecole de la Fédération*, 31 mars.

(13) Allusion aux journées de juin 1848 qui ont vu l'écrasement de la révolte du prolétariat parisien quatre mois après la révolution de Février. *L'Ecole de la Fédération*, 31 mars.

(14) Lettre à Louis et Gabrielle Bouët du 23 mars 1917.

(15) Lettre à Louis et Gabrielle Bouët, 5 avril 1917.

écrasement par une force militaire extérieure ». C'est aussi ce passage qui est cité dans le « manifeste » de soutien à la révolution russe que le comité confédéral de la CGT adopte le 3 avril. Les directions du PS et de la CGT insistent sur le fait que l'appel s'adresse en priorité au « prolétariat allemand » en l'exhortant à « briser le joug » de son « propre régime absolutiste » comme le peuple russe vient de le faire. Mais c'est un autre passage que les militants du CRRRI vont mettre en exergue : « *En nous adressant à tous les peuples qu'on détruit et qu'on ruine dans cette horrible guerre, nous déclarons qu'il est temps de commencer une lutte décisive contre les tendances de conquête des gouvernements de tous les pays. Le temps est venu où les peuples doivent prendre dans leurs propres mains la décision de guerre et de paix.* » Ils décident donc, malgré les ambiguïtés de cette déclaration, de la diffuser sous forme d'un tract au verso duquel ils font imprimer un appel pour faire du 1^{er} mai « *un jour de protestation et de revendications [...] contre l'augmentation croissante du coût de la vie [...], contre l'exploitation intensive des femmes [...], contre la continuation de la terrible tuerie* ». Cet appel explique que « *le meilleur*

cial internationale ! » Le gouvernement ne s'y trompe d'ailleurs pas et décide la saisie du tract qui continue cependant à être diffusé, les responsables du CRRRI ayant appris à devancer les décisions de la commission de censure.

Les autorités prennent en effet très au sérieux la tentative du CRRRI et du CDS d'aider à la jonction entre l'agitation ouvrière qui, à Paris, a repris au mois d'avril dans l'habillement et le bâtiment, et la lutte contre la guerre en leur donnant, à l'exemple de la révolution russe, une perspective ouvertement révolutionnaire (16). D'autant plus qu'elles ne peuvent plus ignorer le mécontentement de la population confrontée à l'envolée des prix ni la « crise » de son « moral » à l'annonce de l'échec de la nouvelle et sanglante « offensive de printemps » décrétée par le général Nivelle. La montée du mécontentement oblige d'ailleurs la direction du parti à durcir le ton envers le gouvernement, accusé de laxisme envers les « marchands et spéculateurs de tous calibres » et de prendre un peu plus ses distances avec l'Union sacrée. Dans le même temps, *L'Humanité* continue à donner une large place aux déclarations des dirigeants du Conseil des soviets de Russie réaffirmant leur soutien à la poursuite de la guerre. En revanche, le journal condamne fermement les agissements des « *ultra-kienthalien partisans de Lénine* » qui tentent, sans succès assure-t-il, d'organiser des « *manifestations contre les Alliés* », et il s'indigne à l'annonce de cette « *nouvelle stupéfiante* » qu'est l'autorisation donnée à Lénine par le gouvernement allemand de traverser son territoire.

Pour la première fois depuis le début de la guerre, des syndicats, dans le bâtiment et l'habillement, appellent à faire grève le 1^{er} mai. La FNSI envisage elle aussi de recourir à ce moyen d'action pourtant interdit aux fonctionnaires.

Pour la première fois depuis le début de la guerre, des syndicats, dans le bâtiment et l'habillement, appellent à faire grève le 1^{er} mai. La FNSI envisage elle aussi de recourir à ce moyen d'action pourtant interdit aux fonctionnaires.

(16) C'est ce qu'il fait par exemple dans un tract intitulé « *La révolution russe et le devoir socialiste* » distribué quelques jours avant le 1^{er} mai.

**Faites Grève! Soutenez la Grève!
Et tenez bon! On les aura!**
Le Comité pour la Reprise des Relations Internationales.

Tract du C.R.R.I. publié en mai 1917, pendant la vague de grèves.

moyen pour nous d'aider nos frères russes à triompher de la contre-révolution qui les guette, d'aider nos camarades allemands à jeter bas le despotisme qui les opprime, c'est de faire sentir à notre propre bourgeoisie, à tous les profiteurs de la guerre, à tous les réactionnaires, dont l'action s'épanouit librement chez nous à la faveur de l'Union sacrée que notre conscience de classe se réveille enfin, que nous commençons à comprendre l'immense duperie de cette prétendue guerre de liberté, où nous perdons peu à peu tous les nôtres ». Les slogans qui le concluent sont eux dénués d'ambiguïté : « *A bas l'Union sacrée ! Vive l'action internationale du prolétariat ! Vive la révolution russe ! Vive la révolution so-*

tes. Les soldats qui rentraient de permission, et qui retournaient au front, ont poussé les cris de "Vive la paix; à bas la guerre; vive la révolution", ont chanté l'Internationale et la Carmagnole, et ont déployé le drapeau rouge.

Extrait d'un rapport de police du 31 mai 1917

Finalement, elle doit y renoncer mais elle invite ses adhérents à participer « aux manifestations et réunions qui auront lieu ce jour-là ». Devant le refus de la majorité de l'Union des syndicats de la Seine d'appeler à la grève et d'organiser des rassemblements, le CDS, soutenu par le CRRI, convoque le 1^{er} mai au local de l'Union, rue Grange-aux-Belles, un meeting dont le succès, plusieurs milliers de participants, parmi lesquels beaucoup de « jeunes gens et de femmes », remarque *Le Temps*, dépasse les espérances de ses initiateurs. Un cortège se forme à l'issue du meeting et se dirige vers la place de la République. Les forces de l'ordre interviennent pour le disperser. L'affrontement « est long et violent » (17).

Le lendemain, la presse consacre quelques lignes au meeting, mais la censure a veillé à ce qu'aucune allusion ne soit faite à la manifestation. *Le Temps*, le journal « bourgeois et conservateur par excellence » (18), revient peu après sur le 1^{er} mai dans un article publié en première page. « Les milieux autorisés » ont parfaitement compris la signification des événements parisiens. Le quotidien adresse donc un avertissement « aux travail-

leurs » qui doivent comprendre « que tout arrêt du travail, sous quelque prétexte que se soit, priverait la France d'une partie de ses ressources et de ses moyens, et qu'il constituerait par là une véritable trahison à l'égard des soldats qui défendent la patrie avec une vaillance qui montre la France encore grandie aux yeux du monde entier ». Mais la révolution russe, « cette flamme surgie au milieu d'une chape de froidure » (19), a changé la donne et l'aspiration à la paix grandit au sein du mouvement ouvrier comme dans l'armée. Les menaces n'empêcheront pas une nouvelle vague de grèves, à Paris mais aussi en province, de se déclencher au milieu du mois de mai, de même qu'elles ne parviendront pas à faire obstacle aux mutineries qui vont suivre l'annonce par l'état-major français de la reprise de l'offensive interrompue en avril.

Loïc Le Bars

(17) Jean-Louis Robert, *op. cit.*, p. 106.

(18) Lénine, Première *Lettre de loin*, mars 1917.

(19) Jean-Louis Robert, *op. cit.*, p. 110.

Les compétences contre les connaissances : brèves réflexions sur les nouveaux programmes d'histoire de collège ⁽¹⁾

par Jean-Guillaume Lanuque

Il y a trois ans, nous avons proposé une contribution dans les *Cahiers du mouvement ouvrier* au sujet des programmes d'histoire et de géographie de collège récemment entrés en application (2). La mise en place de la réforme du collège à compter de la rentrée 2016, contre l'opposition de la majorité des personnels, rappelons-le, s'est accompagnée de l'imposition de programmes une nouvelle fois remaniés, repensés même, dans une logique « curriculaire », pour reprendre le terme utilisé par le ministère. Derrière un jargon pseudo-savant, il s'agissait en réalité de justifier un fait sans précédent : l'entrée en vigueur de programmes nouveaux pour les quatre niveaux du collège durant la même année scolaire. Au-delà de la masse de travail que cela impose aux enseignants, la cohérence prétendue est mise à mal du simple fait que les élèves, à l'exclusion des sixièmes, basculent brutalement d'un programme à l'autre, sans passage progressif de niveau à niveau. Deux nouveautés viennent également complexifier la gestion d'une progression des chapitres : l'accompagnement personnalisé, utile pour travailler la méthodologie mais qui est obligatoirement pris sur les heures de cours, et les enseignements pratiques interdisciplinaires, réincarnation des itinéraires de découvertes mis en place sous le

gouvernement Jospin. Il s'agit, selon les dires du ministère, de permettre la réussite de tous les élèves en axant l'enseignement sur une réalisation concrète à travers le croisement de plusieurs disciplines. En réalité, les heures nécessaires à ce travail sont prises là aussi sur les cours, et des études (non citées par le ministère, bien sûr) insistent sur la plus grande difficulté, pour des élèves déjà faibles, de maîtriser le principe de l'interdisciplinarité...

L'un des changements majeurs de ces nouveaux programmes, qui s'apparente à un renforcement d'une mutation engagée dans la décennie précédente, concerne les compétences. Sous prétexte d'un alignement des exigences scolaires françaises sur celles des autres pays européens et des membres de l'OCDE, les compétences sont désormais au cœur de l'enseignement (3). Au point, pour

(1) Merci à Virginie et Brice, mes collègues, pour les discussions que nous avons menées et qui ont servi à alimenter la réflexion de cet article.

(2) « L'histoire éclatée. Retour critique sur les nouveaux programmes d'histoire de collège », *Cahiers du mouvement ouvrier* n° 57, premier trimestre 2013.

(3) Pour un regard critique sur cette évolution, je renvoie au livre d'Angélique del Rey, *A L'Ecole des compétences. De l'éducation à la fabrique de l'élève performant*, Paris, La Découverte, 2010, dont j'ai proposé une recension sur le blog de Dissidences : <https://dissidences.hypotheses.org/2512>

certain inspecteurs, que les matières comme l'histoire et la géographie ne sont finalement que des prétextes pour l'acquisition des compétences ! Le nouveau brevet illustre le terminus *post quem* de cette évolution. Dans les sujets zéro qui ont été diffusés, les questions sont principalement centrées sur des savoir-faire, lecture et compréhension de documents, les connaissances concrètes étant réduites à la portion congrue. Rien d'étonnant, puisque les instructions officielles à suivre par les enseignants ne fournissent plus, comme autrefois, des repères historiques ou géographiques précis, que devaient maîtriser tous les collégiens de France. A terme, on peut se demander si l'apprentissage ne sera pas lui-même abandonné, sous prétexte de l'accessibilité aisée à toutes les connaissances possibles par le numérique (4)... en oubliant que la maîtrise d'un minimum de connaissances est indispensable à la compréhension indépendante de situations ou de textes, sans parler de toute recherche à effectuer sur Internet.

Si l'on se penche à présent sur les instructions officielles proprement dites (5), plus sommaires on l'a dit que pour les changements antérieurs, on remarque que si des sujets disparaissent, d'autres font leur retour. C'est par exemple le cas de la préhistoire, réintégrée en classe de sixième. Pour l'étude des civilisations antiques – grecque, romaine et juive –, l'accent est mis sur la dimension religieuse, un axe que l'on peut trouver en partie réducteur et exclusif, là où les premiers chapitres de l'année, justement, sur les premières migrations, la révolution agricole et la naissance des villes, États et écritures présentent une grande cohérence et permettent de bien poser les bases de l'évolution humaine. L'ouverture vers les civilisations extra-européennes (ou extra-occidentales), permise par les programmes antérieurs, marque par contre le pas : la Chine des Han n'est traitée que par le biais de ses relations avec l'Empire romain, et l'Inde des Gupta s'évanouit totalement. De même, en cinquième, l'Afrique au Moyen Âge, l'une des nouveautés les plus louables des précédents programmes, puisqu'offrant une entrée vers l'histoire globale et mondiale, a été abandonnée ; la seule ouverture décelable,

on la trouve dans le thème du monde à l'époque de Charles Quint et Soliman le Magnifique, dans lequel s'intègrent les grandes découvertes, et qui peut permettre d'offrir un aperçu d'histoire globale. On retrouve d'ailleurs, dans l'étude des empires musulman et chrétien du Moyen Âge, le prisme d'abord religieux et politique, au détriment d'une approche plus socio-économique, plus portée sur la vie quotidienne des populations, également.

Mais le plus scandaleux, on le trouve en classe de quatrième. La Révolution française, qui avait déjà connu une cure d'amaigrissement, est désormais squelettique. La révolution américaine, qui la précédait traditionnellement dans l'étude, est pour sa part passée par pertes et profits, sauf si on choisit de replacer la Révolution française dans le cadre général des « révolutions atlantiques » (où elle n'aura de toute façon droit qu'à une rapide mention). On ne doit en effet aborder la Grande Révolution que par le biais de ses acquis, et la seule date exigible pour les élèves est celle de... 1789 ! Plus de récit de la Révolution, plus d'analyse de ses grandes étapes, on assiste là à la conclusion de la revisitation de la Révolution par l'école furetienne : l'essentiel est mis en place en 1789, à commencer par la sacro-sainte Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, érigée en absolu intangible (avec sa défense du droit à la propriété, bien sûr), alors que l'on sait pertinemment, pour nous en tenir à un unique exemple, que l'abolition des privilèges du 4 août 1789 ne fut achevée qu'avec la Convention. La tentation est grande d'interpréter cette quasi-disparition comme une volonté d'évacuer tout modèle révolutionnaire potentiellement dangereux, au profit d'une conception de l'histoire idéaliste et non matérialiste. A la place, un des thèmes demandé cette même année de quatrième

(4) Sur ce sujet, voir l'ouvrage fort intéressant de Philippe Bihouix et Karine Mauvilly, *Le Désastre de l'école numérique. Plaidoyer pour une école sans écran*, Paris, Seuil, 2016, chroniqué sur le blog de Dissidences.

(5) Elles sont accessibles à toute personne intéressée sur le site Eduscol, sachant que les programmes de sixième font partie du cycle 3, et ceux de cinquième, quatrième et troisième du cycle 4.

est « *Une difficile conquête : voter de 1815 à 1870* » ; on appréciera tout particulièrement la date butoir, qui permet de ne pas inclure la Commune de Paris dans l'approche. Quant à la révolution russe, dont nous allons bientôt marquer le centenaire, elle n'est finalement que le produit de la guerre (ses « *conditions sont installées par la guerre totale* »), une vision pour le moins réductrice, et en dehors de la prise du pouvoir par les bolcheviks, ne doit être abordée que par la mise en place du « *communisme soviétique stalinien [...] au cours des années 1920* ».

En mettant en perspective programmes d'histoire et programmes de géographie (ceux d'enseignement moral et civique mériteraient dans ce cadre d'être également analysés), on a une vision bien précise du monde que les autorités souhaitent transmettre à la jeunesse : une centralité du fait religieux, qui permet de comprendre en partie le monde qui nous entoure et en explique les conflits (programme de sixième) ; une mondialisation avec quelques défauts, mais qui permet finalement une forme d'union mondiale, le changement global commandant d'ailleurs, non de lutter contre, mais de « s'adapter » (programme de cinquième) ; une trajectoire historique qui ignore pour l'essentiel les bifurcations, les possibles non advenus, au profit d'un apprentissage, parfois long et douloureux, du « vivre ensemble », du système de la démocratie parlementaire, de la tolérance et du respect de l'autre (y compris si cet autre est plus

riche et plus puissant que soi, bien sûr). Ironie du sort, le chapitre de géographie de quatrième des précédents programmes, dans lequel on devait analyser le fonctionnement d'une entreprise transnationale, a été retiré : sans doute le dévoilement de la réalité, celle de la gestion d'une entreprise et de la recherche des coûts les plus bas, au prix d'une exploitation plus poussée de la main-d'œuvre, ne plaisait-il pas à tout le monde...

Tous ces éléments, auxquels s'ajoute, en cette séquence électorale présidentielle, le souhait manifesté par le candidat de la droite, François Fillon, de revenir au « roman national » dans des programmes d'histoire qui seraient refondus alors qu'ils viennent juste d'être modifiés, manifestent un réel mépris pour la profession. Il faut donc espérer que les syndicats et les associations qui la représentent se mobilisent, d'une part pour manifester le refus d'un tel fonctionnement exclusivement descendant, d'autre part pour initier, pourquoi pas, des états généraux de l'enseignement de l'histoire. L'occasion d'avancer des propositions fortes, en particulier sur la conception des programmes : non pas, comme le défend François Fillon, à élaborer par des académiciens et des universitaires, mais par les enseignants du secondaire eux-mêmes, avec consultation des historiens en poste à l'Université. Une façon de renverser la logique et les priorités.

Jean-Guillaume Lanuque

Chronique des falsifications

L'ère des faussaires...

En 2002, l'historien Pierre Miquel publiait *Les Mensonges de l'histoire*. « *En histoire*, écrivait-il dans la première ligne de son avant-propos, *le mensonge est l'activité la mieux partagée*. » Au cas où le lecteur n'aurait pas bien compris, il donnait ensuite comme titre à son premier chapitre une phrase limpide : « *L'histoire ment comme elle respire* » et précisait à l'intention des esprits lents : « *Elle ment sans vergogne*. »

Si la propagande éhontée à laquelle donnent lieu les Croisades ou l'épopée de Jeanne d'Arc n'ont guère de portée dans le monde actuel, il n'en est pas de même des mensonges dont l'histoire contemporaine regorge car ils ont un effet politique dans le monde d'aujourd'hui. Depuis leur premier numéro, les *Cahiers du mouvement ouvrier* se sont attachés dans leur chronique des falsifications à débusquer certaines des plus grosses, certaines seulement car il faudrait des volumes entiers pour les traquer toutes.

Quelles sont les plus énormes ? Le lecteur n'a que l'embarras du choix : les quatre-vingts députés français héroïques, qui en juin 1940, auraient fermement dit non à Pétain... et s'en sont bien gardé (sauf une minuscule poignée) puis ont fabriqué une légende complaisante ; les affabulations ou fantaisies de Jacques Attali qui, par exemple, découvre des insurrections communistes conjointes à Moscou et à Berlin en juin 1917 (ainsi, le Parti communiste allemand aurait organisé une insurrection dix-huit mois avant sa

fondation fin décembre 1918) ou celles d'Arkadi Vaksberg qui attribue à Lénine la gestion d'un laboratoire de poisons placé sous le contrôle de son redoutable secrétariat... composé exclusivement de dactylos et de sa propre épouse, ou celles d'un universitaire américain fou furieux qui, pour défendre Staline contre Khrouchtchev et son rapport « secret », approuve la déportation des peuples du Caucase en 1943-1944 qu'il présente comme une mesure humaniste, les affabulations innombrables de Stéphane Courtois, les délires sur les bolcheviks et l'argent allemand... ou américain (sic !), ou le culot des autorités lituanienne qui ont osé ouvrir à Vilnius un mémorial du génocide imaginaire du peuple lituanien prétendument commis par l'URSS... mais ne soufflent mot du génocide réel des juifs lituaniens réalisé avec la participation très active des nationalistes lituaniens, sans parler des pesantes digressions de la très poutinienne « historienne » russe Natalia Narochnitskaïa qui prétend que la politique impérialiste et belliciste de George Bush aurait été inspirée par les trotskystes américains infiltrés dans la direction du Parti républicain à qui ils auraient dicté, selon cette dame, cette version... de la révolution permanente.

Ce ne sont là que quelques petites pépites des falsifications signalées dans les soixante et onze numéros des *Cahiers du mouvement ouvrier* et dont la liste suit.

Rémy Janneau

Perles...

Si les « spécialistes » universitaires s'y mettent...

Le *Monde Histoire* a publié, en janvier, un numéro consacré en partie à la révolution russe dont la couverture s'orne d'un célèbre tableau soviétique représentant Lénine.

Le dossier s'ouvre par un article de Sophie Cœuré, professeur à Paris-VII et auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire de l'URSS

Page 35, première surprise : dans la chronologie, on lit : « 24-25 octobre : un coup d'Etat fait tomber le gouvernement provisoire. C'est la révolution d'Octobre. Puis 7-8 novembre : le II^e Congrès vote les pouvoirs aux soviets. Un gouvernement bolchevik se met en place. »

Surprenant, n'est-ce pas... Nombreux sont encore ceux qui savent que les deux événements se déroulent en même temps et que le 24-25 octobre indique la date de ces deux événements conjoints dans le calendrier julien ou vieux-style, en retard de treize jours sur le calendrier grégorien utilisé dans le reste de l'Europe, et que les 7-8 novembre indiquent la même date dans le calendrier grégorien.

On se dit que l'erreur – énorme – ne peut venir d'une universitaire considérée comme une spécialiste de l'URSS et provient sans doute de l'incompréhension d'un jeune stagiaire.

Las ! Dans le texte de Sophie Cœuré, page 41, on retrouve la même erreur monumentale :

« *Préparé par le Comité militaire révolutionnaire de Petrograd, associant les bolcheviks et les S-R de gauche, le coup d'Etat des 24 et 25 octobre révèle l'impuissance du pouvoir en place [...]. Le II^e Congrès [de quoi d'ailleurs ? L'auteur ne nous le dit pas – nda] s'ouvre dans la nuit du 7 au 8 novembre. Mencheviks et S-R se retirent, renvoyés par Trotsky aux poubelles de l'histoire.* »

On savait que l'enseignement de la révolution russe était malmené dans les programmes et les manuels d'histoire des lycées et collèges... Mais si les « spécialistes » universitaires s'y mettent eux aussi, l'avenir est sombre.

Jean-Jacques Marie

Un dépoussiérage... douteux

Un certain Victor Loupan vient de publier aux éditions du Rocher une « histoire secrète de la révolution russe ».

Le titre, déjà, suscite le doute.

Le pedigree de l'auteur ne peut que renforcer ce sentiment : ancien reporter au *Figaro Magazine*, membre du Conseil pour la culture du patriarche de Moscou, président du comité éditorial et rédacteur en chef de *La Pensée russe*, journal ultra-réactionnaire des gardes-blancs, monarchistes et autres bénisseurs orthodoxes.

Dans une interview à *Breizh Info*, il affirme : « *Il y a bien des aspects essentiels de la révolution russe qui sont totalement inconnus.* » Lesquels ? Mystère. Il poursuit : « *Compte tenu de mes origines et de ma connaissance du russe, j'ai eu un accès privilégié aux tout derniers travaux des jeunes historiens moscovites et pétersbourgeois qui ont totalement dépoussiéré cette histoire. Mon livre qui sort résolument des sentiers battus en est une première illustration en français.* »

Comme première illustration, c'est réussi. Qu'a découvert Victor Loupan le conseiller du très réactionnaire (et très opulent) patriarcat orthodoxe ?

Un scoop.

« *Je parle d'ailleurs peu de Lénine, car il n'y a pas grand-chose à en dire. C'était un intellectuel laborieux et un idéologue*

[...]. Le rôle de Lénine a été de peu d'importance. Il était un symbole plus qu'un acteur. » La preuve ? « *Peu de temps après la fin de la guerre civile, il a eu son premier AVC, puis deux autres. Et en 1924, il était déjà mort.* »

Pour une découverte c'est une découverte... Rappelons seulement que c'est Lénine qui, en octobre 1917, contre les réticences voire les résistances de la majorité des membres du comité central, sceptiques voire craintifs et même hostiles, a imposé la prise du pouvoir du 25 octobre. Un détail...

A part cela il reprend l'antienne de « l'utopie » : « *La grande originalité de la révolution russe réside dans le fait qu'elle a réussi à installer l'utopie au pouvoir [...]. L'URSS devient la patrie des travailleurs du monde entier. Tout cela n'est pas explicable par la logique pure ni par la froide raison. L'irrationnel et le mystique y jouent un grand rôle.* »

A la fin, Victor Loupan, interrogé sur des ouvrages à conseiller au lecteur, répond (honnêtement, il faut le dire) : « *Je pourrais leur conseiller un livre qui m'a beaucoup éclairé à une époque. L'Utopie au pouvoir de Michel Heller et Alexandre Nekritch* », publié en 1982.

Voilà un dépoussiérage réussi...

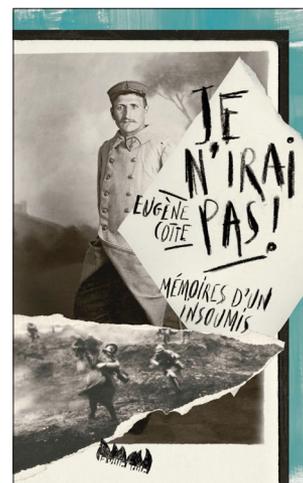
J.J. M.

Notes de lecture

Je n'irai pas ! *Mémoires d'un insoumis*

Eugène Cotte

Éditions La ville brûle (15 euros)



C'est en août et septembre 1916, alors qu'il est soigné dans un hôpital de Normandie, que le jeune soldat Eugène Cotte, qui sait qu'il va bientôt repartir au front, écrit ses Mémoires (1), pour, dit-il « plus [...] me les remémorer moi-même que pour les faire connaître ».

Ces Mémoires se révèlent passionnants à plus d'un titre. Eugène Cotte naît en 1889 dans un village du Loiret, dans une famille de paysans pauvres. Dans cette famille, la mère est très croyante et tout naturellement, Eugène fait sa première communion, mais son père est républicain parce que, dit-il, « les républicains sont anticléricaux et que mon père n'aime pas les curés ». Il quitte l'école à 12 ans après avoir obtenu son certificat d'études, mais la soif d'apprendre ne le quitte pas. Il lit beaucoup.

Il trouve du travail comme ouvrier agricole. Il s'intéresse très tôt à la question sociale. Il est d'abord attiré par les socialistes, il lit *L'Humanité*, commande des brochures à une librairie socialiste de Paris, dont *Le Collectivisme* de Jules Guesde. Puis il découvre la doctrine anarchiste en lisant *Les Temps nouveaux*, journal de référence de l'anarchisme à l'époque, mais également *L'Anarchie*, journal des anarchistes individualistes dont il ne partage pas, cependant, les idées. Ce n'est pas le moindre intérêt de ces Mémoires que de montrer la pénétration des idées révolutionnaires dans les campagnes,

loin des grands centres urbains. Certes, ces idées demeurent minoritaires dans un milieu encore très conservateur et encore largement sous l'emprise idéologique de l'Église catholique.

Eugène Cotte insoumis

Au début du XX^e siècle, l'antimilitarisme et l'antipatriotisme sont des thèmes importants de propagande des milieux anarchistes, des socialistes insurrectionnels de Gustave Hervé, et de la CGT. Cette dernière diffuse depuis 1901 le *Nouveau Manuel du soldat*, dans lequel elle propose aux jeunes ouvriers conscients deux attitudes quand ils sont appelés pour leur service militaire dans l'armée bourgeoise : soit l'insoumission ou la désertion (2), et donc l'exil en Suisse ou en Belgique, soit d'effectuer leur service militaire, mais pour y faire de la propagande antimilitariste. Très peu de jeunes choisissent l'insoumission ou la désertion car cela se révèle très difficile à vivre et les dirigeants cégétistes et anarchistes encouragent plutôt la deuxième solution. En 1909, Eugène Cotte, lui,

(1) Écrit en 1916, le manuscrit fut découvert à la mort d'Eugène Cotte en 1976. De nombreuses années plus tard, la fille d'Eugène Cotte le confia à Philippe Worms qui signe l'avant-propos du livre.

(2) On est insoumis quand on refuse de devenir soldat et on est déserteur quand, soldat, on décide d'abandonner son poste.

choisit l'insoumission car il ne comprend pas que l'on puisse faire de la propagande antimilitariste à la caserne ; c'est, écrit-il, « semblable à quelqu'un qui ferait de la propagande anti-alcoolique au bistrot ».

Insoumis, Eugène s'exile en Suisse francophone où il trouve du travail comme ouvrier dans le bâtiment, mais il fait l'erreur de revenir en France et se fait arrêter à Lyon, lors d'un banal contrôle d'identité. Il se retrouve en prison dans cette ville, en sort en mai 1913 pour rejoindre le 17^e régiment d'infanterie à Gap pour y faire son service militaire de deux ans (3). Il choisit de faire une grève de la faim secrète afin de se faire réformer. Il cesse de s'alimenter, il dépérit et, en octobre 1913, après six mois à la caserne, il est réformé !

Eugène Cotte mobilisé

Il rentre chez lui dans le Loiret... et neuf mois plus tard, la guerre éclate. Réformé, il n'est pas mobilisable, mais, en septembre 1914, pour combler les pertes énorme du premier mois de la guerre, un décret ministériel décide de passer en revue tous les réformés et les exemptés. Eugène Cotte est alors déclaré « bon pour le service armé ». Et lui, l'insoumis qui n'avait pas craint l'exil et risqué sa vie pour se faire réformer, accepte de partir et se rallie à la Défense nationale. Il écrit en partie ses Mémoires pour justifier son choix. « Malgré mon aversion pour la guerre, je ne pouvais admettre l'invasion et malgré les fautes de nos dirigeants, qui n'avaient pas su ou pas voulu éviter le conflit, je ne voyais qu'une chose à faire immédiatement : refouler l'étranger ; on s'expliquerait avec les responsables ensuite. »

Eugène Cotte, qui n'est qu'un simple militant de base, avance aussi la nécessité pour les anarchistes de ne pas « abandonner le peuple et se défilier au moment où celui-ci avait à supporter de si rudes épreuves. [...] Ils préféreraient partager ses souffrances et s'exposer comme tout le monde, autant pour garder la confiance du peuple que pour ne pas paraître lâches à ses yeux. » Rallié à la Défense nationale, Cotte n'est cependant pas un renégat, à aucun moment il ne tombe dans le panneau patriotique, il continue à réfléchir en

termes de classes. Pour lui, la guerre est une guerre impérialiste dont il ne sortira rien de bon pour les ouvriers et les gens du peuple, « c'est la souffrance pendant la guerre et la misère en perspective une fois la paix rétablie ! ». Il est envoyé avec le corps expéditionnaire français dans les Dardanelles, puis son régiment est rapatrié en France où, en juillet 1916, il participe à l'offensive sur la Somme. Cotte est blessé et transféré dans un hôpital de Normandie, c'est là qu'il va écrire ses Mémoires.

Je n'irai pas ! Mémoires d'un insoumis est un livre d'une grande qualité littéraire. Eugène Cotte possède un sens aigu de l'observation et décrit avec un grand pouvoir évocateur les paysages et les mœurs paysannes et ouvrières de son époque. Il excelle également à dépeindre les comportements des gens qu'il fréquente, ouvriers, patrons, soldats, sous-officiers et officiers. Par ailleurs, tout au long de son récit, on est frappé par la modernité des thèmes qu'il évoque. Ainsi, sur la question du mariage, il prône l'union libre, « deux êtres qui s'aiment n'ont pas besoin de la permission légale donnée par le maire pour vivre ensemble à leur guise ». De même, à propos de l'éducation des enfants, il écrit : « [Ils] ne doivent pas avoir à souffrir de l'autorité paternelle ou maternelle et doivent être élevés avec douceur et guidés, éclairés et instruits dans la vie où ils entrent, écartés des mauvais penchants plutôt par persuasion que par contrainte et retenus par l'amour de leurs parents que par la crainte. » A une époque où elle est combattue par la morale et sévèrement réprimée par la loi, il défend la contraception : « La science met aujourd'hui les femmes à même de n'être mère que si elles le désirent. La liberté dans la maternité comme dans l'amour. »

Guillaume Davranche, l'auteur de *Mourir trop jeunes*, signe l'introduction et s'est chargé de l'appareil critique pour éclairer et contextualiser certains propos d'Eugène Cotte.

Roger Revuz

(3) En fait, à ce moment-là, une loi vient d'être votée qui porte à trois ans la durée du service militaire.

Trop jeunes pour mourir, ouvriers et révolutionnaires face à la guerre (1909-1914)

Guillaume Davranche

Éditions L'insomniaque-Libertalia, 2014 (20 euros)

T*rop jeunes pour mourir* raconte cinq années méconnues du mouvement ouvrier français et plus particulièrement du mouvement libertaire de 1909 à la déclaration de guerre en août 1914.

S'appuyant sur le dépouillement d'archives policières (1) et la presse syndicale et anarchiste de l'époque, Guillaume Davranche dresse un tableau vivant du mouvement ouvrier de cette période. C'est une époque d'intense lutte des classes qui voit se multiplier les grèves, dont celle des postiers en 1909, qui se termine par une défaite et la radiation de 700 postiers. Elle est suivie d'une vague de sabotages des lignes télégraphiques – *Mam'zelle cisaille* entre en action – qui touche cinquante départements, dans le but de contraindre le gouvernement à les réintégrer. En 1910, la CGT mène campagne contre le projet de retraites ouvrières par capitalisation, projet défendu par le Parti socialiste (2). L'ouvrage nous fait vivre les grèves, avec leur chasse aux « renards » (3) à qui on réserve la « *chaussette à clous* » (les coups de pied) et la « *machine à bosseler* » (les coups de poings) ; la solidarité avec l'organisation des « *soupes communistes* » ; les meetings monstres qui peuvent réunir plusieurs milliers de participants et où, à une époque où la sonorisation n'existe pas, on dresse

plusieurs tribunes afin que le maximum de participants puisse entendre le discours des différents orateurs. La notion d'action directe prend corps quand l'auteur décrit les militants de la CGT brisant les vitrines des commerces qui s'obstinent à fermer trop tard le soir ou à ouvrir le dimanche ! L'ouvrage raconte également la lutte des ménagères contre la vie chère et consacre plusieurs pages à la figure haute en couleurs du libertaire Georges Cochon, principal animateur de l'Union syndicale des locataires, qui, alliant action directe et médiatisation, aime jouer des tours de...

(1) Dans les archives policières, on trouve beaucoup de rapports écrits par les mouchards qui infiltraient la CGT et les organisations anarchistes. « *A condition d'y faire le tri, leur production [constitue], 50 ans plus tard, un gisement d'informations inestimable pour les historiens* », Guillaume Davranche, p. 352.

(2) Le Parti socialiste, dont le nom exact est Parti socialiste unifié, est fondé en 1905. Il est la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). D'après Guillaume Davranche, le sigle SFIO est rarement utilisé avant 1914. Dans les milieux militants socialistes on parlait également de l'Unité. Par dérision, les anarchistes parlaient du Parti socialiste urnifié.

(3) « Renard » est le terme le plus utilisé à l'époque pour désigner les « briseurs de grève », le terme de « jaunes » étant alors plutôt réservé aux membres des syndicats contrôlés par les patrons dans le but de contrer les grèves.

Cochon aux propriétaires ! Militer dans les rangs syndicalistes révolutionnaires et anarchistes expose en permanence à la répression : l'arrestation, les procès et la prison... ou l'exil vers la Suisse ou la Belgique pour y échapper.

Syndicalistes révolutionnaires et anarchistes-syndicalistes

Souvent, quand on évoque l'histoire de la CGT avant 1914, on a tendance à user des vocables anarchistes-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires l'un pour l'autre. L'un des objectifs de *Trop jeunes pour mourir* est de montrer que les deux termes n'étaient pas totalement synonymes.

Avant 1914, la CGT est divisée entre une tendance réformiste, pour qui le syndicat doit se limiter à l'action corporative ; une tendance guesdiste, partisane de l'unité organique avec le Parti socialiste et opposée à la grève générale ; et une tendance syndicaliste révolutionnaire, antimilitariste, antipatriote et antiparlementaire, partisane de l'action directe et de la grève générale. Cette dernière est majoritaire au comité confédéral de la CGT. Les syndicalistes révolutionnaires comme Monatte, Merrheim ou Griffuelhes sont de sensibilité libertaire, mais pour eux, le syndicat se suffit à lui-même. Mais dans la CGT, au sein de la tendance syndicaliste révolutionnaire (mais plutôt dans les structures de base du syndicat), on trouve également des militants anarchistes-syndicalistes, pour qui une organisation politique anarchiste est nécessaire en complément de l'action syndicale. Jusqu'en 1913, les uns et les autres sont sur la même ligne politique, mais confrontée à la répression, la direction confédérale amorce une « rectification de tir » en annonçant son intention de davantage se consacrer à l'action corporative, ce qui provoque une crise avec les anarchistes.

Les anarchistes individualistes constituent une autre tendance de la mouvance anarchiste, à l'époque en pleine déliquescence. *L'Anarchie* est leur hebdomadaire de référence. Les individualistes sont

opposés à toute forme d'organisation politique, en revanche, ils ne sont pas opposés à l'illégalisme, certains étant même adeptes du « *cambrilage et du browning* »... comme ceux qui prendront part à l'aventure de la bande à Bonnot, les « bandits tragiques » à qui Guillaume Davranche consacre deux chapitres en montrant que les critiques les plus sévères sur les dérives de l'individualisme vinrent des anarchistes-syndicalistes.

Plusieurs chapitres sont consacrés à la genèse d'une organisation anarchiste. En 1910, sous l'impulsion de Gustave Hervé, il est question de fonder un Parti révolutionnaire regroupant les socialistes refusant l'orientation réformiste du Parti socialiste et les anarchistes. A cette occasion, Guillaume Davranche réévalue le rôle joué par Gustave Hervé dans le mouvement ouvrier. Gustave Hervé sombra dans l'Union sacrée en 1914 et évolua vers l'extrême droite par la suite, et les historiens ont souvent tendance à évaluer son action d'avant 1914 au regard de son évolution politique ultérieure. Mais en 1910 il appartient à la tendance insurrectionnelle du parti socialiste, une tendance très minoritaire, mais avec *La Guerre sociale*, hebdomadaire qu'il a fondé en 1906, Gustave Hervé exerce une réelle influence sur les syndicalistes révolutionnaires de la CGT... tout en agaçant certains de ses dirigeants comme Victor Griffuelhes pour qui Hervé n'était qu'un « *braillard* ».

La Guerre sociale défend des positions antiparlementaires, antimilitaristes et antipatriotes, Hervé signe ses articles *Le Sans-Patrie*. Son bras droit à *La Guerre sociale* est l'anarchiste Miguel Almercyda. En 1910, une campagne pour l'abstention aux élections législatives organisée par les anarchistes et soutenue par *La Guerre sociale* est un succès quantitatif et qualitatif. Pour Guillaume Davranche, elle fut un « *tremplin vers l'organisation des forces révolutionnaires* ».

Mais, au printemps 1911, Gustave Hervé « rectifie son tir », aujourd'hui on dirait qu'il se « recentre ». Il abandonne ses positions antimilitaristes et prône dorénavant l'union PS-CGT... C'est la guerre ouverte avec les anarchistes et la fin de la perspective d'un parti révolutionnaire regroupant socialistes révolu-

tionnaires et anarchistes. En 1910, ces derniers fondent la Fédération révolutionnaire communiste, qui devient, en 1912, la Fédération communiste anarchiste (FCA), forte de 1 000 militants ouvriers, jeunes pour la plupart. En 1913, un congrès national anarchiste achève l'unification de tous les groupes anarchistes, la nouvelle organisation prend le nom de Fédération communiste anarchiste révolutionnaire et adopte un manifeste qui commence par une « *répudiation de l'individualisme* ».

Les débats dans le mouvement ouvrier

Tout au long des 540 pages de l'ouvrage, Guillaume Davranche nous fait vivre les débats qui agitent le mouvement ouvrier de l'époque. Ainsi celui sur la place des femmes, dans un mouvement ouvrier essentiellement masculin ; en 1898, à Rennes, se tient le dernier congrès de la CGT à adopter une résolution contre le travail féminin. Ensuite, la CGT luttera pour l'égalité des salaires entre hommes et femmes. Les ouvriers sont encouragés par les militants à amener leur femme aux réunions syndicales. Dans certains syndicats, les résistances sont très fortes. En 1913, l'affaire Gouriau ébranle la CGT. Emma Gouriau est typographe comme son mari, syndiqué à la Fédération du Livre. Mais cette dernière refuse l'adhésion d'Emma au syndicat et exclut son mari, militant depuis vingt ans... parce qu'il laisse travailler sa femme ! Face à l'opposition de certains syndicats d'accepter les femmes, la question de fonder des syndicats de femmes sera posée. La syndicalisation des femmes était inscrite à l'ordre du jour du congrès confédéral de la CGT à Grenoble prévu en septembre 1914 mais la guerre interrompit le processus.

Autre sujet qui provoque de violentes polémiques dans la CGT : celui sur le fonctionnarisme, autrement dit les permanents dans les syndicats. Il oppose les anarchistes qui veulent la rotation automatique des permanents... et ceux qui sont contre en arguant que les syndicats ne disposent pas suffisamment de militants capables ou tout simplement de militants prêts à accepter des responsabilités.

Trop jeunes pour mourir raconte aussi la pénétration de l'antisémitisme dans le mouvement ouvrier avec l'évolution d'Emile Janvion et d'Emile Pataud, dirigeants de la CGT, tous les deux militants libertaires qui évoluent à partir de 1911 vers l'antisémitisme. Cette dérive conduira Emile Janvion à rejoindre l'Action française.

Un mouvement ouvrier antimilitariste

L'antimilitarisme est une préoccupation majeure des syndicalistes révolutionnaires et des anarchistes. L'ouvrage raconte, avec beaucoup de détails, la lutte contre la guerre et le militarisme. Ainsi, pour soutenir financièrement les jeunes ouvriers appelés sous les drapeaux, les syndicats organisent *le sou du soldat*. Il s'agit de leur envoyer un petit pécule... accompagné de propagande antimilitariste. La répression s'abat sur les jeunes soldats accusés de propagande antimilitariste, ils sont envoyés à Biribi, terme qui désigne l'ensemble des structures disciplinaires et pénitentiaires d'Afrique du Nord. Les 10 000 à 15 000 condamnés y sont soumis aux pires sévices. La suppression des bagnes militaires a été une revendication constante du mouvement ouvrier dans cette période.

Le débat est parfois vif entre les anarchistes qui poussent à l'insoumission et à la désertion et ceux qui, dans la CGT, mènent d'abord une propagande contre l'utilisation de l'armée contre les grèves. En 1913, dans un contexte de tensions internationales, le mouvement ouvrier mène campagne contre la « loi des trois ans », loi qui doit faire passer le service militaire de deux à trois ans. A cette occasion, les anarchistes de la FCA éditent un manuel insurrectionnel, « En cas de guerre », dans lequel ils prônent, en cas de mobilisation, le sabotage des lignes de communication, de l'électricité et dans lequel ils expliquent qu'il faudra arrêter les rotatives de la presse bourgeoise et prévoir d'éliminer physiquement, préfets, ministres et autres officiers supérieurs ! Le gouvernement, pour parer à un éventuel sabotage de la mobilisation, met en place le Carnet B, fichier de

15 000 militants (4) qu'il faudra arrêter et enfermer dans des « *camps de concentration* » (sic) en cas de mobilisation.

La loi des trois ans ayant finalement été adoptée, elle a pour conséquence de maintenir une génération un an de plus sous les drapeaux... et ainsi de provoquer une pénurie de main-d'œuvre que le patronat s'empresse de combler en faisant appel à la main-d'œuvre étrangère. Face à la montée du nationalisme, les risques de rejet xénophobe des ouvriers étrangers sont grands. La CGT va tenter de syndiquer les ouvriers étrangers pour empêcher une pression à la baisse des salaires. Elle demandera aux syndicats étrangers de dissuader l'émigration en France, mais certains militants condamnèrent cette proposition en la jugeant étroitement protectionniste.

De la grève générale à l'Union sacrée

Le dernier chapitre de l'ouvrage est consacré aux « *dix journées dramatiques* » du 25 juillet au 4 août 1914 qui virent la quasi-totalité du mouvement ouvrier sombrer dans l'Union sacrée et renier les engagements pris dans les congrès d'avant-guerre. Nous revivons ces instants dramatiques où les militants vivent dans la hantise de voir le Carnet B appliqué. Guillaume Davranche nous montre toute la complexité du processus qui conduira à l'acceptation de l'Union sacrée. Pour lui, Jaurès et les socialistes se sont fait « *enfumer* » par le président du Conseil Viviani, ex-socialiste, ex-propagandiste de la grève générale, qui leur a assuré que le gouvernement œuvrait pour la paix alors qu'il n'en était rien. Le 28 juillet, la CGT publie un manifeste dans lequel il n'est plus question de grève générale mais « *pour la première fois, en soulignant la responsabilité de l'Autriche, la CGT choisit son camp dans le conflit qui se prépare* ». Le 31 juillet, c'est l'assassinat de Jaurès. A son enterrement, Léon Jouhaux,

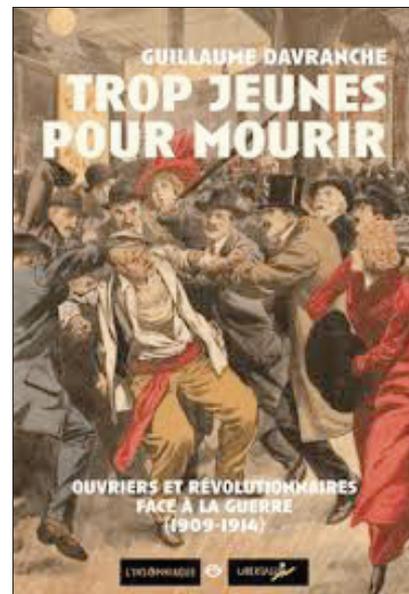
secrétaire général de la CGT, lui rend un vibrant hommage... et se rallie à l'Union sacrée. Il est applaudi par Maurice Barrès, le chantre du nationalisme revanchard.

Trop jeunes pour mourir est un livre dense et foisonnant qui sait tenir le lecteur en haleine tout au long de ses 540 pages illustrées de dessins tirés de la presse militante de l'époque, essentiellement de *La Guerre sociale* mais également de *L'Humanité*, de *L'Anarchie* et des *Temps nouveaux*, autre hebdomadaire anarchiste. Une table des matières et un index extrêmement détaillés permettent de retrouver facilement une information. La consultation du blog (5) de Guillaume Davranche complète utilement et agréablement la lecture de son livre.

Roger Revuz

(4) Guillaume Davranche cite ce chiffre d'après *L'Humanité* du 14 mars 1912, mais, dans une note de bas de page, il précise qu'il n'y en aurait eu que 1 771, selon un témoignage au procès Malvy en 1918 (p. 354).

(5) Tropjeunespoumourir.com



La Révolution russe

François-Xavier Coquin, **Les Bons caractères** (7,10 euros)

Ce livre est la réédition d'un ouvrage de la collection « Que sais-je ? » dont la première édition date de 1962. C'est donc un petit livre par son format mais qui n'est en rien schématique.

Dans un premier chapitre consacré à la Russie à la veille de la révolution, l'auteur dresse un tableau économique, social et politique de ce pays, de la révolution de 1905 à la déclaration de guerre. Il montre combien cet immense empire tsariste était « *un colosse aux pieds d'argile* » en pleine décomposition et comment la guerre mondiale a précipité sa chute en « *imposant aux milieux mêmes les plus modérés de choisir entre le maintien de l'autocratie et le salut de la Russie* » (1).

Le deuxième chapitre traite de la révolution de février 1917. Une révolution qui commence à Petrograd (2) le 23 février (3) par une manifestation des ouvrières du textile réclamant « *du pain* » et entraînant des débrayages dans d'autres secteurs ouvriers. Puis, le 24 février, les manifestants défilent aux cris de « *A bas l'autocratie !* », « *A bas le gouvernement !* », « *A bas la guerre !* ». Dès le 25, la grève est générale, et le 27 février, c'est la fraternisation des soldats et des insurgés. Dès le soir du 27 février, le soviet de Petrograd (4) se réunit. La révolution de Février « *[a pris] de court les révolutionnaires malgré eux* ». Deux pouvoirs s'affrontent alors : le comité provisoire de la Douma qui représente la bourgeoisie libérale et le comité exécutif provisoire des soviets qui représente le peuple « *mais aucun [n'ose] s'ériger en pouvoir légal [...]. Ainsi naquit une dualité*

de pouvoirs dont la rivalité allait constituer l'histoire même du nouveau gouvernement provisoire. »

L'histoire de la révolution entre février et octobre 1917, c'est, d'un côté l'histoire des gouvernements provisoires, gouvernements de coalition, réunissant représentants libéraux de la bourgeoisie et les menchéviks. L'auteur y consacre les chapitres 3 et 4 et montre comment tous ces gouvernements provisoires sont incapables de faire ce pour quoi ouvriers et soldats-paysans ont fait la révolution : faire la paix et donner la terre aux paysans. Et c'est, d'un autre côté, l'histoire de l'influence grandissante des bolcheviks dans les soviets. Depuis son retour d'exil en avril, Lénine prône ce qui est pour lui la solution afin de résoudre la question du double pouvoir : donner tout le pouvoir aux soviets.

Le dernier chapitre est consacré à la révolution d'Octobre. L'auteur rappelle

(1) Toutes les citations en italique sont extraites du livre de François-Xavier Coquin.

(2) Le nom de Petrograd s'est substitué au début de la Première Guerre mondiale à celui de Saint-Petersbourg, jugé de consonance trop germanique. Petrograd prend le nom de Leningrad en 1924 (après la mort de Lénine) avant de reprendre le nom de Saint-Petersbourg en 1991. En mars 1918, les bolcheviks transfèrent la capitale de la Russie de Petrograd à Moscou.

(3) En 1917, le calendrier russe accuse un retard de treize jours sur le calendrier en vigueur dans le reste de l'Europe. Ainsi, le 23 février correspond au 8 mars.

(4) Les soviets sont des conseils de représentants ouvriers, paysans et de soldats. Ils sont apparus pendant la révolution de 1905 et renaissent spontanément en 1917.

comment Lénine doit lutter, avec acharnement, pour convaincre le comité central du Parti bolchevique de préparer la prise du pouvoir. Prise du pouvoir qui a lieu dans la nuit du 24 au 25 octobre, « *une nuit historique [qui s'est] déroulée sans violence, sans résistance, sans presque un coup de feu* ». Le pouvoir est remis au congrès des soviets qui prend les premiers décrets révolutionnaires dont celui sur la « *paix immédiate* » (5) et le décret sur la terre, et entérine le nouveau gouvernement « *tel que l'avait formé le comité central bolchevique* » ; le gouvernement, présidé par Lénine, se compose de vingt-cinq commissaires du peuple qui tous se demandent si ce gouvernement parviendra à « *battre le record des soixante-douze jours établi par la Commune de Paris* ».

Très rapidement se pose la question de la Constituante. Les bolcheviks y sont opposés mais « *l'exigence d'une Constituante [étant] toutefois trop profondément ancrée dans le pays* », ils organisent son élection. Les bolcheviks y sont minoritaires, et dans son unique séance, la Constituante se prononce contre les mesures révolutionnaires du gouvernement soviétique ! Ce dernier dissout la Constituante *manu militari*. « *L'unique problème était de choisir entre la dictature du prolétariat et la "démocratie", définie comme une dictature de la bourgeoisie.* »

Le livre va jusqu'à la paix de Brest-Litovsk, en mars 1918. L'auteur commence par rappeler les divergences, dès le mois de décembre 1917, au sein des bolcheviks, entre ceux qui, comme Lénine (un peu seul), défendaient l'acceptation immédiate de toutes les revendications territoriales de l'Allemagne et de la Turquie, ceux qui, comme Boukharine, prônaient la « *guerre révolutionnaire* » et par conséquent la reprise des combats, et ceux qui, comme Trotsky, défendaient l'idée de ne pas signer la paix et de ne signer celle-ci que

si l'Allemagne rompait l'armistice. C'est cette dernière solution qui l'emporta, jusqu'à l'attaque allemande de février, qui précipita la signature du traité de paix. Le livre se termine sur la naissance de l'Armée rouge et la guerre civile (été 1918-novembre 1920), dont le nouveau régime sort victorieux. « *Ruineuse pour la Russie, la guerre civile avait du moins extirpé jusqu'aux racines de l'ancien régime dont il ne subsistait plus que des vestiges.* »

D'une lecture aisée, simple sans être jamais simpliste, *La Révolution russe*, est le livre à lire par tous ceux qui veulent connaître les aspects les plus importants d'un événement majeur du XX^e siècle.

Roger Revuz

(5) L'armistice avec l'Allemagne est signé le 2 décembre 1917, ce qui signifie l'arrêt des combats dans l'attente de la signature d'un traité de paix.



Les Leçons d'Octobre, de Trotsky. Une traduction enfin complète !

Léon Trotsky : Les Leçons d'Octobre, traduction nouvelle du russe, Les bons caractères, Paris 2015, 75 pages, 4 euros.

Les *Leçons d'Octobre* ne sont pas bien longues : moins de 75 pages. Mais ce petit texte a servi de détonateur au premier affrontement brutal entre Trotsky d'un côté et tous les autres dirigeants du Parti bolchevique alors regroupés derrière Staline.

Les éditions Les bons caractères ont récemment réédité ce texte certes déjà connu puisqu'il avait été publié dans les *Cahiers du bolchevisme* en décembre 1924 puis réédité en 1965 dans le volume *Staline contre Trotsky* chez Maspero... mais le texte alors publié en français avait subi des coupures et la traduction prenait parfois quelques libertés avec l'original russe, dont Les bons caractères nous fournissent pour la première fois une traduction complète, enrichie de notes qui apportent des précisions historiques très utiles.

De la Russie d'octobre 1917 à l'Allemagne d'octobre 1923

Dans ce texte qui servait de préface au tome 3 de ses *Œuvres complètes* où étaient rassemblés ses écrits de l'époque de la révolution d'Octobre, Trotsky réfléchit aux conditions d'une révolution victorieuse à partir de la double expérience du succès d'octobre 1917 en Russie et de

l'échec d'octobre 1923 en Allemagne. Le volume sort des presses à la fin de septembre 1924... La révolution, conclut-il de l'expérience récente de l'Europe, ne peut triompher sans parti. L'affirmation est alors très banale, mais il ajoute : son existence « *est une condition indispensable de la révolution mais non suffisante. Il y faut une direction à la hauteur de la situation* ». Pour éclairer son idée, Trotsky revient sur la lutte qui se déroula dans les sommets du Parti bolchevique à la veille d'Octobre et sur l'échec en 1923 de la révolution en Allemagne dû selon lui à l'indécision et aux hésitations funestes de la direction du parti communiste allemand.

En cas de situation révolutionnaire, dit-il, le succès ou l'insuccès dépend de la direction du parti. Mais à l'approche de la crise décisive, « *tout ce qu'il y a dans le parti d'irrésolu, de sceptique, de conciliateur, de capitulard – bref de menchevique – s'élève contre l'insurrection* ». Chaque pas du parti vers la révolution a suscité en son sein des résistances formidables. Et Trotsky rappelle l'attitude de Zinoviev et Kamenev qui, dans leur lettre du 17 octobre 1917, ont opposé à l'insurrection la perspective d'un Parti bolchevique de simple opposition parlementaire au gouvernement provisoire : « *La révolution aurait été vouée à la ruine si Lénine n'en avait pas appelé au parti contre le comité central* », car « *devant la passivité du*

parti, les espoirs des masses font place à la désillusion » dont l'adversaire profite.

Un tel revirement s'est produit en Allemagne en septembre 1923 et aurait pu se produire en automne 1917 en Russie, sans Lénine. Trotsky met ainsi en cause le comité central de 1917 au moment même où la direction se hisse au-dessus du parti comme un organe incontrôlable, incontrôlé et intouchable. Il a beau écrire : « *Il serait par trop mesquin de faire de ces désaccords une arme de lutte contre ceux qui se sont alors trompés* » (1), cette précaution verbale ne pèse pas lourd face à sa désacralisation sacrilège du comité central.

Une tempête

Les *Leçons d'Octobre* soulèvent une tempête dans les sommets du parti. Zinoviev et Kamenev sont offensés par leur mise en cause individuelle, Staline parce que, vu son rôle très discret en 1917, son nom n'est jamais cité dans l'ouvrage. Staline laisse ses deux amis du moment tirer les premiers. La vieille garde se lance à l'assaut de Trotsky en 1924 avec beaucoup plus de détermination qu'à l'assaut du gouvernement provisoire en octobre 1917. Le 24 octobre, Zinoviev et Kamenev dénoncent l'ouvrage de Trotsky comme « *une déformation consciente de l'histoire du parti* ». Sept ans plus tôt, le 18 octobre 1917, la *Pravda* publie une pluie de lettres commanditées du Kremlin. Puis tous ceux qui savent plus ou moins la manier dégagent la plume : Boukharine, épargné par Trotsky, vu la minceur squelettique de son rôle en octobre 1917, ouvre le feu dans la *Pravda* du 2 novembre où il dénonce « *l'opération de sape* » de Trotsky et tonne : « *Le parti demande du travail, pas de discussions nouvelles.* »

« Le parti ne veut pas de discussion »

C'est le leitmotiv de toutes les forces coagulées autour de l'appareil : pas de discussion ! L'anathème fleurit. Le 17 novembre, Kamenev rédige un projet de résolution pour le comité de Moscou du parti qui affirme : « *Le parti ne veut pas de discussion, mais il veut indubitablement et il l'obtiendra, que soit donnée une riposte décidée aux*

falsificateurs du bolchevisme » (2). Le ton est donné : pas de discussions... mais une avalanche de ripostes musclées. Dans un rapport aux cadres du parti de Moscou du 18 novembre, **répété dans deux autres réunions** et publié dans la *Pravda* sous le titre « *Léninisme ou trotskysme ?* », Kamenev présente Trotsky comme une vieil ennemi du « *léninisme* » : « *A partir de 1903 (...), Trotsky joua le rôle d'un agent du menchevisme dans la classe ouvrière.* » Lénine l'a stigmatisé. Lénine mort, Trotsky veut « *prendre sa revanche* » et « *empoisonner les esprits des jeunes (...). Il démontre qu'il n'est pas un bolchevik* ». Il est donc un élément étranger : « *Trotsky est devenu l'élément conducteur de la petite bourgeoisie dans notre parti, le symbole de tout ce qui dans le parti est opposé au parti. (...) Qu'il le veuille ou non – et certainement, il ne le veut pas – il est l'espoir de tous ceux qui veulent s'émanciper de la férule du parti communiste* », donc des forces contre-révolutionnaires. Trotsky est donc objectivement un agent de la bourgeoisie ; demain, sous la houlette de Staline, il le deviendra subjectivement. Mais Kamenev et Zinoviev aussi !

Staline répète le lendemain l'alternative « *Trotskysme ou léninisme ?* » dans un discours publié le 20 dans la *Pravda*; Zinoviev répète : « *Bolchevisme ou trotskysme ? Où mène la ligne du trotskysme ?* » dans la *Pravda* du 30 novembre. Il accuse Trotsky, de vouloir « *substituer le trotskysme au léninisme* » et, pour cela, de tenter « *une révision ou même une liquidation du léninisme* ». C'est donc l'ennemi numéro un. Un peu plus tard, il accuse Trotsky de chercher à transformer ce dernier en club de libres opinions. Le secrétaire du PC ukrainien, Kviring, martèle : « *Le parti ne veut pas de discussions !* » C'est le leitmotiv général de l'appareil bureaucratique en train de se cristalliser. La discussion est pour lui un péché mortel.

Staline, lui, définit les péchés du « *trotskysme* » en formules simples que tout apparatchik peut aisément apprendre par cœur et répéter : « *Le trotskysme est méfiance envers le parti bolchevique (...) envers les chefs du bolchevisme, une tentative pour les discréditer* » (19 novembre). « *Le trotskysme est une des variétés du*

menchevisme (...) ; *la révolution permanente (...)* est une des variétés du *menchevisme (...)*, *la désespérance permanente* » (20 décembre).

Le 30 novembre 1924, Trotsky rédige, sous le titre : « Nos divergences », une longue réponse à ses adversaires où il tente de calmer le jeu, en précisant d'emblée : « *Si je pensais que mes explications pourraient verser de l'huile sur le feu (...), je ne le publierais pas, aussi pesant soit-il de rester sous le coup de l'accusation de liquider le léninisme.* » Ses adversaires utilisent ce souci affirmé d'apaisement pour se réserver le droit de jeter de l'huile sur le feu et refuser de publier sa réponse.

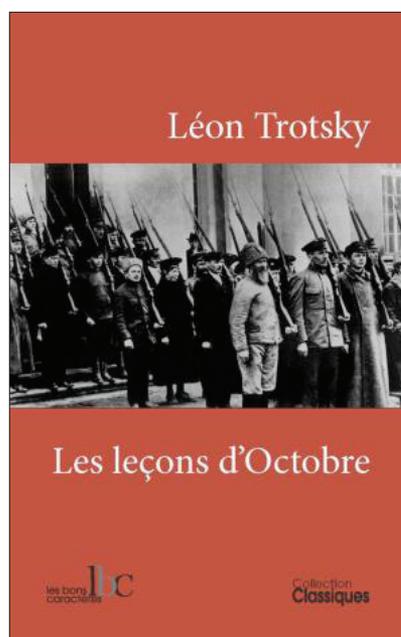
Boukharine donne, le 13 décembre, sa « *dimension théorique* » à la campagne. Il dénonce la « *révolution permanente* » comme fondée sur « *une sous-estimation* » de la paysannerie (formule bientôt rituelle et litanique indéfiniment répétée). Des négociations de Brest-Litovsk à sa proposition de planification économique, Trotsky, affirme Boukharine (qui, en mars 1918, voyait dans la signature de la paix de Brest-Litovsk une trahison de la révolution mondiale !), n'a cessé de se tromper.

Staline profite de l'occasion pour annoncer discrètement son invention « théorique » : la possibilité d'« *édifier le socialisme dans un seul pays* », même ruiné et arriéré comme l'Union soviétique... avec le succès que l'avenir démentira.

Jean-Jacques Marie

(1) *Staline contre Trotsky*, Maspero, 1965, pp. 35-65.

(2) *Ibid.*, pp. 165-166.



Lots d'anciens (mais toujours pertinents) numéros des Cahiers du mouvement ouvrier

I- Pour apprécier l'apport des clergés à la civilisation moderne...

Lisez les numéros 8, 11 et 12 (les articles antisémites de *La Croix* lors de l'affaire Dreyfus ; l'interview du cardinal Baudrillart au PPF de Doriot ; un article de Maurice Nadeau : l'Eglise et Vichy).

Les trois numéros, 8, 11 et 12 : 10 euros (plus 3 euros pour l'envoi par poste).

II- En réponse aux monceaux de falsifications qui s'abattent sur la Révolution française

Lisez les numéros 3, 18, 19, 20, 22, 23, 26 et 27.

(Nicole Bossut-Perron, James Guillaume, Benoît Malon, Marcel Picquier, Pierre Roy, sur... : Chaumette, porte-parole des sans-culottes ; la justice du tribunal révolutionnaire ; la falsification « La République n'a pas besoin de savants » ; Saint-Just, Lvasseur de la Sarthe, Joseph Chalier le lyonnais guillotiné ; le conventionnel Noël Pointe ; le montagnard Robert Lind et face à la vie chère et à la famine...)

Les huit numéros : 25 euros (plus 8 euros pour l'envoi par poste).

III- La révolution russe

Lisez les deux numéros spéciaux 51 et 52.

Sommaire du n° 51, la révolution russe (1) (192 pages)

Chronologie de la révolution.

I. Les premières lois de la révolution russe.

II. Joseph Noulens : l'annulation de la dette et les nationalisations.

III. La révolution vue à travers treize de ses protagonistes : Vladimir Lénine (bolchevik), Nicolas Boukharine (bolchevik), Fiodor Dan (menchevik), Léon Kamenev et Grigori Zinoviev (bolcheviks), Nestor Makhno (anarchiste), Iouli Martov (menchevik), Christian Racovski (bolchevik), David Riazanov (bolchevik), Maria Spiridonova (socialiste-révolutionnaire de gauche), Joseph Staline (bolchevik), Victor Tchernov (socialiste-révolutionnaire de droite), Léon Trotsky (bolchevik).

IV. Le Bund et la révolution russe.

V. Ryszard Rauba : la Pologne et la révolution russe.

VI. La réunion de l'Assemblée constituante (5 janvier 1918) :

- discours de Tchernov
- discours de Boukharine.

VII. Textes :

Lénine : La lutte contre la guerre. Les méfaits du gauchisme (inédit).

Dan : La révolution russe

Trotsky : La révolution russe a-t-elle échoué ? La lutte contre l'obscurantisme.

VIII. Chronique des falsifications.

Sommaire du n° 52 (114 pages), La révolution russe (2)

Quatorze autres protagonistes :

Raphael Abramovitch (menchevik et Bund) ; Alexandre Chliapnikov (bolchevik) ; Felix Dzerjinski (bolchevik) ; Abraham Gotz (S-R de droite) ; Alexandra Kollontai (bolchevique) ; Nikolaï Krestinski (bolchevik) ; Valerian Ossinski (bolchevik) ; Moïse Ouritski (bolchevik) ; Gueorgui Piatakov (bolchevik) ; Proch Prochian (S-R de gauche) ; Karl Radek (bolchevik) ; Larissa Reisner (bolchevique) ; Timothée Sapronov (bolchevik) ; Jacob Sverdlov (bolchevik).

Chronique des falsifications : Kersaudy et autres.

Les deux numéros 51 et 52 : 10 euros (plus 3 euros pour l'envoi par poste)

IV- Pour comprendre comment Staline a déchaîné la terreur et détruit le Parti bolchevique

Les articles de Vadim Rogovine, le seul historien russe qui ait donné une analyse trotskyste de l'Opposition de gauche et du stalinisme, dans les numéros 1, 2, 3, 4, 6 et 29 (les plenums du comité central de décembre 1936, février-mars 1937, juin 1937 et janvier 1938). La Grande Terreur dans les arcanes du bureau politique. Le stalinisme et la paysannerie, l'Armée rouge en 1938, la débolchevisation du Parti communiste, etc.

Les cinq numéros 1, 2, 3, 4, 6 et 29 : 18 euros (plus 5 euros pour l'envoi par poste)

V- La résistance à Staline (1)

Rioutine

Martemian **Rioutine**, fondateur en 1932 de l'Union (clandestine) des marxistes-léninistes, fusillé en 1937, auteur d'un texte inédit en français, et dont on ne peut trouver les principaux passages que dans les *Cahiers du mouvement ouvrier* : « Staline et la crise de la dictature prolétarienne », publié dans les

n° 42 : Staline : Neron et Cagliostro

n° 43 : Staline sophiste

n° 44 : Staline comme théoricien et comme chef

n° 45 : Staline et la dictature du prolétariat

n° 46 : Staline et les oppositions

n° 47 : Staline et la crise du parti

Les six numéros 42, 43, 44, 45, 46 et 47 : 21 euros (plus 6 euros pour envoi par poste)

La résistance à Staline (2)

Le parti ouvrier anti-fasciste

Les jeunes révolutionnaires de Saratov

Les ouvriers grévistes de l'Oural...

Les quatre numéros, 5, 12, 14 et 20 : 13 euros (plus 4 euros pour l'envoi)

VI- La lutte de l'Opposition de gauche et la IV^e Internationale

Le manifeste de Raffin-Dugens (un des trois de Kienthal), Martel et Martin, membres du PCF adhérant à la IV^e Internationale (1945) ; l'Opposition de gauche à Leningrad (1927-1929) ; le NKVD et la chasse aux militants de la IV^e Internationale ; trotskystes et staliniens au Vietnam en 1933-1939 ; Boukharine au bureau politique : quelle attitude vis-à-vis de Trotsky ? (1924 inédit) ; les trotskystes à Magadan et à Vorkouta ; les trotskystes dans les camps (positions, programme, combats, déclarations).

Les huit numéros 9, 11, 18, 20, 24, 35, 62 et 63 : 20 euros (plus 8 euros pour l'envoi par poste)

VII- La révolution espagnole

Les journées de juillet : la révolution ouvrière en marche ; les anarchistes et la révolution espagnole ; les journées de mai 1937 à Barcelone ; le journal d'Antonov-Ovseenko, consul à Barcelone.

Les cinq numéros 4, 5, 18, 34, 35 : 18 euros (plus 5 euros pour envoi par poste)

VIII- La révolution allemande

La République des conseils de Bavière ; Assemblée constituante et conseils ; Rosa Luxemburg et le programme des Spartakistes.

Les trois numéros 9, 13, 23 : 10 euros (plus 3 euros pour envoi par poste)

IX- Allemagne 1930-1933

Stalinisme contre front unique

La lutte contre le « social-fascisme ». Souvenirs d'un militant du PC allemand

Les trois numéros 1, 16, 17 : 10 euros (plus 3 euros pour envoi par poste)

X- Marche à la révolution politique : Allemagne 1953 – Pologne-Hongrie 1956

Grève générale de Berlin-Est (juin 1953) ; de Poznan à Budapest : le Conseil central ouvrier du grand Budapest ; la révolution hongroise et le PC italien ; les procès-verbaux du bureau politique du PC d'URSS (Khrouchtchev, Molotov, Kaganovitch, Malenkov, Joukov, Mikoian, etc.) ; textes inédits d'Imre Nagy.

Les cinq numéros 10, 13, 14, 31, 32 : 18 euros (plus 5 euros pour envoi par poste)

Commander à :

Jean-Jacques Marie, bâtiment Les Charmes, 36, rue de Picpus 75012 Paris,
jj.marie@club-internet.fr